



# Études économiques de l'OCDE MEXIQUE

FÉVRIER 2024 (VERSION ABRÉGÉE)





# Études économiques de l'OCDE : Mexique 2024 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

#### Note de la République de Türkiye

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Türkiye reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Türkiye maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

#### Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Türkiye. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

#### Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2024), *Études économiques de l'OCDE : Mexique 2024 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris,  
<https://doi.org/10.1787/8b26b62f-fr>.

ISBN 978-92-64-40261-4 (PDF)  
ISBN 978-92-64-46730-9 (HTML)  
ISBN 978-92-64-89726-7 (epub)

Études économiques de l'OCDE  
ISSN 0304-3363 (imprimé)  
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Mexique  
ISSN 1995-3674 (imprimé)  
ISSN 1999-0731 (en ligne)

**Crédits photo** : Couverture © Moy Ortega/Shutterstock.com. Avant-propos © Jezael Melgoza/Unsplash.com. Résumé © Mikhail Nilov/Pexels.com; © ele96rebrea/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : [www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm](http://www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm).

© OCDE 2024

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.



# Avant-propos

La présente Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (Comité EDR) de l'OCDE, qui est chargé d'examiner la situation économique des pays membres. La situation et les politiques économiques du Mexique ont été examinées par le Comité le 12 décembre 2023. Le projet de rapport a été ensuite révisé à la lumière des discussions et a reçu l'approbation finale en tant que rapport approuvé par l'ensemble du Comité le 19 décembre 2023.

Le projet de rapport du Secrétariat a été préparé pour le Comité par Alberto González Pandiella et Alessandro Maravalle, sous la direction d'Aida Caldera Sanchez. Véronique Gindrey a fourni une assistance en matière de recherche, tandis que Karimatou Diallo et Gemma Martinez ont apporté leur concours pour la mise en forme du document, et Laura Fortin pour la communication. L'Étude a également bénéficié des contributions d'Elena Vidal.

La précédente *Étude économique* consacrée au Mexique a été publiée en 2022. Des informations sur la dernière *Étude* ainsi que sur les éditions précédentes et de plus amples informations sur la façon dont les enquêtes sont préparées sont disponibles sur le site [www.oecd.org/fr/economie/etudes](http://www.oecd.org/fr/economie/etudes).



# Table des matières

Avant-propos	3
Résumé	9
1 Concrétiser le potentiel considérable du Mexique	17
2 Évolutions macroéconomiques et enjeux de l'action publique	22
2.1. L'économie fait preuve de résilience	23
2.2. Les autorités monétaires ont réagi avec détermination à la forte inflation	30
2.3. Le secteur financier dispose d'amples réserves	33
2.4. Le gouvernement est déterminé à mener une politique budgétaire prudente	36
2.4.1. Maintenir une politique budgétaire prudente tout en augmentant les dépenses pour promouvoir une croissance plus forte et durable	40
2.4.2. Renforcer le cadre budgétaire	47
Références	51
3 Exploiter les possibilités offertes par les délocalisations de proximité en renforçant la productivité et en luttant contre le changement climatique	52
3.1. Améliorer la logistique et la connectivité numérique	57
3.2. Renforcer la concurrence	60
3.3. Renforcer l'État de droit et redoubler d'efforts pour réduire la corruption	62
3.4. Réduire les émissions en réalisant la transition vers les énergies renouvelables et en renforçant la tarification du carbone	66
3.5. Améliorer la gestion de l'eau	69
Références	71
4 Réduire les inégalités et renforcer la croissance	73
4.1. Redoubler d'efforts pour renforcer le capital humain	74
4.2. Accroître l'égalité entre les genres	78
4.3. Continuer de renforcer l'inclusivité du marché du travail	83
Références	86
<b>Tableaux</b>	
Tableau 1. Prévisions macroéconomiques	10
Tableau 2.1. La croissance va ralentir	29
Tableau 2.2. Événements qui pourraient modifier sensiblement les perspectives	29
Tableau 2.3. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant l'amélioration des politiques macroéconomiques	31
Tableau 2.4. Évolution des principaux agrégats budgétaires	38
Tableau 2.5. Les gains attendus de réformes ambitieuses sont non négligeables	40
Tableau 2.6. Estimation indicative de l'incidence budgétaire de certaines recommandations	46
Tableau 2.7. Recommandations pour renforcer encore les politiques macroéconomiques	49
Tableau 3.1. Recommandations antérieures de l'OCDE destinées à renforcer la productivité	61

Tableau 3.2. Recommandations de l'OCDE visant à accroître la productivité et lutter contre le changement climatique	70
Tableau 4.1. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les politiques sociales	81
Tableau 4.2. Recommandations pour réduire les inégalités et renforcer la croissance	85

## Graphiques

Graphique 1. Le Mexique est devenu la principale source d'importations aux États-Unis	9
Graphique 2. Les recettes fiscales sont faibles	11
Graphique 3. La productivité est faible	12
Graphique 4. Il est possible de rehausser le taux d'activité des femmes	13
Graphique 5. Le coût du logement constitue une surcharge financière pour une forte proportion de ménages à faibles revenus	14
Graphique 1.1. La croissance du PIB a été résiliente, grâce aux délocalisations de proximité en cours	18
Graphique 1.2. L'inflation est plus faible que dans la zone OCDE et dans les pays comparables de la région	19
Graphique 1.3. Le Mexique pourrait devenir une économie à forte croissance, mais son potentiel reste inexploité	19
Graphique 1.4. La part des énergies renouvelables est plus faible que dans la zone OCDE et dans les pays comparables de la région	20
Graphique 1.5. Il est possible d'améliorer les résultats du système d'enseignement et de combler les disparités entre les genres	21
Graphique 2.1. Les revenus réels et la confiance des consommateurs soutiennent la consommation	23
Graphique 2.2. L'investissement se redresse	24
Graphique 2.3. Les exportations restent résistantes	24
Graphique 2.4. Les exportations du Mexique sont majoritairement destinées aux États-Unis, tandis que ses importations sont plus diversifiées	25
Graphique 2.5. Le marché du travail reste dynamique	26
Graphique 2.6. Le déficit des paiements courants est financé par un flux stable d'investissements directs étrangers	27
Graphique 2.7. La dette extérieure a diminué et le niveau des réserves de change est confortable	27
Graphique 2.8. Les primes de risque souverain ont évolué à la baisse	28
Graphique 2.9. L'orientation de la politique monétaire reste restrictive	30
Graphique 2.10. L'inflation a reflué	31
Graphique 2.11. Les tensions inflationnistes restent particulièrement fortes pour les produits alimentaires transformés et certains services	32
Graphique 2.12. Le peso s'est apprécié	32
Graphique 2.13. Les ratios de fonds propres et de liquidité des banques sont élevés	34
Graphique 2.14. La croissance du crédit s'est progressivement redressée	34
Graphique 2.15. La dette privée est faible	35
Graphique 2.16. Le niveau du déficit public et celui de la dette publique sont faibles en comparaison internationale	37
Graphique 2.17. Les politiques budgétaires sont restées prudentes	38
Graphique 2.18. Le ratio dette publique/PIB devrait rester globalement stable	39
Graphique 2.19. L'investissement public a augmenté récemment mais demeure faible	40
Graphique 2.20. Les dépenses publiques sont faibles par rapport à celles d'autres pays de l'OCDE	41
Graphique 2.21. Les dépenses de retraite sont orientées à la hausse, tandis que les dépenses d'éducation ont diminué	42
Graphique 2.22. Le coefficient de pression fiscale (ratio impôts/PIB) du Mexique est le plus bas de la zone OCDE	43
Graphique 2.23. Le Mexique tire la majeure partie de ses recettes fiscales de la taxe sur la valeur ajoutée	44
Graphique 2.24. Les recettes au titre des impôts sur la propriété immobilière et des taxes liées à l'environnement peuvent être augmentées	44
Graphique 3.1. L'approfondissement de l'intégration commerciale a profité aux régions du sud et du centre du Mexique	53
Graphique 3.2. La participation du Mexique en amont aux chaînes de valeur mondiales est élevée et en hausse	54
Graphique 3.3. La participation du Mexique en aval aux chaînes de valeur mondiales demeure faible	55
Graphique 3.4. Les PME mexicaines affichent une faible productivité et peu d'entre elles exportent	55
Graphique 3.5. Il est possible d'améliorer la logistique	57

Graphique 3.6. Les restrictions qui pèsent sur les échanges de services sont fortes, en particulier dans le domaine de la logistique	58
Graphique 3.7. Le Mexique est à la traîne dans le domaine du haut débit	59
Graphique 3.8. Les différences de connectivité numérique entre régions sont considérables	59
Graphique 3.9. Le poids de la réglementation reste élevé et diffère d'un État à l'autre	60
Graphique 3.10. La mise en œuvre de la législation en vigueur est insuffisante	63
Graphique 3.11. La criminalité reste forte	63
Graphique 3.12. La sécurité publique et l'incertitude entourant les politiques intérieures sont perçues comme des facteurs limitant la croissance	64
Graphique 3.13. Le niveau de corruption perçue reste élevé	66
Graphique 3.14. Les secteurs de l'énergie et des transports sont les plus gros émetteurs	67
Graphique 3.15. La part de l'électricité produite à partir de sources renouvelables reste modeste	68
Graphique 4.1. Les inégalités de revenu et la pauvreté ont diminué, mais l'extrême pauvreté n'a pas suivi	74
Graphique 4.2. De nombreux élèves quittent le système éducatif sans avoir achevé leurs études secondaires	75
Graphique 4.3. La qualité de l'enseignement est inférieure et les disparités entre régions sont criantes	76
Graphique 4.4. La proportion de diplômés de l'enseignement supérieur pourrait encore être augmentée	78
Graphique 4.5. Le taux d'activité des femmes est faible	79
Graphique 4.6. Le Mexique a beaucoup à gagner de la résorption de l'écart de taux d'activité entre les genres	79
Graphique 4.7. Le taux d'inscription des très jeunes enfants dans les structures préscolaires est faible	81

## Encadrés

Encadré 1.1. Principales réformes récentes	20
Encadré 2.1. La taxonomie mexicaine de la durabilité	36
Encadré 2.2. Tirer les enseignements du passé : politique budgétaire prudente et gestion de la dette au Mexique	37
Encadré 2.3. Enseignements tirés de l'amélioration des cadastres en Colombie	45
Encadré 2.4. Cadres budgétaires à moyen terme dans les pays de l'OCDE	48
Encadré 3.1. Aider les PME à tirer davantage parti des flux d'investissement direct étranger : l'exemple du Costa Rica	56
Encadré 3.2. La passation électronique des marchés – expérience de plusieurs pays de l'OCDE	65
Encadré 4.1. Améliorer les résultats scolaires grâce aux données et à l'évaluation : l'expérience de quelques pays	76
Encadré 4.2. Durée de la journée scolaire et emploi des mères de famille : les cas du Chili et d'autres pays de l'OCDE	82
Encadré 4.3. Une réforme du système de retraite contributif est progressivement mise en œuvre	83

### Follow OECD Publications on:



<https://twitter.com/OECD>



<https://www.facebook.com/theOECD>



<https://www.linkedin.com/company/organisation-eco-cooperation-development-organisation-cooperation-developpement-eco/>



<https://www.youtube.com/user/OECDiLibrary>



<https://www.oecd.org/new-sletters/>

### This book has...

**StatLinks**

A service that delivers Excel® files from the printed page!

Look for the **StatLink** at the bottom of the tables or graphs in this book. To download the matching Excel® spreadsheet, just type the link into your Internet browser or click on the link from the digital version.



## Statistiques de base du Mexique, 2022

(Les nombres entre parenthèses correspondent à la moyenne de l'OCDE)<sup>1</sup>

PAYS, POPULATION ET CYCLE ELECTORAL				
Population (millions)	129.4		Densité de population par km <sup>2</sup>	65.6 (39.0)
Moins de 15 ans (%)	24.5	(17.2)	Espérance de vie à la naissance (années, 2021)	70.2 (78.7)
Plus de 65 ans (%)	8.3	(18.0)	Hommes (2021)	66.1 (75.9)
Population immigrée (% de la population, 2019)	0.8	(13.2)	Femmes (2021)	74.9 (81.7)
Croissance moyenne des 5 dernières années (%)	0.7	(0.4)	Dernières élections générales	Juillet 2018
ECONOMIE				
Produit intérieur brut (PIB)			Ventilation de la valeur ajoutée (%)	
À prix courants (milliards USD)	1 468.2		Agriculture, sylviculture et pêche	4.4 (2.8)
À prix courants (milliards MXN)	29 452.8		Industrie, dont construction	33.8 (28.3)
Croissance réelle moyenne des 5 dernières années (%)	0.4	(1.7)	Services	61.8 (68.8)
Par habitant (milliers USD, à PPA)	23.9	(60.2)		
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES				
En pourcentage du PIB				
Dépenses	27.1	(42.9)	Dettes financières brutes (OCDE : 2021)	54.1 (113.5)
Recettes	22.0	(39.7)	Dettes financières nettes (OCDE : 2021)	48.0 (67.6)
COMPTES EXTERIEURS				
Taux de change (MXN/USD)	20.06		Principales exportations (% du total des exportations de marchandises)	
Taux de change à PPA (USD = 1)	9.68		Machines et matériel de transport	58.3
En pourcentage du PIB			Articles manufacturés divers	9.1
Exportations de biens et de services	42.8	(33.4)	Produits manufacturés	7.0
Importations de biens et de services	45.7	(34.8)	Principales importations (% du total des importations de marchandises)	
Solde de la balance courante	-1.3	(-1.0)	Machines et matériel de transport	42.6
Position extérieure globale nette	-41.9		Produits manufacturés	12.6
			Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	11.1
MARCHÉ DU TRAVAIL, QUALIFICATIONS ET INNOVATION				
Taux d'emploi (15 ans et plus, %)	57.8	(57.5)	Taux de chômage, Enquête sur la population active (15 ans et plus, %)	3.3 (5.0)
Hommes	73.8	(65.4)	Chômage des jeunes (15-24 ans, %)	6.5 (10.9)
Femmes	43.5	(50.1)	Chômage de longue durée (1 an et plus, %)	0.1 (1.2)
Taux d'activité (15 ans et plus, %)	59.8	(60.9)	Taux de diplômés de l'enseignement supérieur chez les 25-64 ans (%)	20.6 (40.7)
Nombre moyen d'heures travaillées par an	2 226	(1 752)	Dépense intérieure brute de R-D (% du PIB, 2020)	0.3 (2.9)
ENVIRONNEMENT				
Approvisionnements totaux en énergie primaire par habitant (tep)	1.5	(3.8)	Émissions de CO <sub>2</sub> par habitant dues à la combustion d'énergie (tonnes)	3.1 (7.8)
Énergies renouvelables (%)	9.5	(12.0)	Prélèvements d'eau par habitant (milliers de m <sup>3</sup> , 2021)	0.7
Exposition à la pollution atmosphérique (% de la population exposé à une concentration en PM <sub>2.5</sub> > 10 µg/m <sup>3</sup> , 2019)	99.5	(61.7)	Déchets municipaux par habitant (tonnes, 2012, OCDE : 2020)	0.4 (0.5)
SOCIÉTÉ				
Inégalités de revenu (coefficient de Gini, 2020, OCDE : dernières données disponibles)	0.420	(0.316)	Résultats scolaires (score au PISA 2022)	
Taux de pauvreté relative (% , 2020)	16.6	(11.8)	Compréhension de l'écrit	415 (476)
Revenu disponible médian des ménages (milliers USD, à PPA, 2020)	5.9	(26.6)	Culture mathématique	395 (472)
Dépenses publiques et privées (% du PIB)			Culture scientifique	410 (485)
Santé	5.5	(9.2)	Proportion de femmes au parlement (%)	50.0 (32.5)
Retraites (2019)	3.1	(9.5)		
Enseignement (% du RNB, 2021)	4.3	(4.4)		

1 : L'année est indiquée entre parenthèses lorsqu'elle diffère de celle qui figure dans le titre du présent tableau. Lorsque l'agrégat OCDE n'est pas disponible dans la base de données utilisée comme source, une moyenne simple des dernières données disponibles pour les pays de l'OCDE est calculée lorsque ces données existent pour au moins 80 % des pays membres de l'Organisation.

Source : Calculs effectués à partir d'informations extraites des bases de données des organisations suivantes : OCDE, Agence internationale de l'énergie, Organisation internationale du travail, Fonds monétaire international, Organisation des Nations Unies et Banque mondiale.



# Résumé

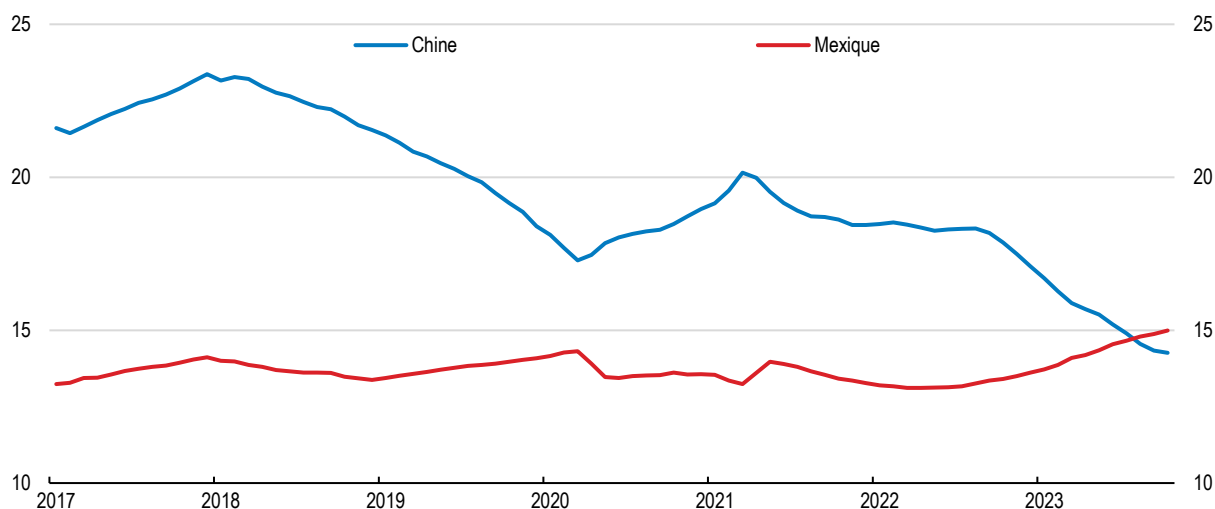
## La croissance est résiliente et les délocalisations de proximité ouvrent de nouvelles perspectives

L'économie s'adapte bien à un environnement économique mondial incertain. L'inflation globale reflue peu à peu, mais l'inflation sous-jacente est persistante. Le Mexique a commencé à bénéficier de délocalisations de proximité (Graphique 1), mais pour exploiter pleinement son potentiel, il faudra s'attaquer à des problèmes qui se posent de longue date, tels que la faiblesse de la productivité et l'ampleur des inégalités.

**La croissance a bien résisté grâce à une demande intérieure résiliente.** Le consommateur est étayé par le dynamisme du marché du travail. L'investissement est orienté à la hausse, en raison

des projets d'infrastructures publiques dans le sud du pays et de l'investissement privé en machines. Les exportations sont restées vigoureuses.

### Graphique 1. Le Mexique est devenu la principale source d'importations aux États-Unis



Source : Nations unies, base de données statistiques sur le commerce des marchandises (COMTRADE).

StatLink  <https://stat.link/2dsxon>



**Les autorités monétaires ont réagi avec détermination à la forte inflation.** L'inflation globale s'est atténuée et l'inflation sous-jacente, quoique plus persistante, a également reflué peu à peu, même si elle demeure élevée dans le secteur des services. La forte appréciation du peso a contribué à endiguer l'inflation.

**La croissance du PIB devrait refluer à 2.5 % en 2024** (Tableau 1). La demande intérieure soutiendra la croissance, tandis que les

exportations pâtiront du ralentissement économique des États-Unis. L'inflation globale et l'inflation sous-jacente continueront de diminuer. Un ralentissement plus marqué que prévu aux États-Unis et une inflation plus persistante qu'on ne s'y attend, imposant le maintien de taux d'intérêt élevés pendant une période prolongée, constituent des risques à la baisse essentiels. À l'inverse, la reconfiguration en cours des chaînes de valeur mondiales pourrait stimuler l'investissement dans des proportions plus importantes que prévu.

**Tableau 1. Prévisions macroéconomiques**

Produit intérieur brut (PIB)	3.1	2.5	2.0
Taux de chômage	2.8	3.0	3.1
Indice d'inflation globale	5.5	4.1	3.2
Indice d'inflation sous-jacente	6.7	4.2	3.2
Dettes publiques nettes (% du PIB)	46.8	48.7	48.6

Source : OCDE, Perspectives économiques intermédiaires (base de données).

## Accroître les recettes fiscales et améliorer le cadre budgétaire

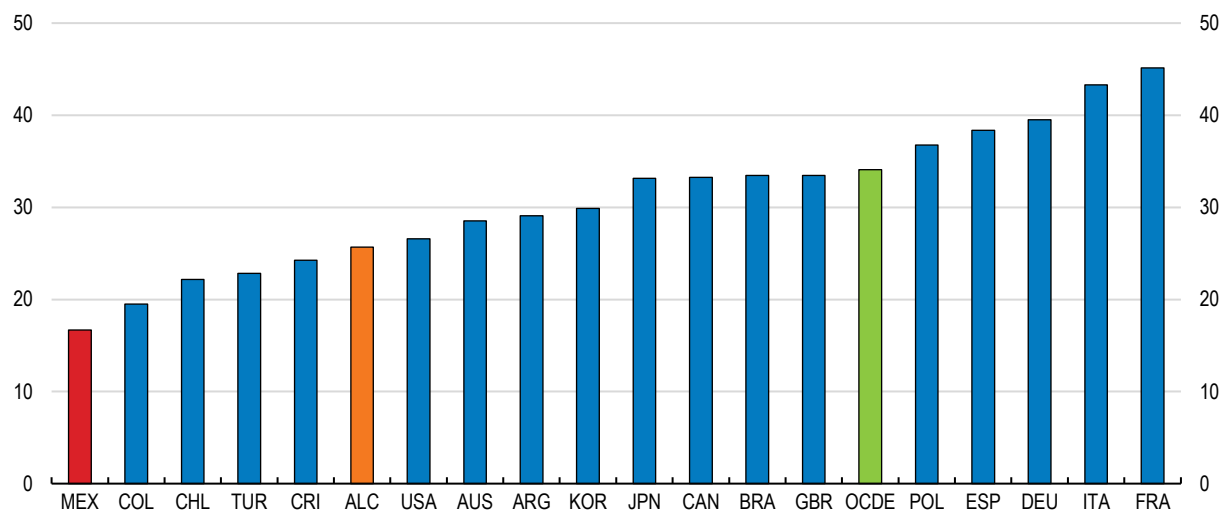
Les autorités budgétaires ont un solide bilan en termes de réalisation des objectifs budgétaires et de maintien de la dette publique à un bas niveau. Néanmoins, il est nécessaire d'accroître les rentrées d'impôts pour maintenir le cap de la prudence budgétaire et pour satisfaire des besoins de dépenses importants dans des domaines propices aux gains de productivité, tels que l'enseignement, les infrastructures, les transitions numérique et écologique, ainsi que la lutte contre la corruption et la criminalité. En outre, améliorer le cadre budgétaire faciliterait l'octroi d'aides en période de fléchissement de l'activité.

**Le coefficient de pression fiscale (ratio impôts/PIB) du Mexique est le plus bas de la zone OCDE** (Graphique 2). Il est possible d'accroître les rentrées d'impôts sur le patrimoine et de taxes environnementales et de rendre le système d'imposition plus efficace et progressif en réduisant les dépenses fiscales qui bénéficient aux plus aisés. Renforcer l'efficacité des dépenses publiques pourrait également libérer des ressources supplémentaires. Cela exigera une utilisation plus systématique de l'analyse coûts-avantages dans les projets d'infrastructure, ainsi que des évaluations systématiques des programmes sociaux et une application plus généralisée des conditions de ressources dans le cadre de ces programmes.

**Le cadre budgétaire ne permet guère de mener une politique budgétaire contracyclique.** Les règles budgétaires en vigueur favorisent une politique budgétaire procyclique, dans la mesure où elles encouragent les autorités à réaliser leurs objectifs budgétaires en effectuant des coupes importantes et discrétionnaires dans les dépenses. La couverture de la règle de dépenses est trop étroite pour permettre de lisser les dépenses sur la durée du cycle économique. L'absence de cadre budgétaire à moyen terme signifie que le processus de préparation et d'examen du budget est axé presque exclusivement sur les objectifs et les crédits budgétaires de l'année suivante.

## Graphique 2. Les recettes fiscales sont faibles

% du PIB, 2021



Source : OCDE, base de données des Statistiques des recettes publiques.

StatLink  <https://stat.link/64abxs>

## Renforcer la productivité et lutter contre le changement climatique

Le Mexique peut constituer une destination très attrayante pour les investissements des entreprises désireuses de relocaliser leurs activités en Amérique du Nord. Cela offre également une véritable possibilité de faire bénéficier tout le pays des avantages du commerce international, de renforcer l'intégration des petites et moyennes entreprises (PME) dans les échanges, ainsi que de multiplier et d'améliorer les liens noués au sein des chaînes de valeur internationales. Pour tirer pleinement parti de ces possibilités, il faudra s'attaquer à des problèmes qui se posent de longue date, tels que la faiblesse de la productivité (Graphique 3), passer aux énergies renouvelables et améliorer la gestion de l'eau.

**Un renforcement de la connectivité numérique peut faciliter l'intégration commerciale des régions et des PME.** Malgré les récents investissements réalisés dans l'infrastructure numérique, de nombreuses régions du pays sont toujours privées d'accès à internet à haut débit ainsi que d'autres services numériques, et le taux de pénétration du haut débit est relativement bas. De nombreux organismes publics et de réglementation contribuent à la surveillance de différentes dimensions de ce secteur. Le marché des télécommunications est très concentré.

**Le niveau de corruption perçue est élevé.** Le Mexique déploie des efforts de lutte contre la corruption, notamment en lançant un système national anticorruption (SNA), mais renforcer les

organismes de lutte contre la corruption, notamment au niveau des États fédérés, reste une priorité. Augmenter la part des marchés publics passés par voie numérique et limiter l'attribution directe de contrats pourraient contribuer à réduire les risques de corruption.

**Pour tirer le meilleur parti des délocalisations de proximité, il faut passer aux énergies renouvelables.** Dans la mesure où les entreprises manufacturières s'efforcent de plus en plus de décarboner leurs processus de production à l'échelle mondiale, les abondantes ressources énergétiques renouvelables dont dispose le Mexique pourraient constituer un avantage comparatif considérable. Néanmoins, la part de l'électricité produite à partir de sources

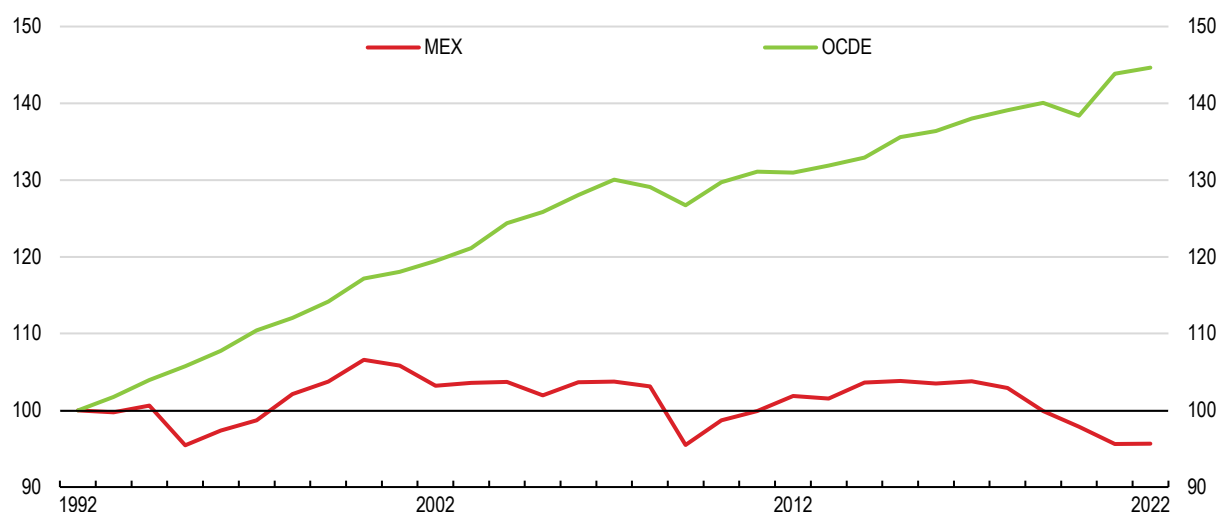


renouvelables reste modeste. La production privée d'énergie renouvelable a pâti d'une forte insécurité juridique. Le Mexique est très exposé à des phénomènes météorologiques extrêmes liés au

climat. Accroître la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique réduirait sensiblement les émissions.

### Graphique 3. La productivité est faible

PIB par personne occupée, à parité de pouvoir d'achat (PPA), indice (1992=100)



Source : OCDE, base de données sur la productivité.

StatLink  <https://stat.link/pgc25h>

**Une gestion efficace de l'eau améliorerait la fiabilité de l'approvisionnement en eau et préserverait les ressources limitées du pays.** En réduisant les coûts et les risques d'exploitation et en promouvant la durabilité environnementale,

elle renforcerait encore l'attrait du Mexique en tant que destination de délocalisation de proximité. Le système de gouvernance de l'eau est très fragmenté, ce qui sape la coordination de l'action publique et l'obligation de rendre des comptes.

### Réduire les inégalités et renforcer la croissance

Malgré de nets progrès, les inégalités restent marquées au Mexique. Une amélioration des résultats du système d'enseignement et une réduction des disparités entre les genres contribueraient à une poursuite de la récente diminution des inégalités de revenu, tout en rehaussant le potentiel de croissance du pays.

**Il faudrait redoubler d'efforts pour renforcer le capital humain du pays.** L'accès à l'éducation est quasiment universel, mais trop d'élèves quittent encore le système d'enseignement sans avoir achevé leurs études secondaires. Il est également nécessaire d'améliorer la qualité de l'enseignement, qui pâtit de fortes disparités entre régions. Des programmes de formation en

alternance sont progressivement déployés et donnent des résultats positifs.

**Bien qu'il ait récemment augmenté, le taux d'activité des femmes est bas** (Graphique 4). Les tâches domestiques et familiales sont assumées de manière disproportionnée par les femmes, ce qui réduit leurs chances de mener à bien des études ou d'intégrer le marché du travail. Il faudrait

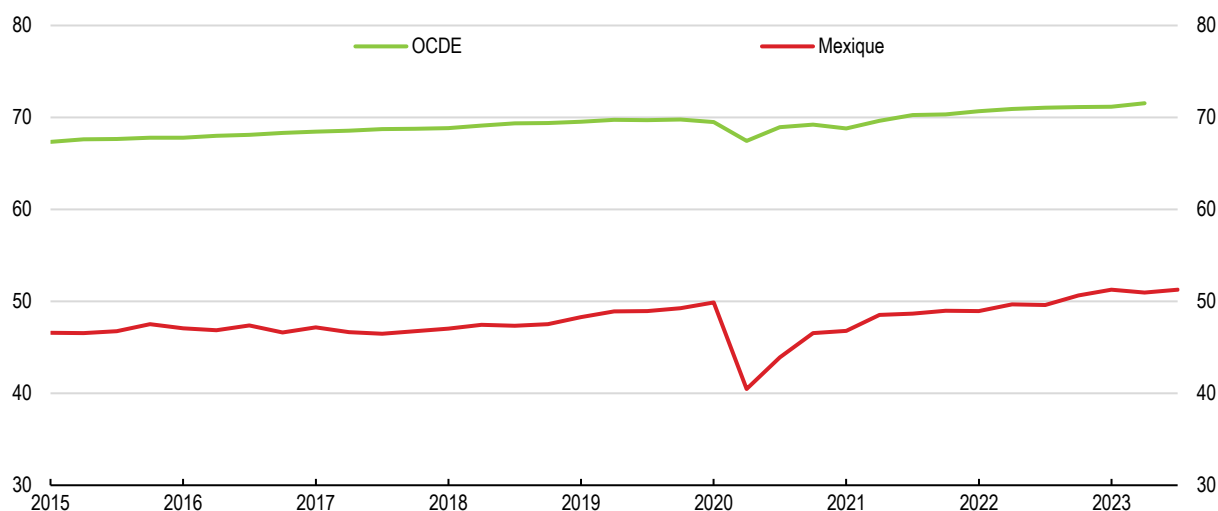
accorder une importance prioritaire aux projets de mise en place d'un réseau fédéral d'éducation et d'accueil des jeunes enfants. Étoffer les services de prise en charge professionnelle des personnes âgées favoriserait également l'insertion des femmes sur le marché du travail pour un coût budgétaire limité.

**Les récentes réformes du marché du travail ont renforcé l'inclusivité, mais l'activité informelle**


**reste d'une ampleur considérable.** Les réformes destinées à améliorer la résolution des conflits, la représentation des travailleurs et les négociations collectives portent leurs fruits. Des mesures doivent être prises dans différents domaines de l'action publique pour faire reculer encore l'activité informelle, qui touche plus de la moitié de la main-d'œuvre.

#### Graphique 4. Il est possible de rehausser le taux d'activité des femmes

Taux d'activité des femmes âgées de 15 à 64 ans, %



Source : OCDE, statistiques à court terme sur le marché du travail.

StatLink  <https://stat.link/980oi6>

#### Améliorer le logement et l'aménagement urbain

L'offre de logements s'est accrue, mais leur qualité laisse à désirer. Environ un bien immobilier d'habitation sur quatre est un logement bâti avec des matériaux de construction médiocres, surpeuplé ou dépourvu d'équipements de base. Les ménages ayant des revenus faibles ou moyens ont du mal à accéder à la propriété (Graphique 5). La politique du logement est devenue davantage ciblée sur les ménages à faibles revenus.

**Le marché locatif est étroit et les ménages à faibles revenus ont un accès limité au crédit.** Une forte préférence pour l'accession à la propriété et une politique du logement favorisant son acquisition contribuent à l'étroitesse du marché locatif. On pourrait améliorer l'accès au crédit des ménages à faibles revenus, parmi lesquels le

travail informel est généralisé, en évaluant leur solvabilité à partir d'autres informations que celles utilisées de coutume (comme le paiement régulier de factures de services d'utilité publique ou de téléphone).

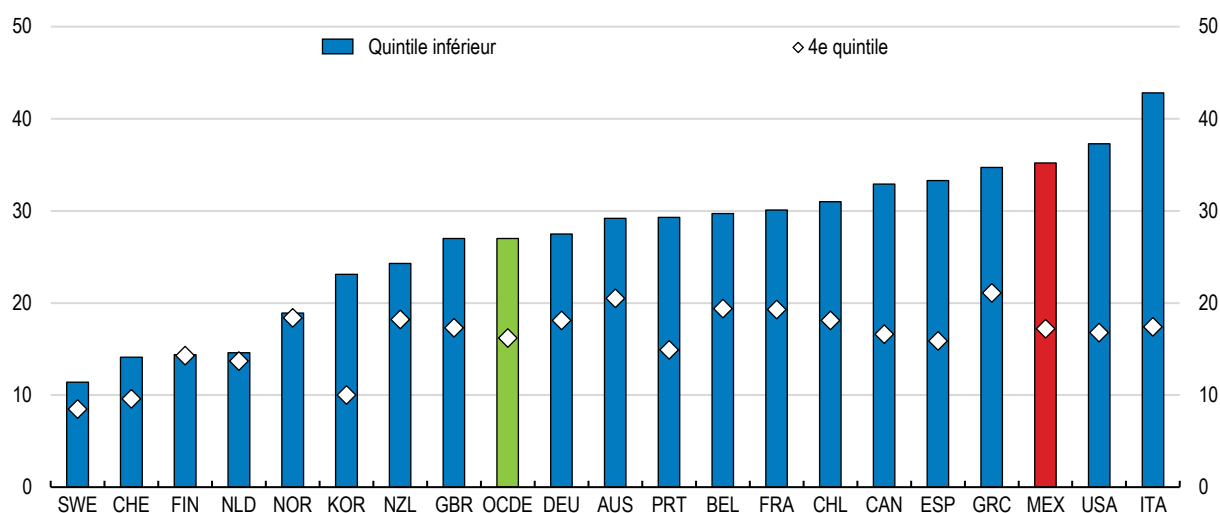
**Il est essentiel de veiller à ce que les politiques du logement et d'aménagement urbain soient**

**coordonnées.** En raison de la fragmentation administrative, les politiques locales ne sont pas en phase avec les objectifs nationaux, et le manque de coordination entre les différents niveaux d'administration et au sein de chacun d'eux se traduit par un aménagement urbain désordonné et une ségrégation spatiale. Les communes disposent rarement des capacités techniques nécessaires pour faire face aux problèmes soulevés par l'aménagement urbain.


**Le coût considérable des migrations alternantes entrave l'accès à l'emploi et dégrade les conditions de vie.** Les transports en commun demeurent un mode de déplacement marginal au Mexique, abstraction faite de la ville de Mexico. Le système de transports en commun repose sur un modèle peu régulé, dans le cadre duquel de nombreux petits concessionnaires privés gèrent des minibus anciens de faible capacité.

### Graphique 5. Le coût du logement constitue une surcharge financière pour une forte proportion de ménages à faibles revenus

Niveau médian de la charge du service des prêts hypothécaires, en % du revenu disponible



Source : OCDE, base de données sur le logement abordable. Source: OECD Affordable Housing Database.

StatLink  <https://stat.link/3iakop>

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
<b>Renforcer encore les politiques macroéconomiques</b>	
L'inflation s'est atténuée, mais reste persistante dans les services, et les anticipations d'inflation à un an restent supérieures à l'objectif visé.	Continuer à mener une politique monétaire restrictive pour que l'inflation revienne durablement vers l'objectif visé.
La politique budgétaire aura une orientation expansionniste en 2024, compte tenu de l'augmentation des dépenses sociales et de l'investissement public. Cela pourrait contribuer à satisfaire les besoins sociaux et à soutenir la croissance à moyen terme, mais aussi accentuer le risque de forte inflation.	Réduire l'orientation expansionniste de la politique budgétaire en ciblant l'augmentation des dépenses sociales et des mesures d'aide énergétique sur les ménages à faibles revenus et en fondant les projets d'investissement public sur de solides analyses coûts-avantages.
Les dépenses publiques sont faibles en termes de comparaison internationale. Les dépenses de retraite sont orientées à la hausse, mais celles qui concernent d'autres domaines essentiels, comme l'éducation par exemple, ont diminué en proportion du PIB. Les mesures prises pour réduire l'évasion et la fraude fiscales ont favorisé la perception de recettes, mais le ratio impôts/PIB est le plus faible de la zone OCDE. Il est possible de rendre le système fiscal plus progressif.	Augmenter progressivement les dépenses publiques dans des domaines propices aux gains de productivité, tels que l'enseignement, les transitions numérique et écologique et la lutte contre la criminalité. Accroître progressivement les recettes fiscales : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en renforçant les rentrées d'impôts sur la propriété immobilière ;</li> <li>• en supprimant progressivement les exonérations d'impôt sur le revenu des personnes physiques qui sont inefficaces et régressives, et en abaissant le seuil d'application du taux maximal de cet impôt ; et</li> <li>• en élargissant peu à peu l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).</li> <li>• continuant de faciliter la discipline fiscale.</li> </ul>
L'augmentation des dépenses publiques dans les domaines essentiels serait d'autant plus bénéfique qu'elle s'accompagnerait d'une intensification des efforts d'amélioration de l'efficacité.	Procéder plus systématiquement à des examens des dépenses, à des analyses des coûts et des avantages des projets d'infrastructures publiques et à des évaluations périodiques des programmes sociaux sous l'angle des conditions de ressources.
Les autorités sont très attachées à la prudence budgétaire, mais le cadre budgétaire actuel favorise la pratique de coupes marquées dans les dépenses pour atteindre les objectifs budgétaires, et il ne permet guère de soutenir l'économie en cas de choc négatif.	À court terme, élaborer un cadre budgétaire pluriannuel. À moyen terme, remplacer les deux règles d'équilibre budgétaire par un mécanisme d'ancrage de la dette et élargir la portée de la règle de dépenses.
La compagnie pétrolière PEMEX représente un important passif éventuel pour l'État. Malgré un contexte favorable pour les prix du pétrole et en dépit du soutien continu des pouvoirs publics, sa situation reste difficile en raison de ses flux de trésorerie disponibles négatifs et de ses amples besoins de refinancement.	Subordonner la poursuite éventuelle du soutien à la mise en place, par PEMEX, d'une stratégie transparente et crédible d'amélioration de ses résultats dans le domaine environnemental et social et dans celui de la gouvernance (ESG), et aligner la gouvernance de toutes les entreprises publiques sur les Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques.
<b>Exploiter les possibilités offertes par les délocalisations de proximité en renforçant la productivité et en luttant contre le changement climatique</b>	
De nombreuses régions du pays sont toujours privées d'accès à internet à haut débit. Les différences de connectivité numérique entre régions sont considérables. Le marché des télécommunications reste très concentré.	Simplifier et harmoniser les règles applicables aux communications électroniques. Veiller à ce que l'autorité de régulation des télécommunications reste indépendante et dotée de moyens suffisants, et à ce que les règles en vigueur destinées à favoriser le jeu de la concurrence soient pleinement appliquées.
Le cadre réglementaire est complexe et entraîne des coûts de conformité élevés, dus aux différences entre les prescriptions et les normes applicables suivant les États fédérés et les communes.	Continuer de déployer des plateformes d'administration électronique au niveau des États et des communes pour permettre aux entreprises d'accomplir toutes les formalités réglementaires requises et d'en suivre le traitement en ligne.
Le niveau de corruption perçue reste élevé.	Continuer de renforcer la lutte contre la corruption, y compris en renforçant les ressources, les compétences techniques et l'indépendance des organismes de lutte contre la corruption, notamment au niveau des États fédérés.
Les combustibles fossiles représentent l'essentiel de la consommation d'énergie primaire. Le Mexique est doté de ressources énergétiques renouvelables considérables qui sont bien réparties sur l'ensemble du territoire national. L'insécurité juridique nuit à la production d'énergie renouvelable. Les réseaux de transport et de distribution d'électricité pâtissent d'un sous-investissement.	Adopter des règles favorisant la participation du secteur privé à la production d'énergies renouvelables, garantir une sécurité juridique et étendre et améliorer les infrastructures de transport et de distribution de l'électricité.
Le prix du carbone est nettement inférieur à l'estimation basse des coûts climatiques des émissions de carbone.	Relever progressivement le taux de la taxe carbone, élargir sa base et affecter une fraction de son produit à la compensation des effets de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages modestes.
<b>Réduire les inégalités et renforcer la croissance</b>	
Trop d'élèves quittent le système éducatif sans avoir achevé leurs études secondaires. Il est possible d'améliorer la qualité de l'enseignement et de réduire les inégalités entre régions.	Identifier les élèves qui ont besoin de soutien pour leur fournir un accompagnement ciblé, et évaluer les besoins de formation des enseignants afin de les satisfaire.
Bien qu'il ait récemment augmenté, le taux d'activité des femmes, qui s'établit à 50 %, reste plus faible que dans la zone OCDE et dans d'autres pays	Créer un réseau fédéral de structures d'éducation et d'accueil des jeunes enfants en donnant la priorité aux ménages à faibles revenus. Étoffer les services de prise en charge professionnelle des personnes âgées,

d'Amérique latine. Les tâches domestiques et familiales sont assumées de manière disproportionnée par les femmes.	tant en matière de prise en charge à domicile que de soins de proximité.
55 % des travailleurs sont actifs dans le secteur informel, ce qui nuit au bien-être et à la productivité.	Adopter une stratégie globale pour réduire l'économie informelle, notamment en fournissant des aides aux ménages modestes par le biais du système d'impôt sur le revenu des personnes ou en réduisant le coût des procédures d'enregistrement et d'autorisation des entreprises au niveau des États et des communes.
<b>Améliorer le logement et l'aménagement urbain</b>	
Le parc locatif social est très limité.	Aider à la création d'un secteur locatif social en élaborant une stratégie de financement adéquate assortie d'un cadre juridique et réglementaire solide.
La coordination et la coopération entre niveaux d'administration laissent à désirer, ce qui entrave la mise en œuvre des politiques nationales en matière d'urbanisme et de logement.	Charger les États fédérés de veiller à ce que les communes respectent la législation fédérale et celle des États en matière d'urbanisme et de logement.
Les transports en commun sont chers, inefficaces et polluants, la durée des migrations alternantes est longue, et l'accès aux services de base est difficile.	Définir des normes de qualité et des critères environnementaux applicables aux transports en commun, et promouvoir un système de transports intégré dans les zones métropolitaines.



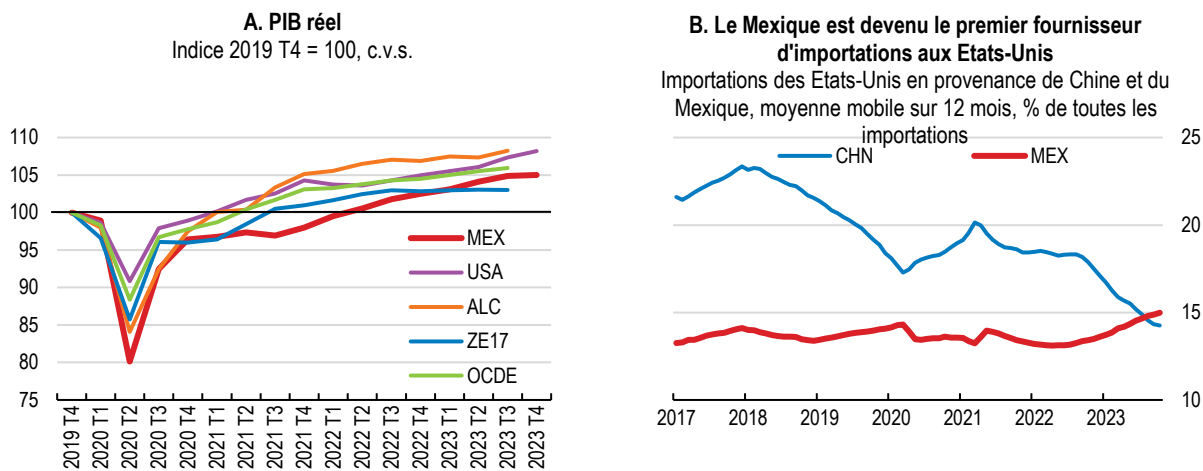
# 1 Concrétiser le potentiel considérable du Mexique

Après une lente reprise consécutive à la pandémie, l'économie mexicaine s'est bien adaptée à un environnement économique mondial marqué par un durcissement des conditions financières et une incertitude accrue (Graphique 1.1, partie A). Les politiques macroéconomiques saines du Mexique, connu pour sa gestion budgétaire prudente, le succès de son dispositif de ciblage de l'inflation et son régime de change flexible ont garanti sa stabilité économique. L'inflation est inférieure à la moyenne de l'OCDE (Graphique 1.2). Elle diminue progressivement à la suite de la réaction énergique de la banque centrale, tandis que l'inflation sous-jacente s'avère plus persistante. La dette publique reste à un niveau prudent, grâce à la ferme détermination des autorités à atteindre les objectifs budgétaires.

Dans les temps à venir, le Mexique est bien placé pour tirer parti des évolutions de l'économie mondiale et de la reconfiguration actuelle des chaînes de valeur résultant de l'exacerbation des tensions géopolitiques et des perturbations des chaînes d'approvisionnement intervenues pendant la pandémie. Les délocalisations de proximité, réalisées par des entreprises qui s'efforcent de réduire leurs risques et leurs coûts d'approvisionnement en s'implantant plus près de leurs marchés de destination finale, offrent au Mexique des possibilités de nouer des liens supplémentaires dans les chaînes de valeur. Parmi les avantages du Mexique figurent notamment ses accords commerciaux de vaste portée, qui couvrent 50 pays représentant 55 % du PIB mondial, sa frontière de 3 000 kilomètres avec les États-Unis, son grand marché intérieur, son accès à l'océan Atlantique comme à l'océan Pacifique, ainsi que sa stabilité macroéconomique, politique et sociale. L'intégration déjà étroite du Mexique dans certaines chaînes de valeur manufacturières et le nouvel accord de libre-échange entre les pays d'Amérique du Nord récemment entré en vigueur constituent d'autres atouts essentiels. De nombreux projets d'investissement liés à des délocalisations de proximité ont été annoncés, mais la détermination de leur impact sur les indicateurs macroéconomiques reste préliminaire. Le Mexique est devenu il y a peu la principale source d'importations aux États-Unis (Graphique 1.1, partie B). Les parcs industriels situés dans les États frontaliers sont quasiment à pleine capacité, les prix de location des entrepôts sont orientés à la hausse et la construction d'espaces industriels augmente aussi fortement (Newmark, 2023<sup>[1]</sup>). D'après les enquêtes auprès des entreprises, l'impact le plus fort devrait se faire sentir au cours des deux prochaines années. Pour exploiter pleinement le potentiel des délocalisations de proximité, il faudrait s'attaquer à des

problèmes qui se posent de longue date, tels que la faiblesse de la productivité et l'ampleur des inégalités, qui ont empêché jusqu'ici le Mexique de devenir une économie à forte croissance (Graphique 1.3).

### Graphique 1.1. La croissance du PIB a été résiliente, grâce aux délocalisations de proximité en cours



Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou. ZE17 correspond à la moyenne simple des données relatives aux 17 pays qui sont à la fois membres de l'OCDE et de la zone euro.

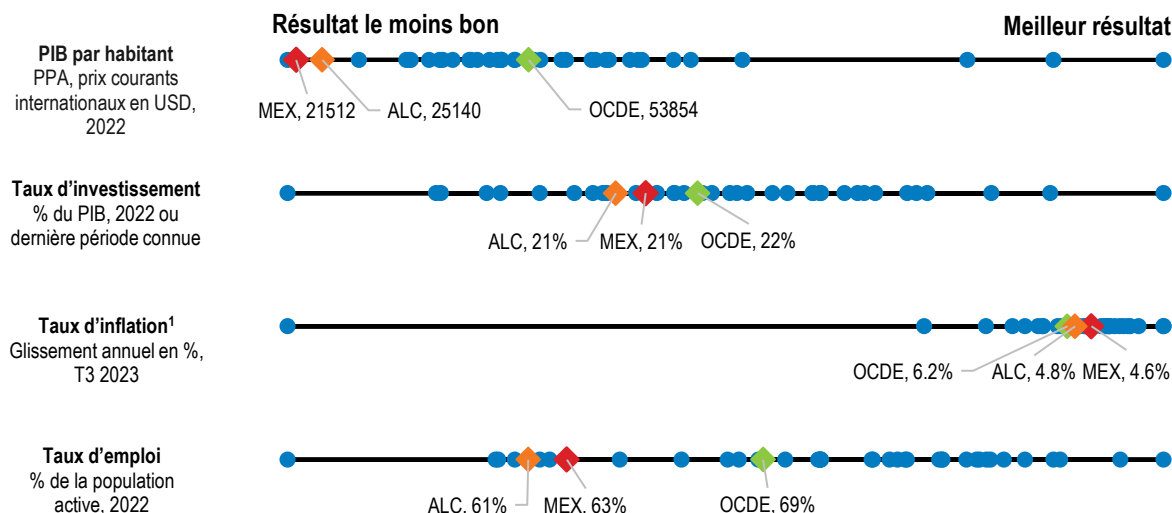
Source : OCDE, base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* ; et Nations Unies, base de données statistiques sur le commerce des marchandises (COMTRADE).

StatLink  <https://stat.link/5gw479>

La productivité stagne depuis longtemps et la relever est une priorité essentielle pour renforcer la croissance et la compétitivité. Les différences de productivité entre régions sont considérables, le contraste étant saisissant entre les États du nord très productifs et intégrés dans les échanges et les États du Sud. Les délocalisations de proximité offrent l'occasion d'accélérer la transition d'activités d'assemblage à faible coût vers des activités à plus haute valeur ajoutée. Investir davantage dans les nouvelles technologies, remédier aux goulets d'étranglement infrastructurels, améliorer les compétences et renforcer la concurrence dans des secteurs clés de l'économie favoriseraient cette transition. Une augmentation progressive des rentrées d'impôts et une amélioration du cadre budgétaire faciliteraient également cette transition, en instaurant de meilleures conditions pour engager les dépenses publiques nécessaires à l'amélioration de la productivité. Le verdissement de l'économie représente un défi à relever, mais il ouvre aussi des perspectives. Les amples ressources énergétiques renouvelables inexploitées dont dispose le Mexique (Graphique 1.4) peuvent constituer un avantage compétitif permettant d'attirer les investissements, à l'heure où les entreprises manufacturières s'efforcent de plus en plus de décarboner leurs processus de production à l'échelle mondiale.


## Graphique 1.2. L'inflation est plus faible que dans la zone OCDE et dans les pays comparables de la région

### Indicateurs économiques



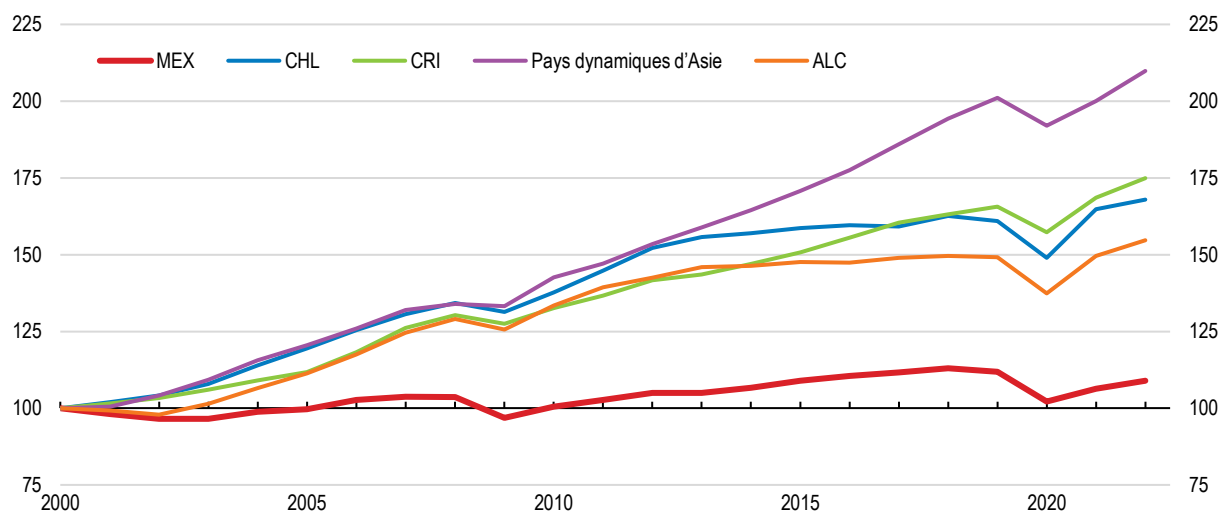
1. L'échelle de cet indicateur est inversée, de manière que l'extrémité droite corresponde au meilleur résultat. ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : le Chili, la Colombie et le Costa Rica.

Source : Banque mondiale ; OCDE, base de données complète sur les indices des prix à la consommation ; OCDE, base de données des statistiques du marché du travail ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/vpx93f>


## Graphique 1.3. Le Mexique pourrait devenir une économie à forte croissance, mais son potentiel reste inexploité

### PIB réel par habitant à PPA, indice (2000=100)



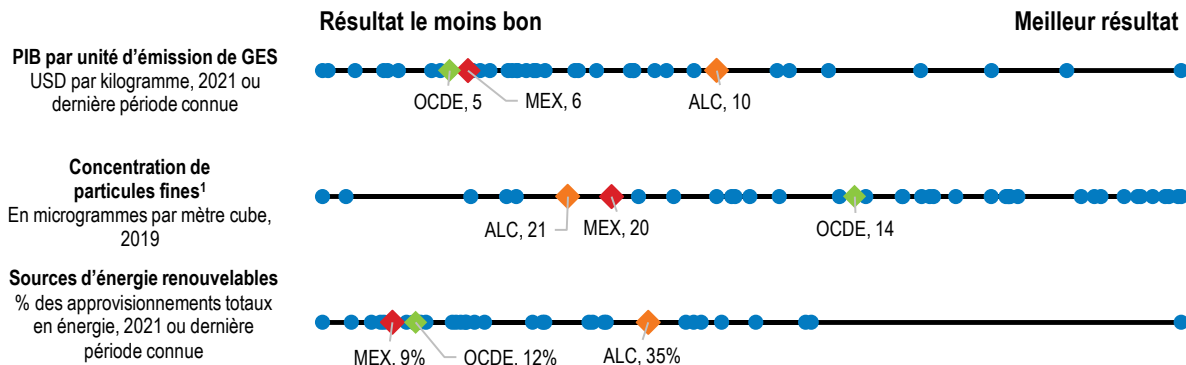
Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou. Les économies dynamiques d'Asie sont l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink  <https://stat.link/nheopt>


## Graphique 1.4. La part des énergies renouvelables est plus faible que dans la zone OCDE et dans les pays comparables de la région

Indicateurs de durabilité



1. L'échelle de cet indicateur est inversée, de manière que l'extrémité droite corresponde au meilleur résultat. ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : le Chili, la Colombie et le Costa Rica. Les émissions de GES par unité de PIB correspond à la productivité CO<sub>2</sub> induite par la production. La concentration de particules fines est l'exposition moyenne de la population aux PM<sub>2.5</sub>.

Source : OCDE, base de données des indicateurs de croissance verte ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/n4y1fu>

Les inégalités de revenu ont récemment diminué, mais les disparités entre les genres, les inégalités en matière d'éducation (Graphique 1.5) et l'économie informelle restent des problèmes à résoudre pour faire reculer la pauvreté et améliorer les perspectives de croissance. Le taux d'activité des femmes a récemment augmenté pour s'établir à 50 %, son point haut historique, mais le Mexique occupe le deuxième rang des pays de l'OCDE classés selon l'écart de taux d'activité entre les genres. La population mexicaine est relativement jeune et le nombre moyen d'années d'études augmente progressivement, mais la pandémie a exacerbé les inégalités face à l'éducation, et il faudrait que les pouvoirs publics déploient davantage d'efforts pour améliorer les résultats du système d'enseignement. Les récentes réformes du marché du travail (Encadré 1.1) ont contribué à améliorer la situation de nombreux Mexicains sur le marché de l'emploi, mais il faut faire reculer l'activité informelle, qui touche 55 % des travailleurs. Plus de 25 % de la population vit encore dans un logement surpeuplé, construit avec des matériaux inadéquats, ou dépourvu d'équipements de base, ce qui est préjudiciable au bien-être, à la productivité et à l'accès à l'emploi.

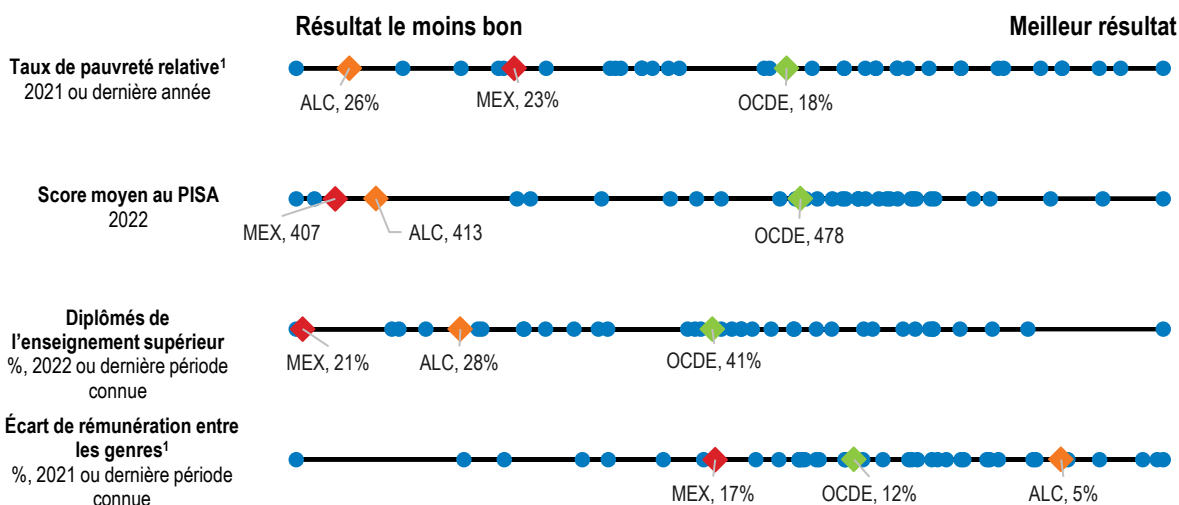
### Encadré 1.1. Principales réformes récentes

Les principales réformes récentes, engagées depuis la publication de la dernière *Étude économique* du Mexique en février 2022, ont notamment pris la forme :

- de réformes du marché du travail mises en œuvre progressivement pour accélérer la résolution des conflits, améliorer la représentation des travailleurs et les négociations collectives, et réduire la fraude dans le cadre du recours à la sous-traitance (voir également le chapitre 4) ;
- d'une réforme du système de retraite contributif, destinée à élargir sa couverture et à augmenter ses prestations en abaissant le nombre minimum d'années de cotisation requis pour l'ouverture des droits à pension et en rehaussant progressivement les taux des cotisations patronales (voir également le chapitre 4) ; et
- de revalorisations du salaire minimum pour renforcer le pouvoir d'achat.


## Graphique 1.5. Il est possible d'améliorer les résultats du système d'enseignement et de combler les disparités entre les genres

### Indicateurs d'inclusivité



1. L'échelle de cet indicateur est inversée, de manière que l'extrémité droite corresponde au meilleur résultat. ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : le Chili, la Colombie et le Costa Rica. Le taux de pauvreté relative est calculé à partir d'un seuil de pauvreté fixé à 60 % du revenu médian des ménages après impôts et transferts. Le score moyen au PISA est la moyenne des scores obtenus en culture mathématique, en culture scientifique et en compréhension de l'écrit.

Source : OCDE, base de données sur la distribution des revenus ; OCDE, base de données de l'enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) ; OCDE, base de données de *Regards sur l'éducation* ; Eurostat ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/s245dt>

Dans le chapitre 2 de cette *Étude*, nous examinons les récentes évolutions macroéconomiques et les enjeux de l'action publique et présentons des options envisageables pour y faire face. Dans le chapitre 3, nous analysons l'importance essentielle que revêtent le renforcement de la productivité et la lutte contre le changement climatique pour exploiter les possibilités offertes par les délocalisations de proximité. Dans le chapitre 4, nous présentons des mesures pouvant être prises pour continuer de réduire les inégalités et renforcer la croissance, tandis que le chapitre 5 contient une évaluation approfondie des problèmes qui se posent dans le secteur du logement. Les principaux messages de la présente *Étude* sont les suivants :

- La banque centrale devra continuer à mener une politique monétaire restrictive pour ramener durablement l'inflation vers son objectif. Accroître progressivement les recettes et améliorer l'efficacité des dépenses permettraient de satisfaire les besoins de dépenses dans des domaines clés tels que l'enseignement, l'investissement public ou la sécurité. Renforcer le cadre budgétaire améliorerait la capacité de la politique budgétaire de lisser les fluctuations du cycle économique et de soutenir la croissance en période de récession.
- Améliorer la logistique et la connectivité numérique des régions et des petites et moyennes entreprises (PME), réduire le poids de la réglementation et améliorer l'état de droit contribueraient à renforcer la productivité. Pour tirer le meilleur parti des délocalisations de proximité, il faudrait aussi passer aux énergies renouvelables et améliorer la gouvernance de l'eau.
- Faciliter l'activité féminine, renforcer les compétences et faire reculer l'économie informelle contribueraient à la poursuite de la réduction des inégalités, et sont également des conditions essentielles du renforcement du potentiel de croissance du Mexique.
- L'accès à un logement adéquat reste problématique. La politique du logement est devenue davantage ciblée sur les ménages à faibles revenus. Développer le marché locatif, remédier à l'étalement urbain et améliorer la mobilité urbaine sont des tâches qui restent à accomplir.



# 2 Évolutions macroéconomiques et enjeux de l'action publique

Alberto González Pandiella, OCDE

Alessandro Maravalle, OCDE

---

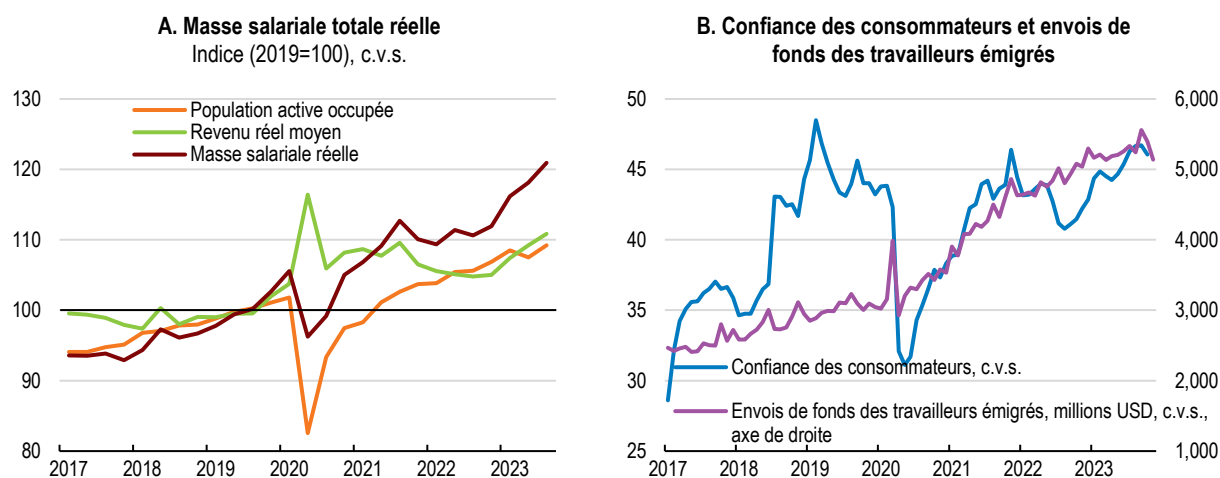
La croissance a bien résisté grâce à une demande intérieure résiliente, qui est soutenue par le dynamisme du marché du travail. L'inflation diminue, mais jusqu'à ce qu'elle revienne durablement vers l'objectif visé, la politique monétaire devra conserver une orientation restrictive. Le secteur financier dispose d'amples réserves et les progrès notables accomplis en matière de renforcement de la surveillance financière devraient se poursuivre. La crédibilité de la politique budgétaire est forte, les autorités ayant un solide bilan en termes de réalisation d'objectifs budgétaires prudents. Un accroissement des recettes permettrait de satisfaire les besoins de dépenses de nature à renforcer la productivité, tout en maintenant le cap de la prudence budgétaire. Réformer le cadre budgétaire améliorerait sa capacité de lisser les fluctuations du cycle économique et de soutenir la croissance en phase descendante du cycle.

---

## 2.1. L'économie fait preuve de résilience

La croissance du PIB a bien résisté, la demande intérieure ayant conservé sa vigueur malgré les tensions inflationnistes. La consommation est solide, soutenue par le dynamisme du marché du travail et le renforcement de la confiance (Graphique 2.1). Les envois de fonds des travailleurs émigrés sont volumineux et le crédit à la consommation se redresse peu à peu, même s'il reste inférieur à son niveau d'avant la pandémie de COVID-19. L'investissement est orienté à la hausse (Graphique 2.2), en raison des projets d'infrastructures publiques dans le sud du pays. En conséquence, des États fédérés méridionaux, comme l'Oaxaca et le Tabasco, ont récemment connu une expansion économique particulièrement forte (INEGI, 2023<sup>[11]</sup>). L'investissement privé en machines s'est également redressé, en partie du fait des délocalisations de proximité. Les exportations et l'activité manufacturière sont restées robustes (Graphique 2.3), grâce à la résilience économique des États-Unis, auxquels sont destinés 84 % des exportations mexicaines de biens (Graphique 2.4), soit une proportion similaire à celle des exportations canadiennes. À l'inverse, l'investissement dans la construction de logements est resté plus faible. L'inflation globale a diminué, pour s'établir à 4.9 % (en glissement annuel) en janvier, tandis que l'inflation sous-jacente, initialement plus persistante, est maintenant de 4.8 %. Les tensions inflationnistes restent particulièrement fortes dans le secteur des services.

### Graphique 2.1. Les revenus réels et la confiance des consommateurs soutiennent la consommation



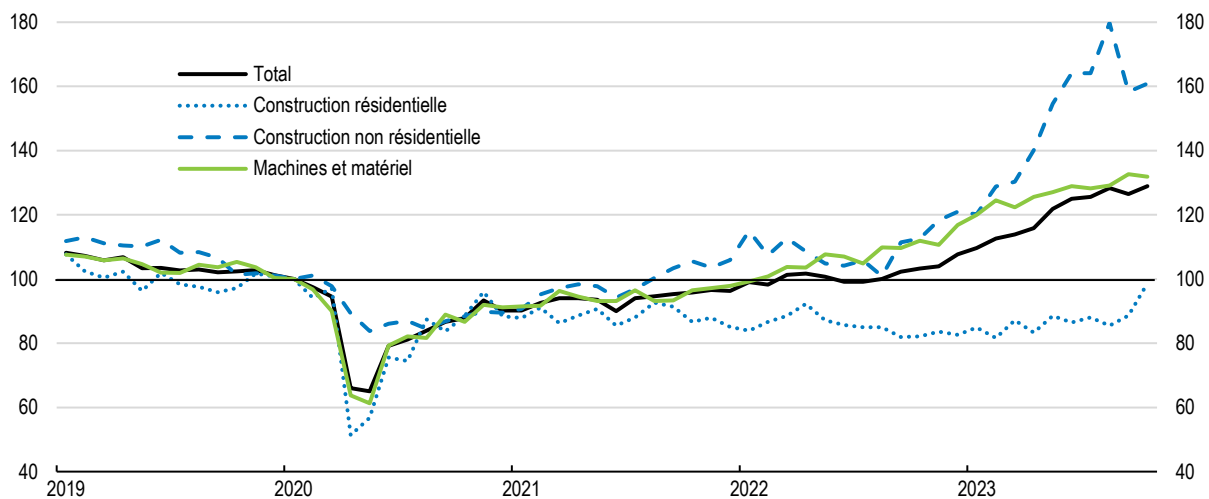
Note : La masse salariale correspond à la fois aux travailleurs formels et informels.

Source : Banque du Mexique.

StatLink  <https://stat.link/foi532>

## Graphique 2.2. L'investissement se redresse

Investissement total, indice (janvier 2020 = 100), c.v.s.

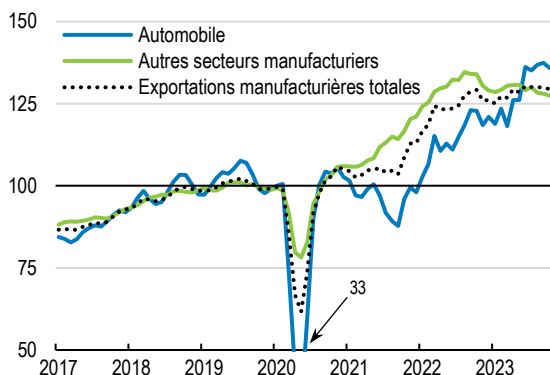


Source : Institut national de statistique et de géographie (INEGI, Instituto Nacional de Estadística y Geografía).

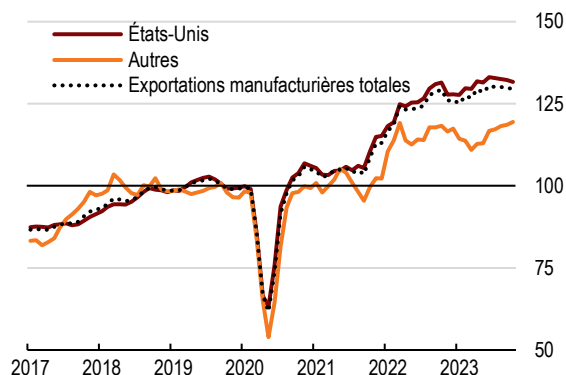
StatLink  <https://stat.link/v1bsz5>

## Graphique 2.3. Les exportations restent résistantes

**A. Automobile et autres secteurs manufacturiers**  
Indice (janvier 2020=100), c.v.s.



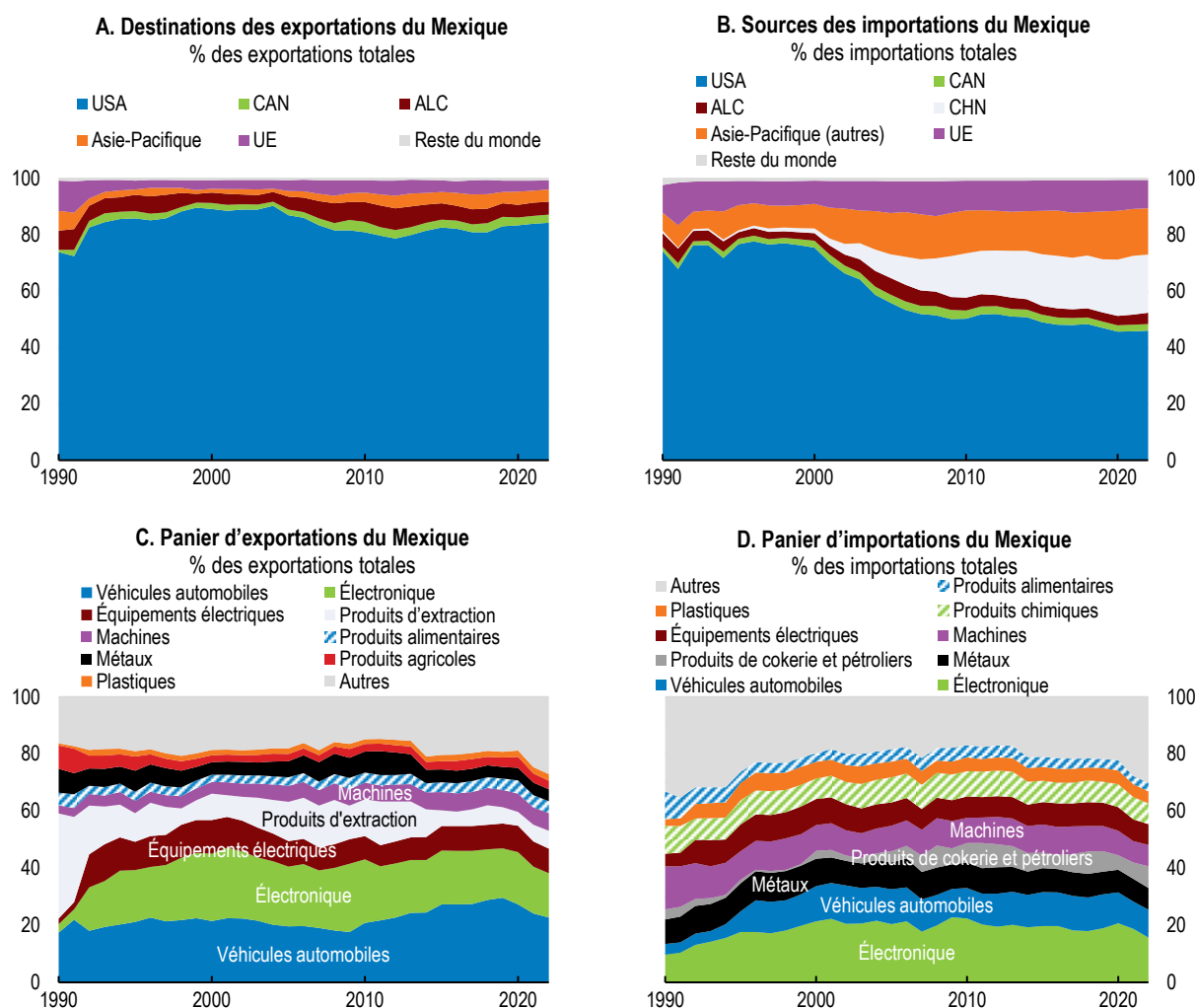
**B. Par destination**  
Indice (janvier 2020=100), c.v.s.



Source : Banque du Mexique.

StatLink  <https://stat.link/7jg3wm>

**Graphique 2.4. Les exportations du Mexique sont majoritairement destinées aux États-Unis, tandis que ses importations sont plus diversifiées**

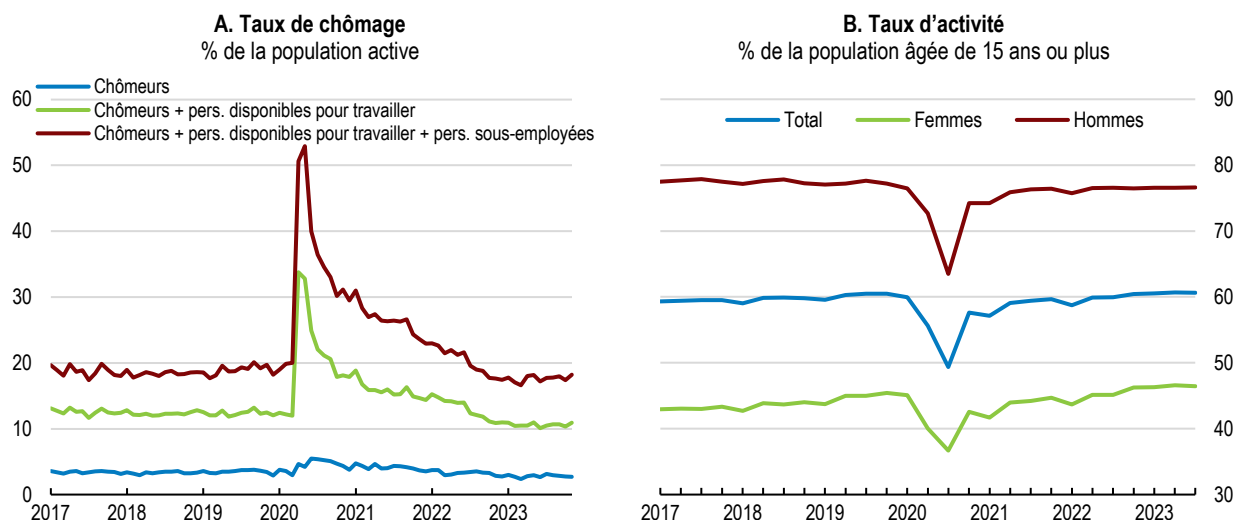


Note : ALC désigne la moyenne pondérée des données relatives à 33 pays de la région Amérique latine et Caraïbes.  
Source : Nations unies, base de données statistiques sur le commerce des marchandises (COMTRADE).

StatLink  <https://stat.link/ofkxqm>

Le marché du travail est dynamique, comme en attestent le taux de chômage, qui s'établissait à 2,8 % seulement en décembre, et les mesures élargies du chômage confirment cette vigueur (Graphique 2.5). Le taux d'activité des femmes augmente, même s'il reste nettement plus faible que dans les pays comparables de la région et dans d'autres pays de l'OCDE (voir le chapitre 4). On ne dispose d'aucune information sur les offres d'emploi au Mexique, mais des analyses récentes laissent à penser que le marché du travail est tendu (Banxico, 2023<sup>[21]</sup>), et les entreprises indiquent qu'elles ont du mal à trouver des travailleurs dotés des compétences adéquates, ainsi qu'à les conserver. Sachant que la mesure la plus large du chômage est proche de 20 %, les ressources disponibles sur le marché du travail semblent suffisantes pour absorber l'augmentation de la demande de main-d'œuvre résultant des délocalisations de proximité qui sont en cours sur le territoire mexicain, notamment si les politiques de formation et d'enseignement s'adaptent à l'accroissement attendu de la demande de compétences spécialisées (voir également le chapitre 4).

## Graphique 2.5. Le marché du travail reste dynamique



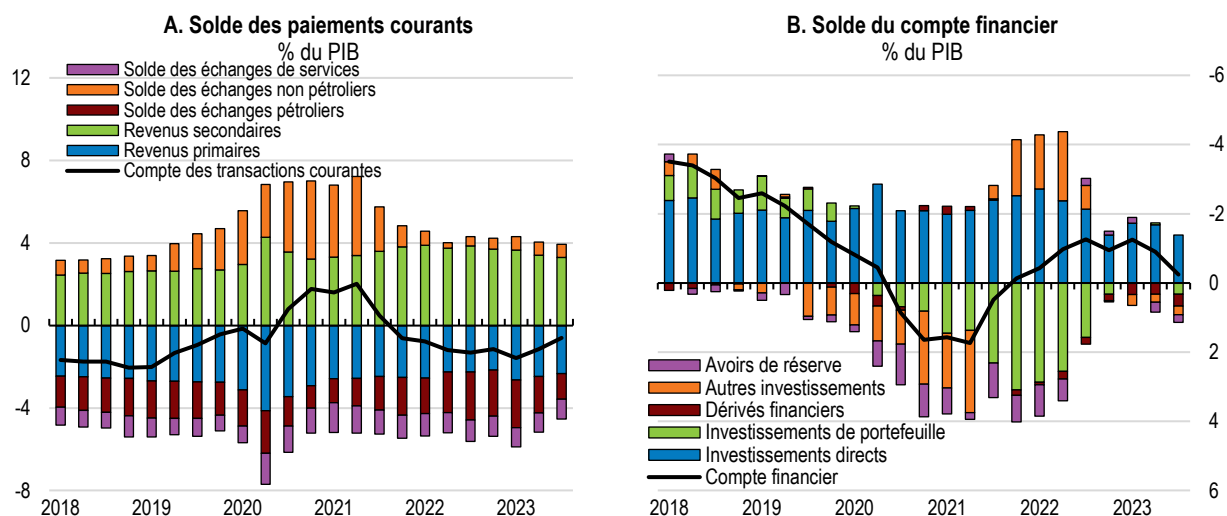
Note : Partie A : la catégorie des « personnes disponibles pour travailler » englobe les personnes économiquement inactives (c'est-à-dire qui ne recherchent pas d'emploi) mais qui seraient disponibles pour travailler ; la catégorie des « personnes sous-employées » recouvre les personnes économiquement actives âgées de 15 ans ou plus qui peuvent et souhaitent travailler davantage que ne le permet leur emploi actuel. Source : Institut national de statistique et de géographie (INEGI, *Instituto Nacional de Estadística y Geografía*).

StatLink  <https://stat.link/awInty>

Le salaire minimum a sensiblement augmenté depuis 2019, puisqu'il est passé de 42 % du salaire médian dans le secteur formel en 2018 à 59 % en 2023. Il faudrait que toute nouvelle hausse du salaire minimum soit progressive et en phase avec la croissance de la productivité du travail, afin que son impact négatif potentiel sur l'emploi formel soit limité, en particulier parmi les jeunes et les travailleurs peu qualifiés. D'après les conclusions de la dernière évaluation en date, réalisée en 2018, les revalorisations antérieures n'avaient pas eu d'effet préjudiciable sur l'emploi. Néanmoins, compte tenu des récentes hausses sensibles du salaire minimum, il serait justifié d'actualiser cette évaluation, notamment en estimant leur impact sur la probabilité pour les jeunes et les travailleurs peu qualifiés d'accéder à un emploi formel. Accorder à la Commission nationale des salaires minimums (CONASAMI, *Comisión Nacional de los Salarios Mínimos*), qui joue un rôle consultatif, une autonomie et une indépendance fonctionnelles et nommer au sein de cet organisme des experts du marché du travail issus du monde universitaire, dotés de compétences techniques, favoriserait la réalisation d'analyses et la formulation de recommandations fondées sur des données probantes, comme dans certains pays de l'OCDE, tels que le Royaume-Uni.

Sur le plan extérieur, le déficit des paiements courants est financé dans une large mesure par un flux stable d'investissements directs étrangers (Graphique 2.6). La dette extérieure s'est nettement allégée (Graphique 2.7), la proportion de la dette publique détenue par des non-résidents ayant diminué, ce qui a réduit la vulnérabilité du Mexique au regard des conditions financières mondiales. La flexibilité du taux de change aide l'économie à absorber les chocs extérieurs, sachant que le pays peut aussi compter sur les filets de sécurité offerts par ses amplies réserves de change et la ligne de crédit modulable du Fonds monétaire international (FMI). Les mesures du risque souverain auquel est exposé le Mexique ont récemment diminué (Graphique 2.8).

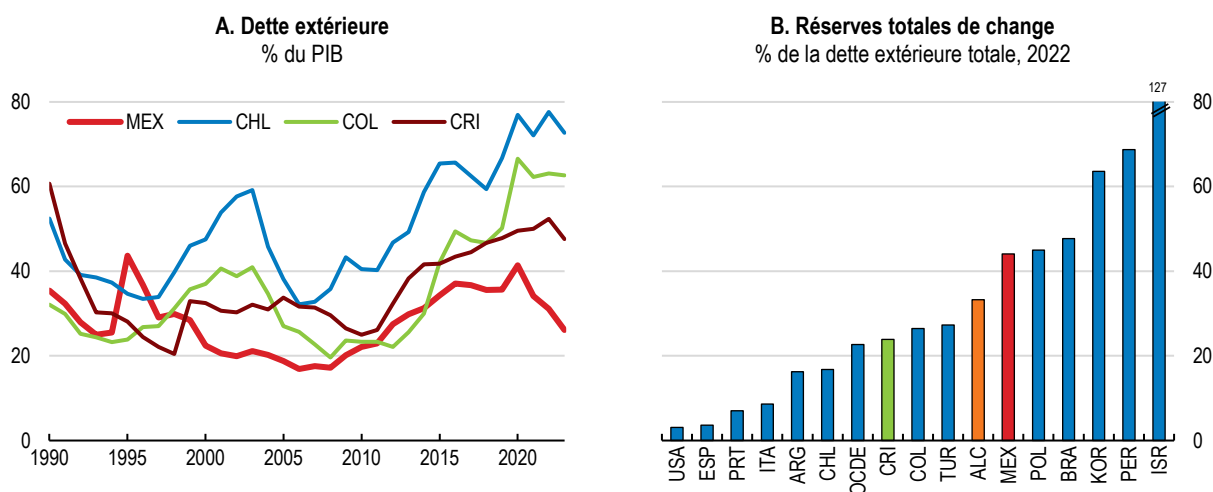
**Graphique 2.6. Le déficit des paiements courants est financé par un flux stable d'investissements directs étrangers**



Source : Banque du Mexique.


StatLink  <https://stat.link/3phgao>

**Graphique 2.7. La dette extérieure a diminué et le niveau des réserves de change est confortable**



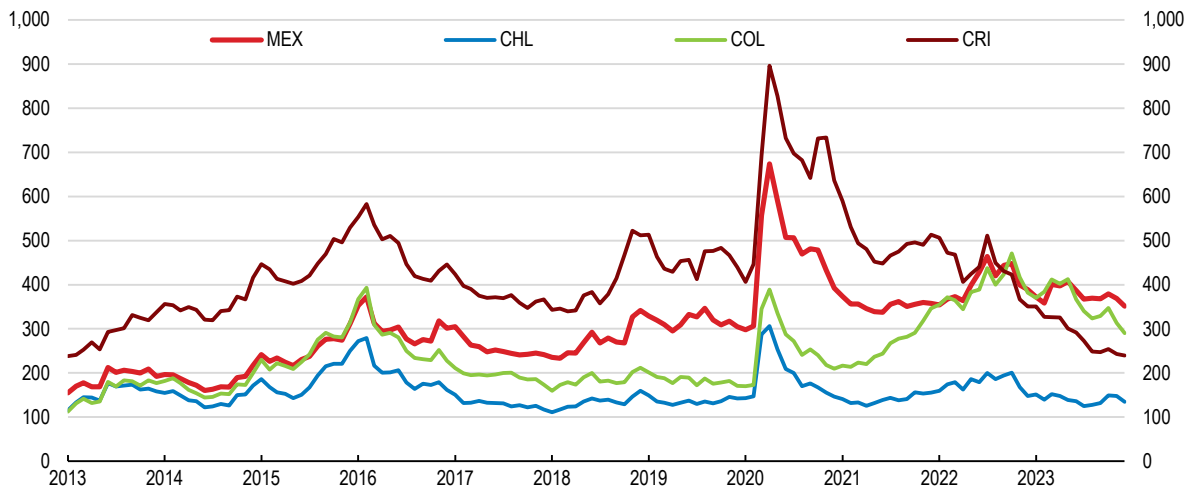
Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

Source : Fonds monétaire international (FMI), Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2023.

StatLink  <https://stat.link/xgmuj3>




## Graphique 2.8. Les primes de risque souverain ont évolué à la baisse



Note : L'écart de rendement des obligations souveraines d'un pays est égal à l'écart de rendement entre ses obligations d'État à 10 ans libellées en USD et les obligations à long terme du Trésor des États-Unis, mesuré à partir de l'indice obligataire des marchés émergents (EMBI, *Emerging Market Bond Index*) de J.P. Morgan.

Source : LSEG.

StatLink  <https://stat.link/q5vfa3>

La croissance économique devrait s'établir à 2.5 % en 2024, après avoir été de 3.1 % en 2023 (Tableau 2.1). Soutenue par la faiblesse du chômage, la consommation privée sera un moteur essentiel de la croissance. L'investissement privé sera renforcé par la relocalisation d'activités manufacturières au Mexique. L'investissement public sera également orienté à la hausse en 2024, tandis que les projets d'infrastructure en cours dans le sud du pays entreront dans leur phase finale. Les exportations pâtiront du ralentissement de la croissance des principaux partenaires commerciaux du Mexique, mais elles continueront de bénéficier de son intégration en profondeur dans les chaînes de valeur manufacturières. L'inflation globale et l'inflation sous-jacente reflueront peu à peu et devraient revenir vers l'objectif de 3 % au premier semestre de 2025, tandis que se feront sentir les effets de la hausse des taux d'intérêt et que diminueront les tensions d'origine externe.

Des incertitudes et des risques importants entourent les perspectives de l'économie mexicaine. Les perspectives d'évolution de l'inflation demeurent particulièrement incertaines. L'inflation pourrait être plus persistante qu'on ne s'y attend, si bien que les taux d'intérêt devraient rester élevés plus longtemps que prévu. Des épisodes de turbulences financières à l'échelle mondiale pourraient renforcer l'aversion pour le risque, et entraîner un alourdissement des coûts de financement et une accentuation de la volatilité sur les marchés des changes. Un ralentissement plus marqué de l'économie aux États-Unis pourrait aussi affaiblir les exportations et les envois de fonds des travailleurs émigrés. Parmi les autres événements susceptibles de modifier sensiblement les perspectives figurent des phénomènes météorologiques extrêmes (Tableau 2.2), qui pourraient être particulièrement lourds de conséquences pour le secteur agricole. À l'inverse, la reconfiguration en cours des chaînes de valeur mondiales pourrait stimuler l'investissement dans des proportions plus importantes que prévu.

Tableau 2.1. La croissance va ralentir

	2017	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants, en milliards MXN	Variation en pourcentage, en volume (prix de 2018)						
PIB aux prix du marché	22 536.2	-0.3	-8.6	5.7	3.9	3.1	2.5	2.0
Consommation privée	15 377.7	1.2	-10.6	8.1	5.2	3.8	2.5	2.5
Consommation publique	2 527.6	-1.7	-0.7	-0.5	1.2	2.2	2.1	0.9
Formation brute de capital fixe	5 234.2	-4.4	-17.3	9.7	7.7	19.8	7.5	3.7
Variation des stocks <sup>1</sup>	-169.7	0.0	-0.3	0.2	-0.1	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	22 969.8	-0.4	-11.1	7.6	5.2	6.7	3.5	2.6
Exportations de biens et services	8 454.3	1.2	-7.0	7.2	8.7	-6.3	0.6	4.2
Importations de biens et services	8 887.8	-1.1	-12.0	15.0	8.3	6	3.2	5.6
Solde extérieur <sup>1</sup>	-433.6	0.9	2.1	-3.0	0.0	-5.4	-1.3	-1.0
Pour mémoire :								
Déflateur du PIB	..	4.3	4.8	4.5	6.4	4.3	4.0	2.9
Indice des prix à la consommation (IPC, moyenne)	..	3.6	3.4	5.7	7.9	5.5	4.1	3.2
IPC sous-jacent <sup>2</sup> (moyenne)	..	3.7	3.8	4.7	7.6	6.7	4.2	3.2
Croissance potentielle	..	0.9	0.8	1.0	1.2	1.7	2.1	2.1
Écart de production (en % du PIB)	..	-0.2	-9.6	-5.3	-2.8	-1.4	-1	-1.1
Taux de chômage <sup>3</sup> (en % de la population active)	..	3.5	4.4	4.1	3.3	2.8	3.0	3.1
Solde des paiements courants (en % du PIB)	..	-0.5	2.1	-0.7	-1.3	-0.8	-0.7	-0.9
Solde budgétaire des administrations publiques <sup>4</sup> (en % du PIB)	..	-1.6	-2.7	-2.9	-3.2	-3.3	-4.9	-2.1
Dettes publiques nettes <sup>4</sup> (en % du PIB)	..	43.9	49.9	49.0	47.6	46.3	48.7	48.6

1. Contributions aux variations du PIB réel, montant effectif dans la première colonne. 2. Indice des prix à la consommation hors composantes volatiles (à savoir les prix des produits agricoles et de l'énergie ainsi que les tarifs approuvés par divers niveaux d'administration). 3. Établi à partir des données de l'Enquête nationale sur les professions et l'emploi (ENOE, *Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo*). 4. Le solde budgétaire est celui de l'administration fédérale. La dette publique correspond aux besoins d'emprunt nets du secteur public. Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE.

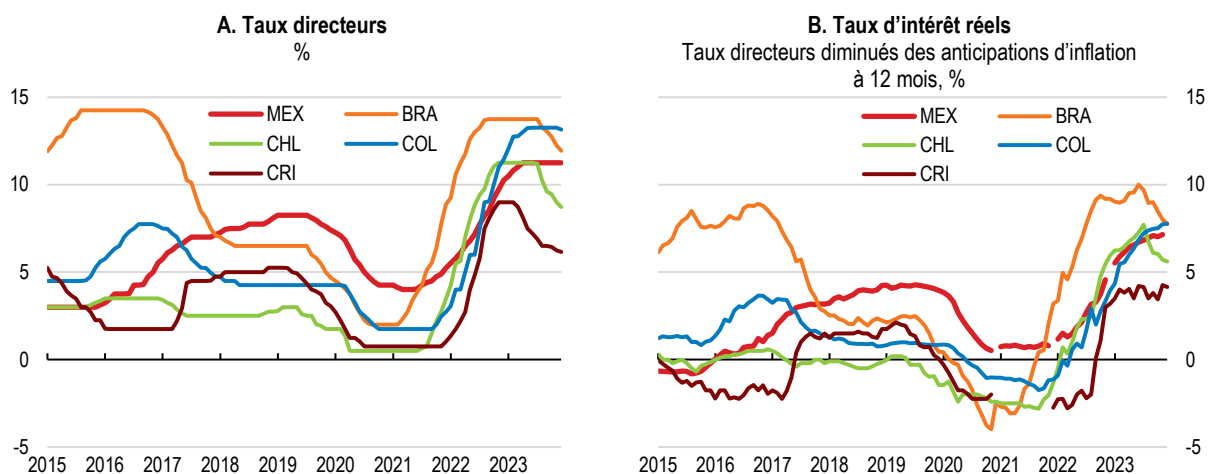
Tableau 2.2. Événements qui pourraient modifier sensiblement les perspectives

Choc	Conséquences possibles	Mesures envisageables par les pouvoirs publics
Aggravation des tensions commerciales et différends commerciaux en Amérique du Nord	Ralentissement des investissements directs étrangers au Mexique et de la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales, qui pourrait déboucher sur une croissance plus faible en Amérique du Nord.	Respecter les engagements pris aux termes des accords commerciaux, notamment en s'appuyant sur les mécanismes prévus pour régler les différends.
Escalade de la violence liée à la drogue	Effets négatifs sur l'investissement et le tourisme. La croissance potentielle pourrait aussi être affectée, si cela entrave la relocalisation d'activités manufacturières au Mexique.	Renforcer la coopération entre l'armée et les forces de police mexicaines et améliorer l'intégration de leurs ressources informatiques.
Catastrophes naturelles (telles qu'un séisme) et phénomènes météorologiques extrêmes résultant du changement climatique (ouragans, sécheresses, inondations)	Recul de la production dans l'agriculture et d'autres secteurs. Des infrastructures pourraient aussi être endommagées.	Se tenir prêts à activer le mécanisme des obligations-catastrophe pour accorder des aides financières et réparer rapidement les dégâts subis par les infrastructures.

## 2.2. Les autorités monétaires ont réagi avec détermination à la forte inflation

La banque centrale a réagi avec détermination aux tensions inflationnistes, dès le début du cycle de hausses des taux d'intérêt qui s'est enclenché au niveau mondial. Commençant par des augmentations de 25 points de base, dont l'ampleur a ensuite augmenté progressivement à mesure que l'inflation se généralisait, la Banque du Mexique a relevé son taux directeur de 725 points de base entre juin 2021 et mars 2023 (Graphique 2.9, partie A et Tableau 2.3). Ce taux est resté inchangé, à 11.25 %, lors des dernières réunions du Conseil des gouverneurs, si bien que les taux d'intérêt réels ont augmenté (Graphique 2.9, partie B). Le gouvernement a également adopté un train de mesures pour atténuer la hausse des prix des produits alimentaires, notamment en instaurant des prix garantis pour les produits alimentaires de base et en réduisant les droits de douane sur les importations de ce type de produits. L'inflation globale a nettement baissé, passant d'un pic de 8.7 % en août 2022 à 4.9 % en janvier 2024 (Graphique 2.10). L'inflation sous-jacente a également reculé, sachant que l'inflation des services s'avère plus persistante (Graphique 2.11). Les anticipations d'inflation à un an restent supérieures à l'objectif visé mais diminuent, tandis que les anticipations d'inflation à deux ans sont bien ancrées. Les risques qui entourent l'inflation sont élevés et résident dans l'éventualité d'un rebond des cours du pétrole, d'un renchérissement des produits alimentaires résultant d'effets d'entraînement induits par les prix internationaux, et de sécheresses graves dans certains États mexicains. La politique monétaire devrait conserver une orientation restrictive pour que l'inflation revienne durablement vers l'objectif visé. Cela supposerait de maintenir le taux directeur à son niveau actuel, et de commencer à le réduire en fonction des nouvelles données recueillies.

### Graphique 2.9. L'orientation de la politique monétaire reste restrictive



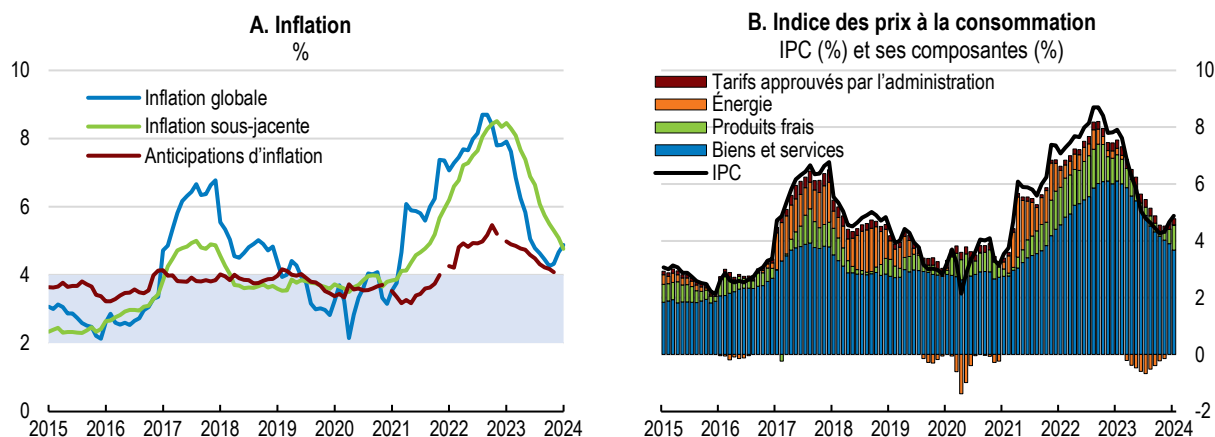
Banque du Mexique ; CEIC ; Banque de la République de Colombie (BRC) ; et Banque centrale du Costa Rica (BCCR).

StatLink  <https://stat.link/euklyz>

**Tableau 2.3. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant l'amélioration des politiques macroéconomiques**


Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises depuis l'Étude économique de 2022
Relever progressivement le taux directeur pour que l'inflation revienne vers l'objectif de 3 %. Accélérer le rythme du resserrement monétaire si les anticipations d'inflation à long terme commencent à augmenter.	Le principal taux directeur a été progressivement relevé à 11.25 %. Les anticipations d'inflation à long terme sont restées ancrées.
Accroître à moyen terme l'investissement public, en s'appuyant sur une analyse coûts-avantages rigoureuse et transparente, ainsi que les dépenses consacrées aux programmes sociaux, à l'éducation et à la santé, en ciblant particulièrement les ménages à faible revenu.	L'investissement public a été revu à la hausse dans le budget 2023 et porté à 3.1 % du PIB, l'accent étant mis sur des projets d'infrastructure dans le sud du pays. Les dépenses consacrées aux pensions universelles non contributives ont augmenté.
Élargir les bases d'imposition en supprimant progressivement les exonérations inefficaces et régressives et en réduisant l'activité informelle, et favoriser le recouvrement des impôts sur les biens immobiliers en mettant à jour le cadastre grâce aux technologies numériques.	La loi destinée à éviter la fraude dans le cadre du recours à la sous-traitance a débouché sur une hausse des salaires des travailleurs formels, ce qui a gonflé les recettes fiscales. Aucune mesure n'a été prise concernant les exonérations ni l'impôt sur la propriété immobilière.
Mettre en place un conseil budgétaire indépendant et doté de ressources suffisantes.	Aucune mesure n'a été prise.
Mettre sur pied un mécanisme d'ancrage à la dette à long terme et accroître la part des dépenses publiques visée par la règle de dépenses.	Aucune mesure n'a été prise.
Renforcer la gouvernance de la compagnie pétrolière PEMEX et d'autres entreprises publiques en la mettant en adéquation avec les Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques.	Aucune mesure n'a été prise.

**Graphique 2.10. L'inflation a reflué**

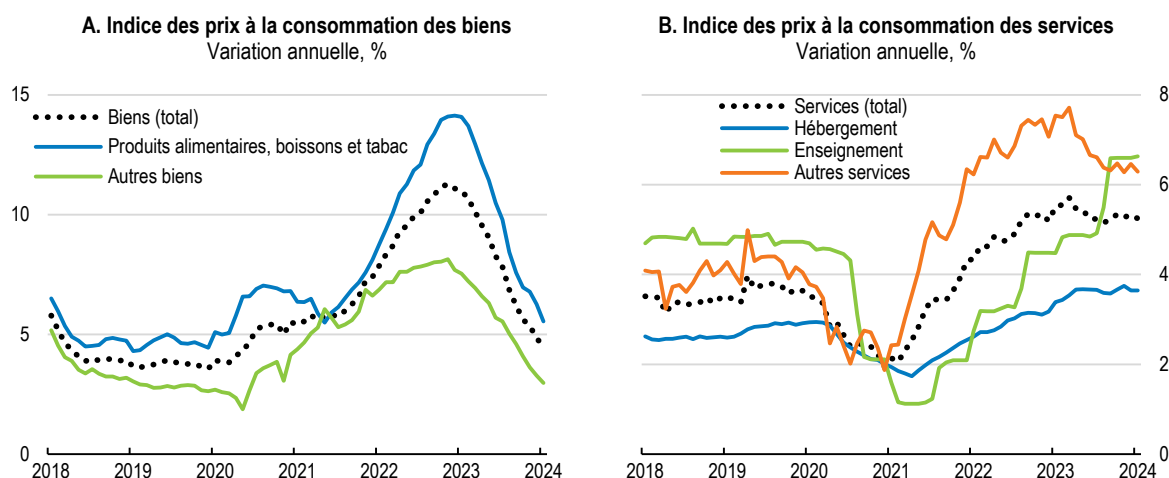


Note : Dans la partie A, la zone ombrée représente la fourchette retenue comme objectif d'inflation par la banque centrale, et les anticipations d'inflation sont celles du secteur privé pour les 12 mois à venir. Dans la partie B, la somme des taux de croissance des composantes de l'indice des prix à la consommation (IPC) n'est pas égale au taux de croissance de cet indice.

Source : Banque du Mexique.


StatLink  <https://stat.link/pxb96q>

## Graphique 2.11. Les tensions inflationnistes restent particulièrement fortes pour les produits alimentaires transformés et certains services



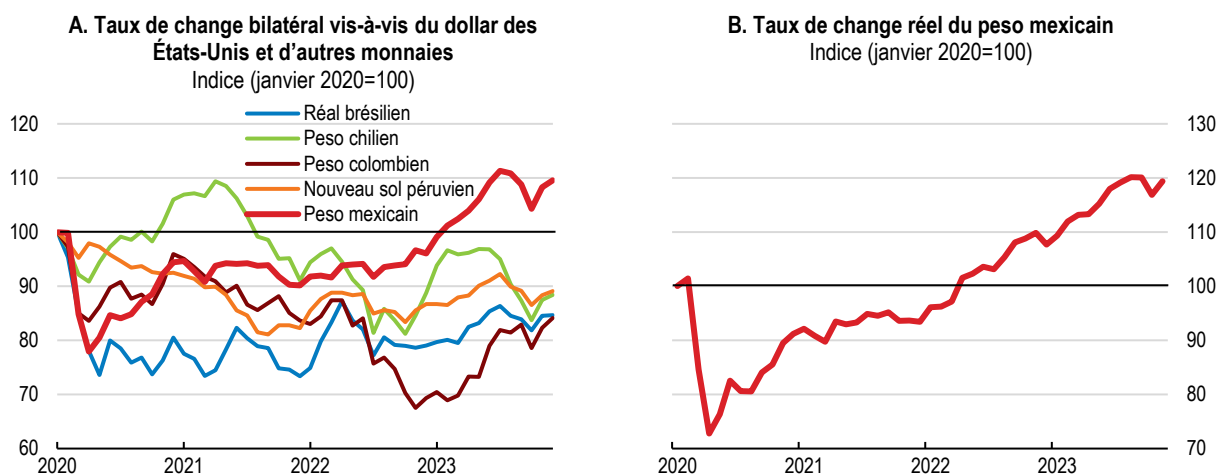
Note : La catégorie « Autres services » recouvre notamment les restaurants et établissements similaires, les services de téléphonie mobile, l'entretien des automobiles et les services de consultation médicale.

Source : Institut national de statistique et de géographie (INEGI, *Instituto Nacional de Estadística y Geografía*).

StatLink  <https://stat.link/6bvq14>


L'appréciation du peso tout au long de l'année 2023 (Graphique 2.12) a aussi contribué à juguler et réduire les tensions inflationnistes. Cette appréciation, plus forte que celle des monnaies de pays comparables, peut s'expliquer par la solidité des paramètres fondamentaux de l'économie, un différentiel de taux d'intérêt attrayant avec les États-Unis, ainsi que des envois de fonds massifs des travailleurs émigrés, de bonnes perspectives de délocalisation de proximité débouchant sur des entrées d'investissement direct étranger (IDE), et le récent rebond du tourisme. S'agissant de la sphère réelle de l'économie, les activités manufacturières, qui tendent à être plus fortement tributaires des intrants importés au Mexique et ont donc bénéficié des baisses de coûts résultant de l'appréciation de la monnaie, sont bien placées pour tirer parti d'un peso fort, contrairement aux secteurs de l'agriculture et des services, qui tendent à utiliser des intrants nationaux.

## Graphique 2.12. Le peso s'est apprécié



Note : Une diminution du taux de change correspond à une dépréciation du peso mexicain et va de pair avec un gain de compétitivité. Le taux de change effectif réel (partie B) est calculé par rapport à un panier de monnaies (celles de 111 pays), au moyen de coefficients de pondération constants en fonction des échanges.

Source : OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections (base de données) ; et Banque du Mexique.

StatLink  <https://stat.link/klcy7q>

La communication est un pilier essentiel de la politique monétaire et la Banque du Mexique a réalisé des progrès sensibles dans ce domaine au fil des ans (OECD, 2022<sup>[3]</sup>). Compte tenu du reflux de l'inflation et du fait que les anticipations d'inflation restent nettement supérieures à l'objectif, il serait judicieux que la banque centrale déploie des efforts pour améliorer encore sa communication et contribuer à la formation des anticipations. Une possibilité envisageable à cet égard consisterait à élargir la portée des indications prospectives fournies dans les déclarations de politique monétaire. La Banque du Mexique fournit peu à peu davantage d'informations sur les anticipations du Conseil des gouverneurs concernant l'évolution du taux au-delà de l'échéance de sa prochaine réunion. Continuer d'évaluer la stratégie de communication de la Banque du Mexique, et la renforcer si nécessaire, contribuerait à améliorer la formation des anticipations.

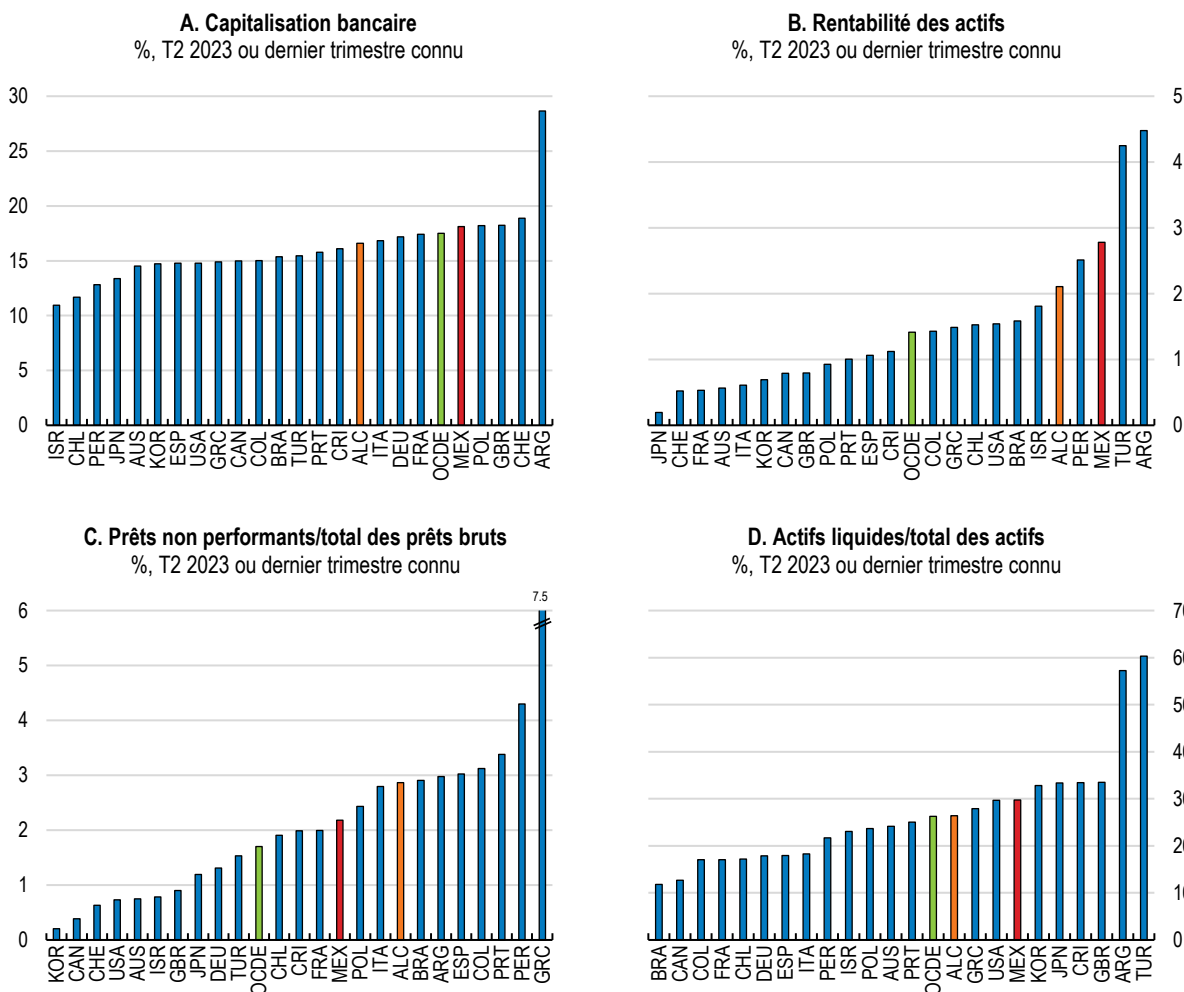
### 2.3. Le secteur financier dispose d'amples réserves

Les efforts accomplis pour renforcer la surveillance financière après la crise mexicaine de 1994 et la crise financière mondiale de 2008 continuent de porter leurs fruits, et le secteur financier a semblé solide pendant la pandémie et les récents épisodes de tensions financières. Les banques mexicaines ont des niveaux de liquidité et de fonds propres supérieurs aux exigences réglementaires (Graphique 2.13), et le ratio de prêts non performants est faible et n'a que modestement augmenté à la suite de la pandémie. À l'heure actuelle, 99.9 % des comptes bancaires et 93.2 % des dépôts sont intégralement garantis par le mécanisme mexicain d'assurance des dépôts. La croissance du crédit a continué de se redresser malgré des conditions financières restrictives, en particulier pour les sociétés non financières et les ménages, tandis que le crédit hypothécaire reste atone (Graphique 2.14). La faiblesse de ce dernier est en partie liée à une contraction du portefeuille de prêts de l'Institut du Fonds national pour le logement des travailleurs (INFONAVIT, *Instituto del Fondo Nacional de la Vivienda para los Trabajadores*) (voir le chapitre 5).

D'après la banque centrale (Banxico, 2023<sup>[4]</sup>), les risques les plus importants auxquels est exposé le secteur financier sont de nature externe, notamment l'éventualité d'une récession aux États-Unis, qui pourrait également provoquer un ralentissement économique au Mexique. Les risques associés au resserrement des conditions financières à l'échelle mondiale sont atténués par les amplies réserves de change du pays, par sa gestion active de la dette publique et par le faible niveau d'endettement du secteur privé (Graphique 2.15). Les entreprises mexicaines détiennent des réserves de liquidités relativement importantes, ce qui les aide à faire face au niveau élevé des taux d'intérêt. La dette des ménages prend essentiellement la forme de crédits hypothécaires, concentrés dans une large mesure dans la partie supérieure de la distribution des revenus, où la capacité de paiement des ménages est moins érodée par la forte inflation.



## Graphique 2.13. Les ratios de fonds propres et de liquidité des banques sont élevés

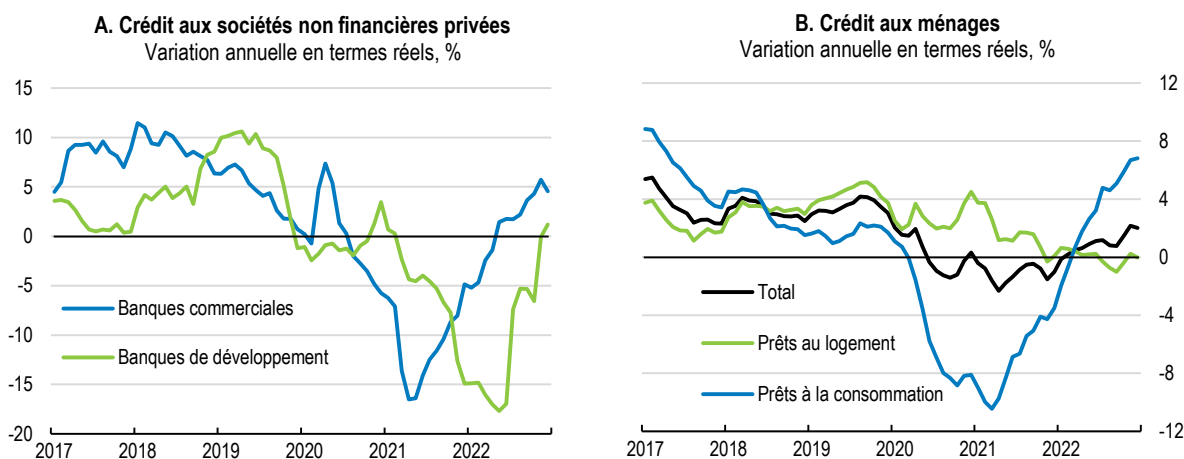


Note : La capitalisation bancaire est mesurée par le ratio entre les fonds propres réglementaires de base et les actifs pondérés en fonction des risques. ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

Source : Fonds monétaire international (FMI), base de données des indicateurs de solidité financière.

StatLink  <https://stat.link/d012v3>

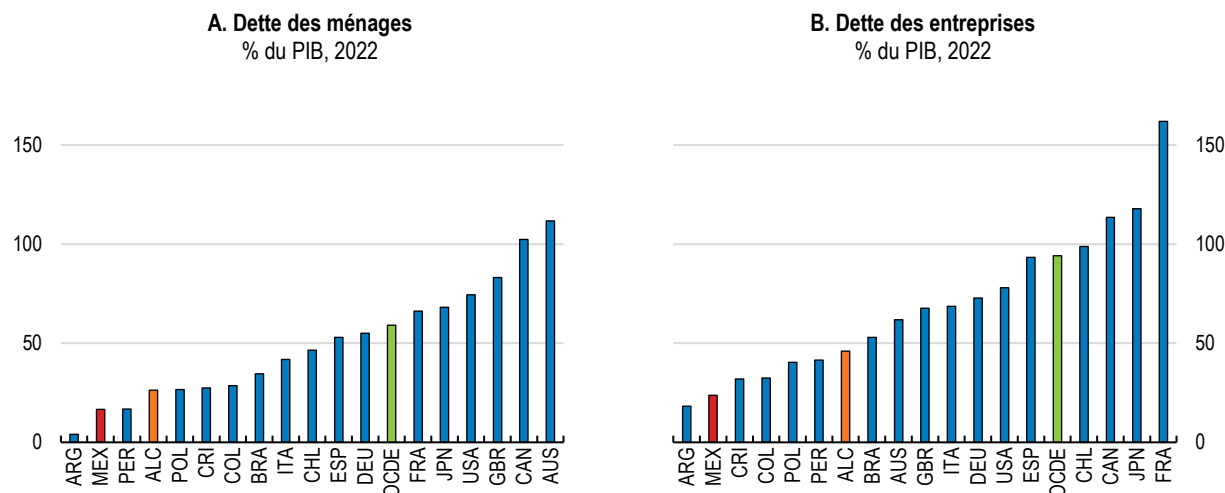
## Graphique 2.14. La croissance du crédit s'est progressivement redressée



Source : Banque du Mexique.

StatLink  <https://stat.link/0rp39i>

## Graphique 2.15. La dette privée est faible



Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

Source : Fonds monétaire international (FMI), Indicateurs de solidité financière ; et FMI, base de données sur la dette mondiale.

StatLink  <https://stat.link/3zf819>

Le Mexique prend peu à peu des mesures décisives pour renforcer la stabilité du système financier. Des éléments essentiels des normes de Bâle III, tels que les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes, ont été mis en place (IMF, 2022<sup>[5]</sup>). Pour renforcer encore la surveillance bancaire, il va falloir s'atteler à une tâche difficile : adopter un cadre législatif de surveillance des établissements financiers sur une base consolidée, afin que l'on surveille les entités financières affiliées comme une seule et même entité, en prenant en compte leur interdépendance et les risques potentiels qu'elles représentent pour le système financier dans son ensemble. Afin de renforcer les capacités de suivi des risques financiers et d'alerte précoce des autorités de surveillance, on pourrait donner accès à davantage d'informations financières sur les entreprises et les particuliers, par exemple en créant une centrale de bilans, comme il en existe dans plusieurs pays, comme l'Allemagne, le Canada, l'Espagne ou les États-Unis. Malgré les progrès accomplis récemment en matière d'inclusion financière, il convient de poursuivre les efforts déployés pour améliorer l'accès aux financements. Renforcer l'éducation financière, stimuler la concurrence sur le marché des cartes de paiement et continuer de promouvoir les technologies financières (FinTech) permettrait d'améliorer l'inclusion financière, ainsi que cela avait été indiqué dans l'*Étude économique de l'OCDE de 2022*.

Les phénomènes météorologiques extrêmes, comme les ouragans, les sécheresses ou les vagues de chaleur, sont relativement fréquents au Mexique et peuvent faire peser des risques sur la stabilité financière. Des efforts d'évaluation de ces risques sont en cours, et les établissements financiers commencent à intégrer les questions climatiques dans leurs cadres. De récents travaux empiriques de la Banque du Mexique ont révélé qu'en raison de l'exposition grandissante des communes mexicaines aux ouragans, l'encours de prêts exposés aux risques d'ouragan dans l'ensemble du portefeuille de crédits avait augmenté de 14 % (Banxico, 2023<sup>[4]</sup>). L'instauration progressive d'une obligation de divulgation des risques liés au climat applicable aux établissements financiers et aux sociétés cotées en bourse, telle qu'elle avait été recommandée dans l'*Étude économique de l'OCDE de 2022* sur le Mexique, favoriserait une gestion plus transparente de ces risques.

Le Mexique a continué de progresser dans la mise en œuvre de sa stratégie innovante d'élaboration d'instruments de finance durable. Depuis 2020, il a accru ses émissions d'obligations souveraines durables, tant sur les marchés internationaux qu'intérieur, et les émissions obligataires des banques

nationales de développement et des entreprises ont également augmenté, si bien que le Mexique est aujourd'hui un des principaux marchés de la région. Le Mexique a récemment lancé la première taxonomie du monde recouvrant à la fois des objectifs environnementaux et sociaux. Elle fournit aux acteurs financiers et aux entreprises des définitions transparentes et cohérentes des activités considérées comme durables. Cette taxonomie (Encadré 2.1) est de nature à faciliter l'intégration par une plus forte proportion d'investisseurs de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans leur processus d'investissement, et à renforcer les incitations à affecter les ressources à des activités moins polluantes. Intégrer peu à peu cette taxonomie dans la réglementation, en veillant à ce que les normes en résultant restent comparables aux normes internationales, constituerait une prochaine étape importante, et améliorerait la capacité des établissements publics et privés mexicains d'exploiter la proportion croissante de possibilités de financement offertes à l'échelle mondiale qui sont liées à des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. Le Mexique a également lancé en septembre 2023 une stratégie pour lever des financements durables, établissant une feuille de route et des objectifs indicatifs tant pour le secteur public que pour le secteur privé, qui peuvent être réalisés à partir d'instruments existant déjà.

### Encadré 2.1. La taxonomie mexicaine de la durabilité

En mars 2023, le Mexique a lancé sa taxonomie de la durabilité, qui recouvre à la fois des objectifs environnementaux et sociaux (SHCP, 2023<sup>[6]</sup>). Une taxonomie de la durabilité est un système de classification qui permet de définir et d'identifier les activités, les actifs et les projets d'investissement ayant des répercussions environnementales et sociales positives, à partir d'objectifs et de critères préétablis. Dans sa première phase, cette taxonomie est axée sur trois principaux objectifs : l'atténuation du changement climatique, l'adaptation au changement climatique et l'égalité entre les genres. Le but de la taxonomie est de fournir des informations certaines et transparentes aux marchés de capitaux, et de favoriser les investissements publics et privés dans des activités propices à la réalisation de ces objectifs. En permettant un suivi des flux financiers axés sur la durabilité, elle apporte davantage de clarté, de certitude et de sécurité aux marchés. En facilitant l'accès à des informations actuelles et fiables, la taxonomie favorise la mobilisation de capitaux et réduit le risque d'écoblanchiment. Alors que d'autres taxonomies existantes sont uniquement axées sur des objectifs climatiques et environnementaux, celle du Mexique intègre également des objectifs sociaux, compte tenu de la nécessité cruciale de remédier aux disparités et aux vulnérabilités sociales dans les économies en développement et émergentes. Une taxonomie est un instrument au moyen duquel tant le secteur public que le secteur privé peuvent définir leur stratégie d'investissement et concevoir des produits ou des services financiers propices à la durabilité. De même, elle peut être utilisée par les autorités financières pour élaborer des règles concernant la divulgation d'informations sur les catégories d'actifs, et servir de cadre pour l'émission d'instruments d'emprunt durables. On peut citer à titre d'exemples la récente émission de la première obligation verte de résilience par le Fonds fiduciaire pour l'agriculture (FIRA, *Fideicomisos Instituidos en Relación a la Agricultura*), destinée à aider le secteur agricole à s'adapter au changement climatique, et le lancement par deux établissements financiers privés de prêts hypothécaires verts, destinés à faciliter l'accès à des solutions de logement durables (voir également le chapitre 5).

## 2.4. Le gouvernement est déterminé à mener une politique budgétaire prudente

La politique budgétaire du Mexique a parcouru un long chemin depuis les périodes difficiles des années 1980 et 1990 (Encadré 2.2) et a acquis une forte crédibilité au fil des ans grâce aux bons résultats obtenus au regard de l'atteinte d'objectifs budgétaires prudents et du maintien de la dette publique à un niveau relativement bas (Graphique 2.16), malgré le fait que le pays affiche le ratio impôts/PIB le plus bas de la zone OCDE. Pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages et réduire les tensions sur les coûts pendant

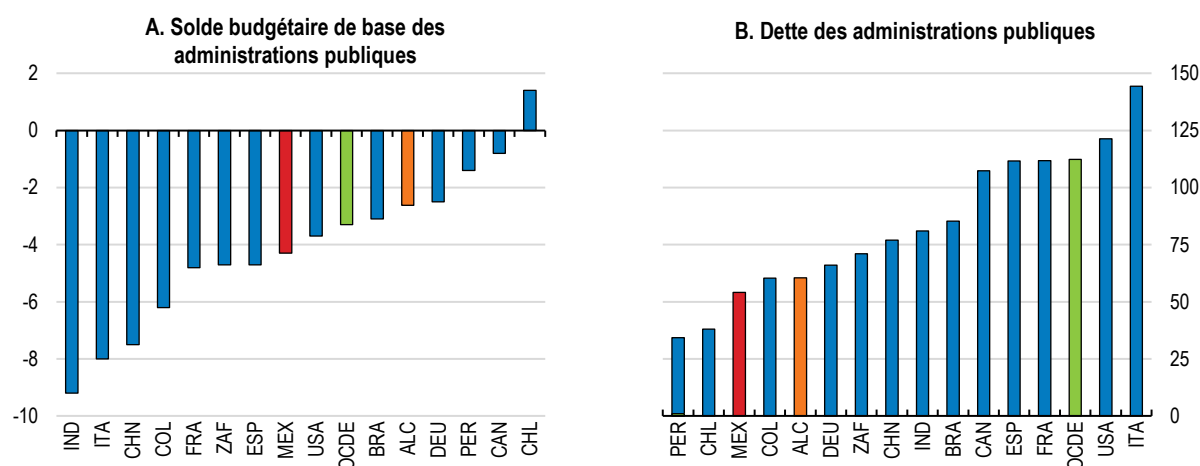
la hausse des prix de l'énergie en 2022, comme dans plusieurs autres pays de l'OCDE, le gouvernement a mis en place des subventions aux combustibles non ciblées, réduisant principalement la taxe sur les combustibles. Cette mesure a contribué à réduire l'inflation à court terme, mais elle a eu un coût budgétaire important, de 1.3 % du PIB en 2022, et a bénéficié de manière disproportionnée aux ménages aux revenus élevés. Cette subvention est progressivement supprimée et devrait l'être complètement en 2024, d'après les prévisions des prix du pétrole établies par le gouvernement. L'augmentation des recettes pétrolières a largement couvert le coût des subventions non ciblées en 2022, mais, si les prix du pétrole devaient de nouveau augmenter sensiblement, une réorientation vers des aides plus ciblées et de meilleures incitations aux économies d'énergie augmenteraient la marge de manœuvre budgétaire et favoriseraient une plus grande efficacité énergétique.

### Encadré 2.2. Tirer les enseignements du passé : politique budgétaire prudente et gestion de la dette au Mexique

Dans les années 1980 et au début des années 1990, le Mexique a été aux prises avec des déficits budgétaires et une dette publique élevés résultant de deux crises économiques majeures, la crise de la dette de 1982 et la crise dite de la tequila de 1995 (OECD, 2009<sup>[7]</sup>). Ces deux crises ont eu un impact profond sur l'économie mexicaine et ont eu un effet de contagion dans le reste de l'Amérique latine. En réponse à ces crises, le gouvernement a engagé un assainissement budgétaire vigoureux et a depuis conduit une politique budgétaire prudente. En 2006, le Mexique a adopté sa loi sur la responsabilité budgétaire, qui institutionnalise l'engagement en matière de discipline budgétaire en introduisant des règles et des lignes directrices pour une gestion budgétaire responsable, notamment des limites en matière de dépenses publiques, de déficits et de niveau de dette publique. Depuis lors, le Mexique a également constamment donné la priorité à une gestion responsable de la dette, en diversifiant ses sources de financement, en ayant recours aux marchés de capitaux internationaux, en réduisant les risques de refinancement et en améliorant les mécanismes d'information pour renforcer la confiance des investisseurs.

### Graphique 2.16. Le niveau du déficit public et celui de la dette publique sont faibles en comparaison internationale

% du PIB, 2022



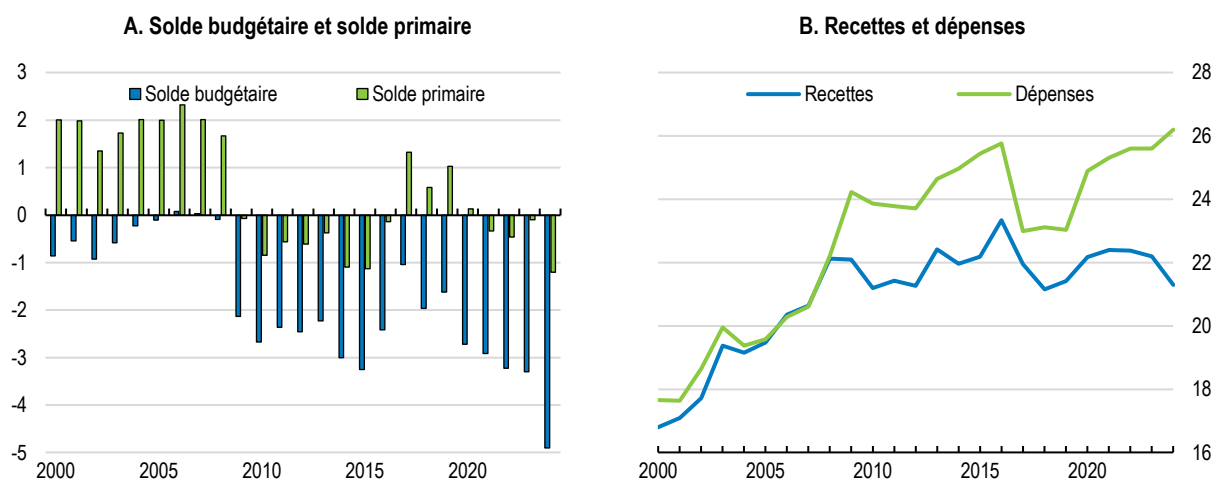
Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, et le Pérou. La partie B fait apparaître la dette publique brute.

Source : FMI, Moniteur des finances publiques, édition d'octobre 2023.

Le déficit du secteur public devrait atteindre 3.3 % du PIB en 2023 (Graphique 2.17), en légère hausse par rapport aux 3.2 % du PIB en 2022, et le ratio dette publique/PIB devrait atteindre 46.5 % à la fin de 2023. Le gouvernement fédéral vise un déficit budgétaire de 4.9 % en 2024, compte tenu de la forte hausse des crédits budgétaires affectés aux dépenses sociales, en particulier aux pensions universelles non contributives, et aux projets d'infrastructure phares dans le sud du pays, ainsi que de la hausse des coûts d'emprunt. Le ratio dette publique nette/PIB devrait se maintenir à 49 % du PIB à la fin de 2024 (Tableau 2.4). Par la suite, le déficit public devrait reculer à 2.1 %, en raison d'une réduction de l'investissement public, liée en partie à l'arrêt de certains projets d'infrastructure dans le sud du pays. Le ratio de la dette publique devrait rester globalement stable, aux alentours de 50 % du PIB, au cours des décennies à venir (Graphique 2.18). L'orientation expansionniste de la politique budgétaire en 2024 pourrait permettre de continuer à réduire les disparités sociales (voir chapitre 4) et d'améliorer les perspectives de croissance à moyen terme, en particulier dans les États fédérés méridionaux, mais elle accroît aussi le risque de forte inflation. Rendre la politique budgétaire moins expansionniste, en ciblant l'augmentation des dépenses sociales et les mesures de soutien liées à l'énergie exclusivement sur les ménages à faible revenu et en fondant les projets d'investissement public sur de solides analyses coûts-avantages, contribuerait à atténuer ce risque. À l'avenir, préserver la reprise de l'investissement public amorcée en 2020 (Graphique 2.19) soutiendrait les perspectives de croissance à moyen terme. Les déficits d'infrastructures restent importants (voir chapitre 3) et l'investissement public en pourcentage du PIB est inférieur à celui d'autres économies émergentes et à la moyenne des pays de l'OCDE.


### Graphique 2.17. Les politiques budgétaires sont restées prudentes

Secteur public non financier, en % du PIB



Note : Les données pour l'année 2024 sont des estimations. Dans la partie B, les données illustrées correspondent à la définition la plus large des recettes publiques qui comprend les cotisations de sécurité sociale et les recettes provenant d'entreprises publiques.

Source : Ministère des Finances et du Crédit public (*Secretaría de Hacienda y Crédito Público*) ; et Perspectives économiques de l'OCDE (base de données).

StatLink  <https://stat.link/9zstdo>

### Tableau 2.4. Évolution des principaux agrégats budgétaires

En % du PIB

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	2025*
<b>Total des recettes</b>	21.2	21.4	22.2	22.4	22.4	22.2	21.3	21.1
Recettes pétrolières	4.0	3.8	2.5	4.3	5.0	3.4	3.0	2.8
Recettes non pétrolières	17.1	17.6	19.7	18.0	17.4	18.8	18.3	18.3
Recettes fiscales	12.7	12.7	13.9	13.4	12.9	14.2	14.4	14.4

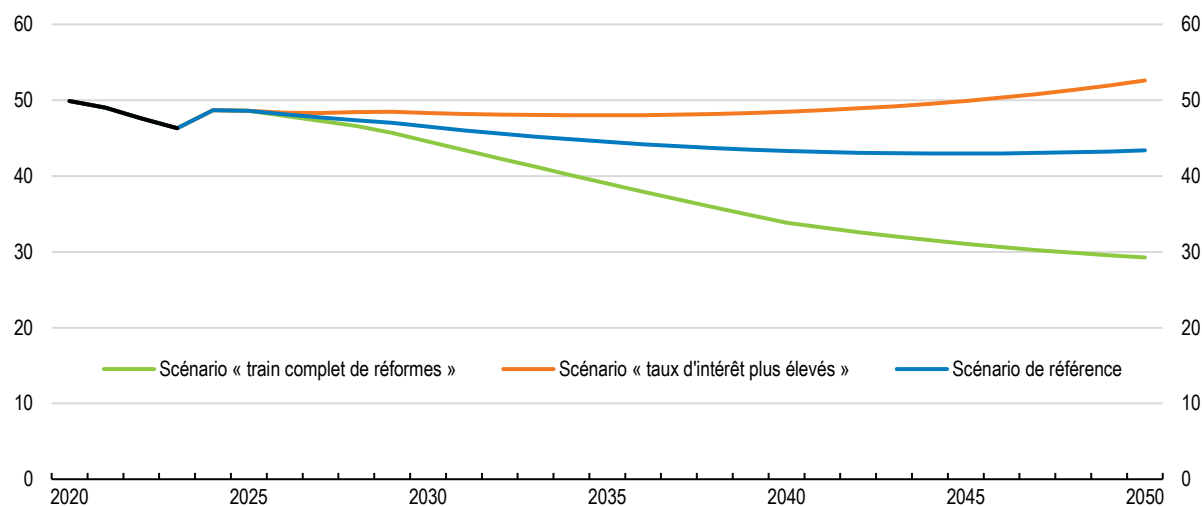
Personnes physiques	6.9	6.7	7.3	7.1	7.7	7.9		
TVA	3.8	3.7	4.1	4.2	4.1	4.3		
Sociétés	1.4	1.8	1.9	1.5	0.4	1.4		
Importations	0.3	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3		
Autres	0.3	0.2	0.3	0.3	0.4	0.3		
Recettes non fiscales	4.4	4.9	5.8	4.6	4.5	4.5	3.9	3.9
<b>Dépenses totales</b>	<b>23.1</b>	<b>23.0</b>	<b>24.9</b>	<b>25.3</b>	<b>25.6</b>	<b>25.6</b>	<b>26.2</b>	<b>23.2</b>
Primaires	20.6	20.4	22.0	22.7	22.9	22.3	22.5	20.1
Programmables	16.8	16.8	18.5	19.3	19.3	18.6	18.8	16.4
Dont : investissements en capitaux	2.6	2.2	2.7	2.6	3.2	2.8	2.6	2.1
Non programmables	6.3	6.2	6.4	6.0	6.4	7.0	7.5	6.9
Dont : transferts aux États	3.5	3.5	3.5	3.4	3.6	3.6	3.7	3.7
Dont : intérêts	2.5	2.7	2.8	2.6	2.8	3.3	3.7	3.1
Solde primaire du secteur public	0.6	1.1	0.1	-0.3	-0.4	-0.1	-1.2	1.0
<b>Solde budgétaire</b>	<b>-2.0</b>	<b>-1.6</b>	<b>-2.8</b>	<b>-2.8</b>	<b>-3.2</b>	<b>-3.3</b>	<b>-4.9</b>	<b>-2.1</b>
Besoins de financement hors budget	-0.1	-0.7	-1.0	-0.9	-1.1	-1.0	-0.5	-0.5
<i>Besoins d'emprunt du secteur public</i>	<i>-2.1</i>	<i>-2.3</i>	<i>-3.8</i>	<i>-3.8</i>	<i>-4.3</i>	<i>-4.3</i>	<i>-5.4</i>	<i>-2.6</i>
Dettes brutes du secteur public	49.9	49.6	56.2	54.6	51.9	51.9	50.9	52.9
Dettes nettes du secteur public	44.8	43.9	49.9	49.0	47.6	46.8	48.7	48.6
<i>Solde historique des besoins d'emprunt du secteur public</i>	<i>43.6</i>	<i>43.2</i>	<i>50.2</i>	<i>49.2</i>	<i>47.8</i>	<i>46.8</i>	<i>48.8</i>	<i>48.8</i>

Note : Les astérisques indiquent que les données présentées sont des prévisions. En raison des arrondis, les totaux de certaines colonnes ne correspondent pas nécessairement à la somme des éléments indiqués.

Source : Ministère des Finances et du Crédit public (Secretaría de Hacienda y Crédito Público).


## Graphique 2.18. Le ratio dette publique/PIB devrait rester globalement stable

En % du PIB



Note : Dans le scénario de référence, la croissance du PIB réel et l'inflation suivent les prévisions de l'OCDE pour 2024-25, puis convergent progressivement vers la croissance potentielle de la production et l'objectif d'inflation de 3 %, respectivement ; il est supposé que le taux de change entre le peso mexicain et le dollar américain est constant pendant la période de simulation. Le solde primaire des administrations publiques est supposé être conforme à ce qui est indiqué dans le tableau 2.4 et rester constant à partir de 2025. Dans le scénario « train complet de réformes », la croissance du PIB est supposée être plus forte au cours de la période 2025-50, les réformes structurelles mises en œuvre devant stimuler la croissance, comme indiqué dans le Tableau 2.5. Le scénario « taux d'intérêt plus élevés » repose sur l'hypothèse de taux d'intérêt supérieurs de 200 points de base par rapport au scénario de référence. Tous les scénarios, y compris le scénario de référence, prennent en compte les coûts associés au vieillissement.

Source : Calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/7bu354>



## Tableau 2.5. Les gains attendus de réformes ambitieuses sont non négligeables

Estimation de l'impact de certaines réformes sur le PIB potentiel par habitant à un horizon de 10 ans

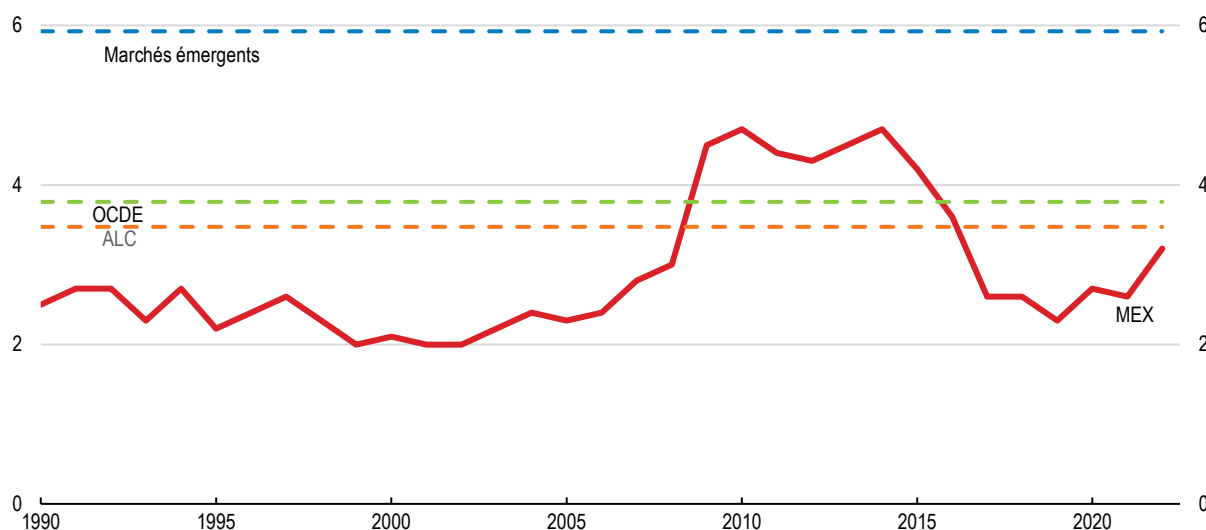
Réforme	Impact sur le PIB réel
<b>Scénario A</b> : Favoriser une hausse de l'emploi féminin	8.9 %
<b>Scénario B</b> : Améliorer l'état de droit et réduire la corruption	2.7 %
<b>Scénario C</b> : Améliorer les résultats scolaires	1.7 %
<b>Scénario D</b> : Augmenter l'investissement public	1.4 %
<b>Scénario de réformes ambitieuses</b> : Conjonction de l'ensemble des scénarios précédents.	15.6 %
<b>Gain de croissance annuelle moyenne induit</b> (scénario de réformes ambitieuses) :	<b>1.6 point de pourcentage</b>

Note : Simulations fondées sur le modèle de croissance à long terme de l'OCDE (Guillemette et Château, 2023[1]). Ces scénarios reposent sur l'hypothèse que le taux d'emploi des femmes (scénario A), les résultats en matière d'éducation (scénario C) ou l'investissement public (scénario D) atteindront la moyenne de l'OCDE d'ici à 2040, et que l'état de droit (scénario B) convergera vers le premier quartile des pays de l'OCDE d'ici à 2060 en atteignant le niveau du Chili. La somme des effets des différentes réformes n'est pas égale à l'effet du scénario de réformes ambitieuses en raison d'effets non linéaires dans le modèle.

Source : Simulations fondées sur le modèle à long terme de l'OCDE.

## Graphique 2.19. L'investissement public a augmenté récemment mais demeure faible

En % du PIB



Note : Les moyennes des groupes de pays sont non pondérées. La moyenne des marchés émergents est calculée sur la période 1990-2021 et prend en compte les pays suivants : ARG, BRA, CHL, CHN, COL, EGY, HUN, IND, IDN, MYS, MEX, PER, PHL, POL, ROU, RUS, ZAF, THA, TUN, TUR. L'agrégat ALC couvre la période 1993-2021 et prend en compte les données des pays suivants: ARG, BRA, CHL, COL, CRI et PER. La moyenne de l'OCDE porte sur la période 1990-2020.

Source : Ministère des Finances et du Crédit public (*Secretaría de Hacienda y Crédito Público*) ; Fonds monétaire international (FMI), Perspectives de l'économie mondiale ; et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE (base de données).

StatLink  <https://stat.link/uy5ei1>

### 2.4.1. Maintenir une politique budgétaire prudente tout en augmentant les dépenses pour promouvoir une croissance plus forte et durable

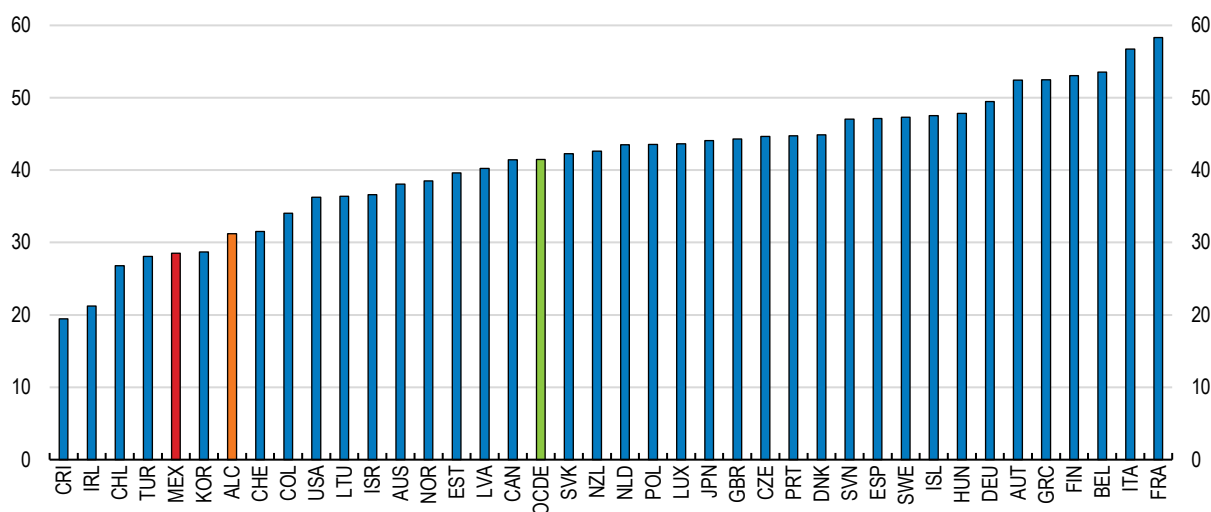
La maîtrise des dépenses publiques a été au cœur de la stratégie du Mexique pour atteindre ses objectifs budgétaires. En conséquence, les dépenses publiques sont faibles en comparaison internationale (Graphique 2.20). Compte tenu de la tendance à la hausse des dépenses de retraite, le maintien de la maîtrise des dépenses implique une baisse des dépenses dans d'autres domaines clés, comme l'éducation (Graphique 2.21), malgré des besoins importants (voir le chapitre 4). Les augmentations

récentes des pensions non contributives impliquent que les dépenses de retraite devraient continuer de croître, et les tensions sur les dépenses de santé s'accroîtront également étant donné que la proportion de personnes n'ayant pas accès aux services de santé a récemment augmenté (CONEVAL, 2023<sup>[8]</sup>). La population mexicaine commence également à vieillir. Les coûts budgétaires du vieillissement démographique auront un poids limité au cours de la prochaine décennie, mais augmenteront progressivement par la suite. En outre, des déficits de financement existent dans les domaines de l'éducation, des infrastructures matérielles et numériques et de la lutte contre le changement climatique et la corruption, qu'il faudra combler pour renforcer la croissance et la rendre plus inclusive et durable. La lutte contre la criminalité pourrait être particulièrement bénéfique, car une grande partie des entreprises considèrent que l'absence de sécurité est un obstacle à leurs activités (voir le chapitre 3).

Des efforts accrus visant à améliorer l'efficacité des dépenses peuvent contribuer à dégager les marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour financer une hausse des dépenses. Cela pourrait passer par un recours plus systématique aux examens des dépenses, aux analyses coûts-avantages, à l'application de conditions de ressources et aux procédures de passation des marchés publics. Les projets d'infrastructures bénéficieront d'une analyse coûts-avantages plus rigoureuse et plus transparente, ce qui aidera à sélectionner les projets de manière plus rationnelle et à résorber les déficits d'infrastructures de manière économiquement efficiente. Des évaluations plus systématiques des politiques sociales pourraient également contribuer à renforcer l'efficacité. Le Mexique dispose d'un institut chargé de l'évaluation des programmes sociaux, le Conseil national d'évaluation de la politique de développement social (Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social, CONEVAL), qui procède à des évaluations ex ante et ex post rigoureuses, mais sa mission est entravée par la qualité insuffisante des registres des bénéficiaires. Il serait essentiel de progresser vers la création d'un registre unique des bénéficiaires des politiques sociales afin de réduire la fragmentation des programmes sociaux, d'éviter les chevauchements entre programmes et d'améliorer le ciblage, comme indiqué et recommandé dans l'Étude économique de 2022 (OECD, 2022<sup>[3]</sup>).

## Graphique 2.20. Les dépenses publiques sont faibles par rapport à celles d'autres pays de l'OCDE

Dépenses des administrations publiques, en % du PIB, 2022

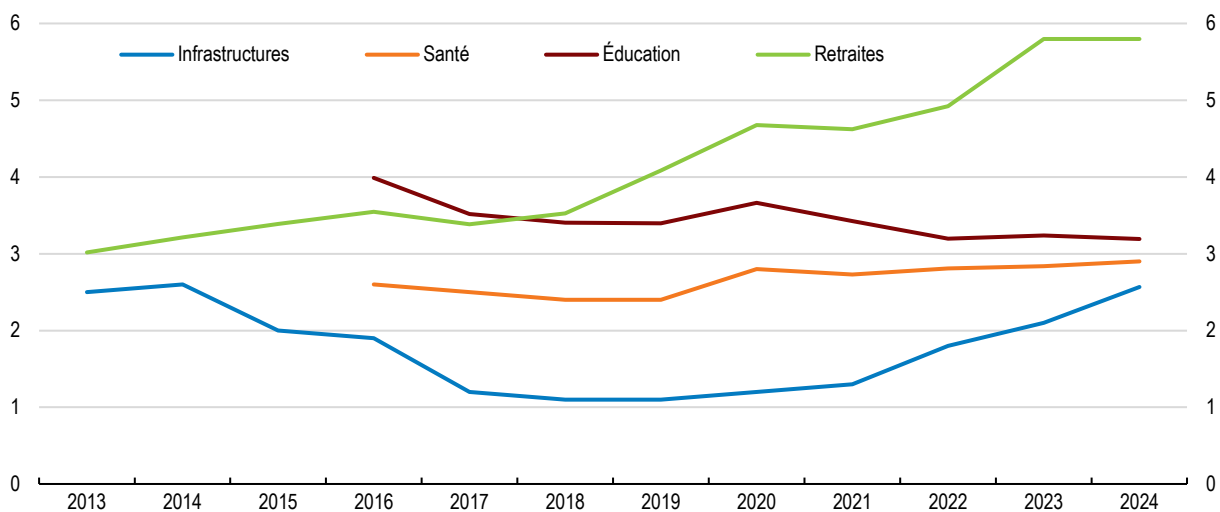


Note : L'agrégat ALC correspond à la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou. La valeur pour l'OCDE est une moyenne non pondérée.  
Source : Fonds monétaire international (FMI), Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2023.

Il sera également nécessaire de mobiliser davantage de recettes fiscales pour répondre aux besoins de dépenses dans des domaines clés, tout en conservant le précieux principe de prudence budgétaire que le Mexique s'est engagé à respecter. Les efforts déployés récemment pour améliorer le recouvrement de l'impôt, au moyen de mesures administratives visant à réduire la fraude et l'évasion fiscales, comme indiqué dans l'Étude économique de l'OCDE de 2022, montrent que les réformes fiscales peuvent porter leurs fruits, le ratio impôts/PIB étant passé de 16.1 % en 2018 à 16.7 % en 2021. Si ces efforts sont les bienvenus, le Mexique affiche toujours le ratio impôts/PIB le plus faible de la zone OCDE (Graphique 2.22), inférieur de 5.5 points de pourcentage à celui du Chili et de 7.5 points de pourcentage à celui du Costa Rica (OECD et al., 2023<sup>[9]</sup> ; OCDE, 2022<sup>[10]</sup>). Redoubler d'efforts pour faciliter le respect des obligations fiscales se justifie. Par exemple, la poursuite des efforts visant à accélérer les rendez-vous avec l'administration fiscale et à développer les portails et les applications mobiles destinés aux contribuables peut améliorer les taux de respect des délais de déclaration, lesquels, à 32 % pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques et 39 % pour l'impôt sur les sociétés (OECD, 2022<sup>[11]</sup>), sont relativement faibles au Mexique. Compléter ces efforts visant à renforcer le recouvrement de l'impôt en augmentant la capacité de certains impôts à accroître les recettes contribuerait à financer l'augmentation des dépenses propices aux gains de productivité. Une comparaison avec la structure fiscale des pays comparables de l'OCDE et de la région ALC montre que la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur les sociétés sont les plus grandes sources de recettes fiscales pour le Mexique (Graphique 2.23), et qu'il est possible de tirer un meilleur parti des impôts périodiques sur la propriété immobilière et des taxes liées à l'environnement (Graphique 2.24).

### Graphique 2.21. Les dépenses de retraite sont orientées à la hausse, tandis que les dépenses d'éducation ont diminué

Dépenses publiques, en % du PIB

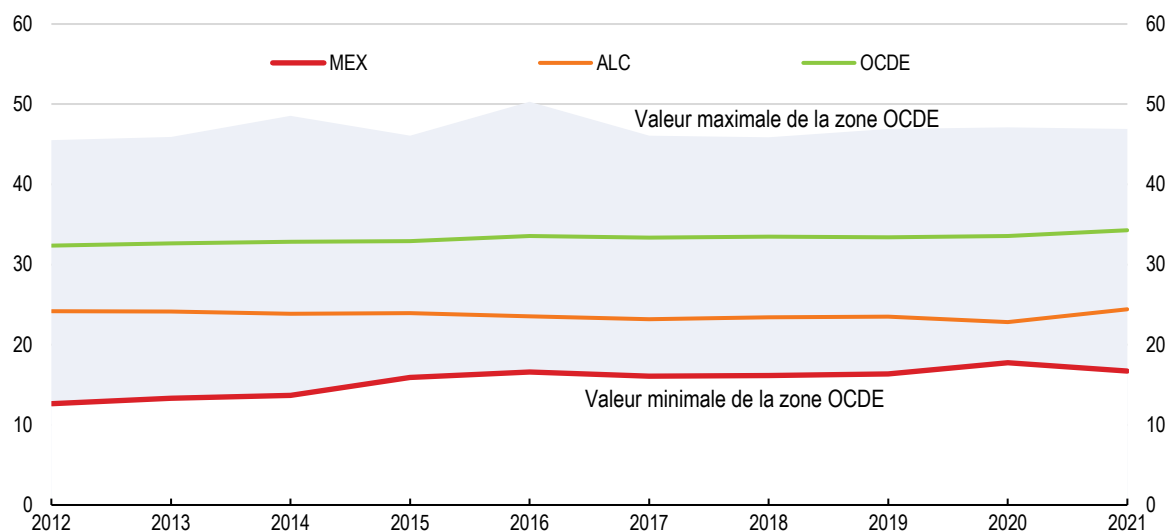


Source : Centre de recherche économique et budgétaire (CIEP, *Centro de Investigación Económica y Presupuestaria A.C.*) d'après les données du ministère des Finances et du Crédit public (*Secretaría de Hacienda y Crédito Público*).

StatLink  <https://stat.link/fsrtyd>


## Graphique 2.22. Le coefficient de pression fiscale (ratio impôts/PIB) du Mexique est le plus bas de la zone OCDE

En % du PIB



Note : L'agrégat ALC correspond à la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

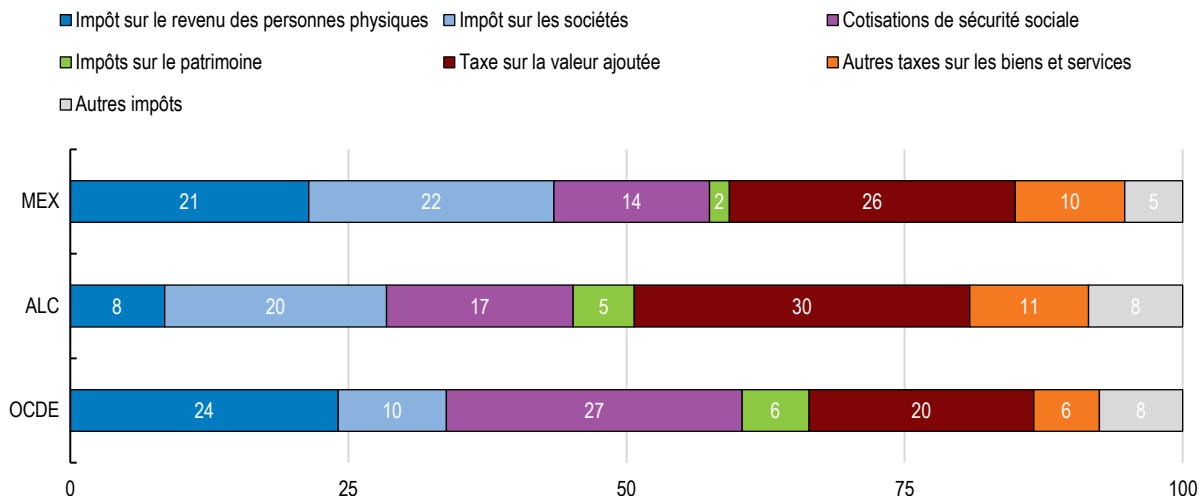
Source : Base de données mondiale des statistiques des recettes publiques de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/h1mcba>

Les impôts périodiques sur la propriété immobilière ont un pouvoir redistributif important, sont efficaces et peuvent générer d'importantes augmentations de recettes. Au Mexique, les impôts périodiques sur la propriété immobilière (*predial* en espagnol) relèvent de la responsabilité des municipalités, qui disposent généralement de faibles capacités techniques et ne sont guère incitées à les recouvrer. Seules 36 % des communes gèrent et recouvrent les impôts sur la propriété immobilière. Le recouvrement de l'impôt sur les biens immobiliers dépend dans une large mesure de la cohérence et de l'uniformité de l'évaluation foncière, ainsi que de la mise à jour et de la gestion correctes des cadastres municipaux. L'expérience de certains pays de l'OCDE donne à penser que la conclusion d'accords entre différents niveaux d'administration peut faciliter l'actualisation du cadastre et le recouvrement des impôts périodiques sur la propriété immobilière (Encadré 2.3). Certaines communes mexicaines gagneraient à conclure des accords avec l'administration de l'État fédéré dans lequel elles se situent en vue du recouvrement de ces impôts, et avec l'administration fédérale pour compléter et actualiser le cadastre, en particulier celles dont le cadastre est incomplet ou obsolète. L'établissement de taux d'imposition minimums au niveau fédéral peut éviter une course au moins-disant entre les communes. Un effort visant à construire une plateforme d'informations cadastrales afin de faciliter l'échange de données géoréférencées entre les trois niveaux d'administration a été engagé pour la première fois, et des technologies modernes, comme la photogrammétrie aérienne (Ethos, 2021<sup>[12]</sup>) ont commencé à être utilisées.

## Graphique 2.23. Le Mexique tire la majeure partie de ses recettes fiscales de la taxe sur la valeur ajoutée

En % des recettes fiscales totales, 2021



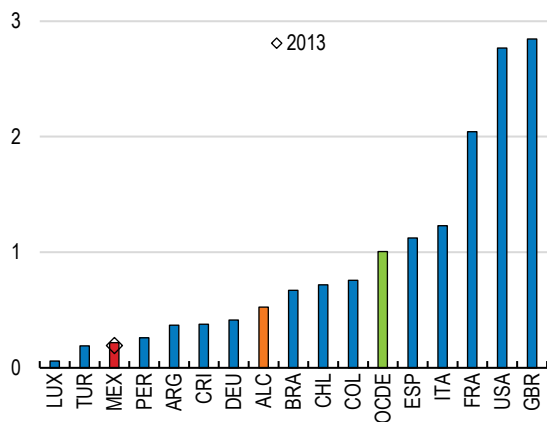
Note : L'agrégat ALC correspond à la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou. La moyenne de l'OCDE porte sur l'année 2020.

Source : OCDE, *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.

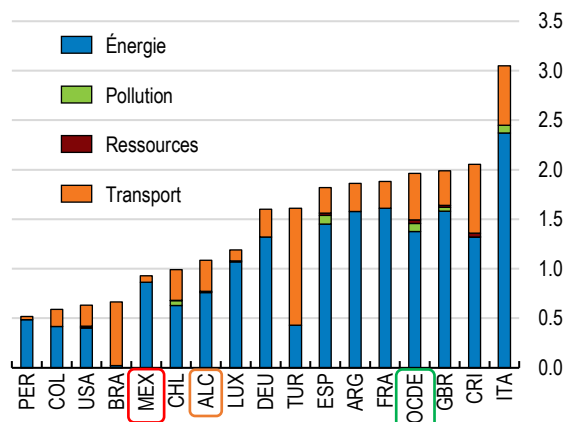
StatLink <https://stat.link/6lm52d>

## Graphique 2.24. Les recettes au titre des impôts sur la propriété immobilière et des taxes liées à l'environnement peuvent être augmentées

**A. Impôts sur les biens immobiliers**  
% du PIB, 2021 ou année la plus récente



**B. Recettes fiscales liées à l'environnement par principale assiette fiscale**  
% du PIB, 2021



Note : L'agrégat ALC correspond à la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou. La valeur pour l'OCDE correspond à la moyenne non pondérée de tous les pays membres pour lesquels des données sont disponibles.

Source : OCDE, Base de données mondiale des statistiques des recettes publiques.

StatLink <https://stat.link/gpu8hv>

### Encadré 2.3. Enseignements tirés de l'amélioration des cadastres en Colombie

La Colombie est le pays d'Amérique latine où les recettes au titre des impôts périodiques sur la propriété immobilière sont, en pourcentage, les plus importantes. En 2021, les recettes au titre de ces impôts représentaient environ 0.8 % du PIB, soit quatre fois plus qu'au Mexique.

Comme dans de nombreux pays, de nombreuses collectivités locales ont eu du mal à actualiser les valeurs cadastrales. Pour remédier à ce problème, la Colombie a mis en place en 2020 le « cadastre polyvalent » (*Catastro Multipropósito*), qui impliquait une reconfiguration des fonctions cadastrales, celle-ci faisant l'objet d'une adoption progressive. Malgré la nouveauté de ce système, les communes où il est en place font état d'une hausse de leurs recettes comprise entre 11 % et 30 % en 2022. Par exemple, à Soacha, une commune où le cadastre n'avait pas été mis à jour depuis 12 ans, les recettes ont augmenté de 250 % (Verástegui Niño, 2022<sup>[13]</sup>).

Dans le cadre de ce nouveau système, les différents niveaux d'administration et opérateurs collaborent à la collecte, au stockage et à la mise à jour des informations juridiques, physiques et économiques sur les biens immobiliers (Verástegui Niño, 2022<sup>[13]</sup>). Ce système repose sur trois acteurs : i) un institut géographique (*Instituto Geográfico Agustín Codazzi*), qui opère au niveau national et est la principale autorité cadastrale, établissant toutes les réglementations nécessaires et prenant directement en charge la gestion cadastrale des municipalités ou des régions qui ne disposent pas d'un gestionnaire cadastral ; ii) les gestionnaires cadastraux, qui sont des entités publiques chargées de gérer les responsabilités cadastrales (il peut s'agir de personnes, d'entités régionales ou locales ou d'associations d'entités ayant conclu un accord de collaboration); et iii) les opérateurs cadastraux, entités publiques ou privées dotées de capacités techniques reconnues qui mettent en œuvre de manière effective les procédures cadastrales en vertu d'un contrat.

Les taxes liées à l'achat, à la possession et à l'utilisation de véhicules sont devenues une source importante de recettes fiscales pour de nombreux pays de l'OCDE et sont de plus en plus conçues pour influencer le comportement des consommateurs à des fins environnementales. Au Mexique, la taxe sur la propriété et l'utilisation des véhicules (*tenencia*) a été transférée aux États par l'administration fédérale en 2012. Actuellement, moins de la moitié des 32 États la perçoivent. Les estimations du ministère des Finances indiquent que les recettes liées à son recouvrement pourraient croître de 0.2 % du PIB (Tableau 2.6) avec un taux de respect des obligations fiscales de 70 %. L'administration fédérale pourrait davantage encourager les États à collecter cette taxe et à renforcer son effet sur l'environnement, par exemple en majorant les transferts fédéraux en faveur des États qui le font. Elle pourrait également fixer des taux d'imposition minimums au niveau fédéral afin d'éviter une course au moins-disant entre les États dans certaines régions du Mexique. Une refonte de la taxe sur les véhicules visant à ce que celle-ci tienne compte de leur performance environnementale encouragerait également l'utilisation de véhicules plus économes en énergie, comme cela se fait dans plusieurs pays de l'OCDE tels que la France ou Israël. Il est également possible de rendre le système fiscal plus vertueux du point de vue environnemental en élargissant la portée de la tarification du carbone (voir le chapitre 3).



Tableau 2.6. Estimation indicative de l'incidence budgétaire de certaines recommandations

Recommandation budgétaire	Estimation de l'incidence sur le solde budgétaire, en % du PIB
<b>Recettes</b>	
Élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	+0.7
Augmenter les recettes des impôts périodiques sur la propriété immobilière	+1.2
Augmenter les recettes de la taxe sur les véhicules	+0.3
Élargir l'assiette et relever le taux de la taxe carbone	+1.4
<i>Total des recettes supplémentaires</i>	+3.6
<b>Dépenses</b>	
Renforcer l'investissement public	-1.3
Mettre en place un réseau d'accueil des jeunes enfants au niveau fédéral	-0.7
Étoffer les services de prise en charge professionnelle des personnes âgées	-0.5
Renforcer les programmes d'enseignement	-1.0
<i>Total des dépenses supplémentaires</i>	-3.5
<b>Variation du solde primaire en résultant</b>	<b>+0.1</b>

Note : Les chiffres figurant dans ce tableau sont des estimations, certaines d'entre elles étant incertaines. La mise en œuvre de ces mesures prendrait plusieurs années.  
Source : Calculs de l'OCDE.

Il est également possible de rendre le système fiscal plus progressif, sa contribution à la réduction des inégalités de revenu étant faible. Pour ce faire, on pourrait abaisser le seuil de la tranche supérieure d'imposition du revenu des personnes physiques, qui est très élevé en comparaison internationale, comme indiqué dans l'Étude économique de 2022 consacrée au Mexique. Au Mexique, le seuil de revenu à partir duquel les contribuables célibataires sont soumis au taux légal d'imposition le plus élevé est fixé à 25 fois le salaire moyen, alors qu'il est de 6 fois le salaire moyen dans les pays de l'OCDE en moyenne. Un élargissement des bases d'imposition, passant par la suppression des exonérations dont bénéficient les contribuables les plus aisés, comme le recommandait l'Étude économique de 2022, permettrait également d'accroître les recettes sans relever les taux d'imposition et renforcerait la progressivité du système. Une part importante du panier de consommation est taxée à taux zéro ou exonérée, comme indiqué dans l'Étude économique de 2022. La suppression de ces exonérations et la mise en place d'aides sociales ciblées sur les ménages appartenant aux premiers déciles de la distribution du revenu pourraient dégager des recettes importantes, mais elles présentent des difficultés importantes en matière d'économie politique. À court terme, les exonérations dont bénéficient en particulier les ménages à revenu élevé, comme celles qui s'appliquent aux biens culturels, à l'éducation ou à certains services financiers tels que les contrats d'assurance, pourraient être progressivement supprimées. Un nouvel élargissement de l'assiette de la TVA pourrait être une option à moyen terme, une fois que les outils disponibles pour cibler les programmes sociaux destinés à atténuer les effets de la hausse des prix se seront améliorés. La suppression graduelle des dépenses fiscales associées à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui elles aussi sont importantes et ont un caractère régressif, accroîtrait les recettes de manière progressive. Les dépenses fiscales qui bénéficient aux contribuables les plus aisés concernent notamment les dépôts sur comptes d'épargne spéciaux et pour l'acquisition de parts de sociétés d'investissement, les primes d'assurance maladie et les frais d'éducation.

En outre, les recettes fiscales pourraient être sensiblement accrues par la réduction de l'économie informelle. Une stratégie globale serait nécessaire à cette fin, prévoyant des mesures dans différents domaines d'action des pouvoirs publics, comme on le verra plus en détail aux chapitres 3 et 4 de la présente Étude. Un régime fiscal simplifié ciblant les travailleurs indépendants et les PME a été mis en place en 2021 (*Régimen de confianza*) pour faciliter la régularisation des activités informelles. Une évaluation de ce dispositif pourrait contribuer à améliorer sa conception pour que les PME s'acquittent mieux de leurs obligations fiscales, cette évaluation faisant partie de la stratégie globale visant à réduire l'économie informelle.

Pour garantir la crédibilité et la stabilité de son système d'imposition à moyen terme, le Mexique devrait également continuer à faire preuve de volontarisme dans le cadre des efforts déployés actuellement au niveau international pour harmoniser les normes fiscales et éviter les phénomènes d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéficiaires. Les régimes fiscaux spéciaux du Mexique, qui accordent des réductions d'impôt aux entreprises situées dans certaines zones, comme celles qui se situent à la frontière avec les États-Unis, sont l'un des éléments de sa stratégie pour attirer les investissements directs étrangers. Adapter les règles fiscales internes en les alignant sur les nouvelles normes internationales constitue la meilleure façon pour le Mexique de continuer à attirer les investissements directs étrangers et de préserver sa solide réputation en matière de coopération internationale et de transparence sur les questions fiscales, et permettrait également d'accroître les recettes fiscales. Cependant, les progrès accomplis en vue d'établir un taux d'imposition effectif minimum des sociétés de 15 % à l'échelle mondiale signifient que des éléments tels que la disponibilité de travailleurs hautement qualifiés ou un mix électrique vert deviendront de plus en plus importants pour attirer les investissements directs étrangers (voir les chapitres 3 et 4).

#### **2.4.2. Renforcer le cadre budgétaire**

Le cadre budgétaire actuel a contribué au respect du principe de prudence budgétaire et à la viabilité de la dette. Toutefois, dans sa configuration actuelle, ce cadre ne prévoit pas de politiques budgétaires contracycliques. Sa capacité à lisser les cycles économiques et à apporter un soutien en période de fléchissement de l'activité est limitée. Au lieu de cela, il privilégie les fortes réductions des dépenses pour atteindre les objectifs budgétaires.

Trois fonds de stabilisation et trois règles budgétaires constituent les piliers du cadre budgétaire du Mexique. Il existe actuellement deux fonds de stabilisation au niveau fédéral et un troisième au niveau infranational. Les fonds fédéraux reçoivent une partie des recettes pétrolières annuelles. Ils visent à compenser les réductions de recettes par rapport à ce qui a été adopté dans le budget d'une année donnée. Les fonds ont été épuisés pendant la pandémie et les autorités étudient plusieurs options pour les reconstituer. Ils ont jusqu'à présent été financés par les recettes pétrolières. Le Mexique n'est plus une économie pétrolière, ses recettes pétrolières diminuent, et il est peu probable que celles-ci soient suffisantes pour financer les fonds. L'élargissement des sources de financement des fonds de stabilisation est donc une priorité. À l'heure actuelle, les marges de manœuvre budgétaires du principal fonds de stabilisation s'élèvent à 0.3 % du PIB. Un projet de loi est en cours d'examen au congrès, qui prévoit l'ajout de deux autres sources de financement. Cela renforcera le rôle d'amortisseurs budgétaires éventuels des fonds.

Le Mexique a mis en place trois règles budgétaires : deux règles d'équilibre budgétaire et une règle de dépenses courantes structurelles, comme indiqué dans l'Étude économique de 2022 (OCDE, 2022<sup>[3]</sup>). Les deux règles d'équilibre privilégient l'atteinte des objectifs budgétaires *via* des réductions des dépenses discrétionnaires et ne sont pas reliées à un ancrage budgétaire à moyen terme. La couverture de la règle de dépenses actuelle, qui correspond à 36 % des dépenses du secteur public, est trop restreinte et l'empêche de lisser les dépenses sur l'ensemble du cycle. Le remplacement des deux règles de solde budgétaire par un mécanisme d'ancrage de la dette et l'élargissement de la part des dépenses publiques couvertes par la règle de dépenses, comme le recommandait l'Étude économique de l'OCDE de 2022, renforcerait le cadre budgétaire du Mexique et sa capacité à prévenir les crises futures, à reconstituer des marges de manœuvre budgétaires et à faire face aux chocs. Le Canada et la Suède font partie des pays de l'OCDE où les points d'ancrage de la dette complètent avec succès les règles budgétaires existantes. Les efforts pour mettre en place ces mécanismes progressent également dans d'autres pays de la région, comme le Chili.

Ces changements impliqueraient de réformer en profondeur la loi sur le budget fédéral et la responsabilité budgétaire, ce qui nécessiterait des efforts soutenus pour parvenir au consensus politique nécessaire.

Dans l'intervalle, le Mexique aurait tout à gagner à mettre en place un cadre budgétaire pluriannuel, comme l'ont fait de nombreux pays de l'OCDE (Encadré 2.4). Cela permettrait d'éviter de se focaliser exclusivement, comme c'est le cas actuellement, sur l'affectation des dépenses et l'objectif budgétaire pour l'année suivante. Le processus budgétaire du Mexique pourrait être soutenu et encore amélioré par la création d'un conseil budgétaire indépendant et doté de ressources suffisantes, comme cela a été recommandé dans les précédentes Études économiques de l'OCDE (OECD, 2022<sup>[3]</sup>), (OCDE, 2019<sup>[14]</sup>) et conformément aux Principes de l'OCDE relatifs aux institutions budgétaires indépendantes.

#### Encadré 2.4. Cadres budgétaires à moyen terme dans les pays de l'OCDE

Aujourd'hui, la plupart des pays de l'OCDE ont mis en place un cadre budgétaire pluriannuel (OCDE, 2019<sup>[15]</sup>). Ils s'inscrivent généralement dans un horizon de 3 à 4 ans, y compris l'exercice budgétaire budgétisé. Dans des pays comme l'Allemagne, le Canada, la France, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la Suède ou la Suisse, les gouvernements présentent leur projet de loi de finances pluriannuel à leur parlement respectif, en détaillant le budget proposé pour l'exercice budgétaire à venir et les exercices suivants. Les cadres de budgétisation pluriannuels regroupent les politiques budgétaires à court et moyen terme, ce qui aide les pouvoirs publics à aligner leurs décisions budgétaires sur des objectifs à long terme, par exemple en matière d'investissements dans l'éducation, la santé, les infrastructures ou la protection de l'environnement. La budgétisation pluriannuelle permet également d'améliorer la planification, la reddition de comptes et l'évaluation. En fixant des cibles et des objectifs sur une période pluriannuelle, les ministères obtiennent des assurances quant aux ressources disponibles, peuvent suivre les progrès réalisés et évaluer l'efficacité de leurs politiques et de leurs décisions en matière de dépenses.

La crédibilité du cadre budgétaire mexicain pourrait également être encore renforcée si le soutien à PEMEX était plus transparent et plus prévisible. Malgré des prix du pétrole qui lui sont favorables et le soutien continu du gouvernement fédéral, la situation de PEMEX reste difficile. Le soutien de l'administration fédérale a pris la forme d'un allègement de la charge fiscale, d'injections de liquidités exceptionnelles, d'investissements en capital et d'un soutien explicite lors des levées de fonds. Ses dettes s'élèvent à 15 % du PIB, faisant de PEMEX un important passif éventuel pour l'État. La matérialisation de passifs éventuels importants peut être une source majeure de difficultés budgétaires, comme le montre l'exemple de plusieurs pays de la zone euro dans les années 2010 (ECB, 2021<sup>[16]</sup>). Le budget 2024 prévoit explicitement pour la première fois le soutien financier que PEMEX recevra en 2024, soit 8.5 milliards USD (0.5 % du PIB), qui aidera celle-ci à honorer ses échéances, dont le montant s'élève à 10.9 milliards USD (0.7 % du PIB) en 2024. Selon les estimations, PEMEX aura besoin de 20 milliards USD de soutien supplémentaire par an (1.1 % du PIB de 2023) entre 2024 et 2027 (FitchRating, 2023<sup>[17]</sup>). Le Mexique devrait subordonner tout soutien à PEMEX à la mise en œuvre d'une stratégie transparente et crédible pour améliorer ses résultats en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), et notamment à la mise en œuvre d'une stratégie explicite d'adaptation aux évolutions en cours sur le marché de l'énergie et de réduction de son empreinte carbone. Faire en sorte que la gouvernance de PEMEX et des autres entreprises publiques soit conforme aux Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques (OCDE, 2015<sup>[18]</sup>), comme recommandé dans l'Étude économique de l'OCDE de 2022, renforcerait également les incitations à l'amélioration des résultats en matière de performances, de responsabilité et de transparence.

Tableau 2.7. Recommandations pour renforcer encore les politiques macroéconomiques

PRINCIPALES CONCLUSIONS	RECOMMANDATIONS DU CHAPITRE 2 (Principales recommandations en gras)
La politique budgétaire aura une orientation expansionniste en 2024, compte tenu de l'augmentation des dépenses sociales et de l'investissement public. Cela pourrait contribuer à satisfaire les besoins sociaux et à soutenir la croissance à moyen terme, mais aussi accentuer le risque de forte inflation.	<b>Réduire l'orientation expansionniste de la politique budgétaire en ciblant l'augmentation des dépenses sociales et des mesures d'aide énergétique sur les ménages à faibles revenus et en fondant les projets d'investissement public sur de solides analyses coûts-avantages.</b>
Les subventions aux combustibles non ciblées, mises en place pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages, ont permis de contenir l'inflation globale pour un coût budgétaire de 1.3 % du PIB.	Mettre en place des aides plus ciblées et de meilleures incitations aux économies d'énergie.
Les dépenses publiques sont faibles en comparaison internationale. Les dépenses publiques de retraite sont orientées à la hausse, mais celles qui concernent d'autres domaines essentiels, comme l'éducation par exemple, ont diminué en pourcentage du PIB. Les mesures prises pour réduire l'évasion et la fraude fiscales ont favorisé la perception de recettes, mais le ratio impôts/PIB est le plus faible de la zone OCDE. Il est possible de rendre le système fiscal plus progressif.	<p><b>Augmenter progressivement les dépenses publiques dans des domaines propices aux gains de productivité, tels que l'enseignement, la double transition numérique et écologique et la lutte contre la criminalité.</b></p> <p><b>Accroître progressivement les recettes fiscales :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en améliorant le recouvrement des impôts sur la propriété immobilière ;</li> <li>• en supprimant progressivement les exonérations d'impôt sur le revenu des personnes physiques qui sont inefficaces et régressives, et en abaissant le seuil d'application du taux maximal de cet impôt ;</li> <li>• en élargissant peu à peu l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA);</li> <li>• en continuant à favoriser la discipline fiscale.</li> </ul> <p>Mettre en place des accords de collaboration entre les trois niveaux d'administration pour actualiser le cadastre.</p> <p>Subordonner certains transferts aux États à la perception par ces derniers de la taxe sur les véhicules et à la refonte de celle-ci pour qu'elle encourage l'utilisation de véhicules plus efficaces sur le plan énergétique.</p>
Le bénéfice d'une augmentation des dépenses publiques dans des domaines essentiels serait maximisé si celle-ci s'accompagnait d'une intensification des efforts visant à en accroître l'efficacité.	<b>Recourir plus systématiquement aux examens des dépenses, à l'analyse coûts-avantages des projets d'infrastructures publiques, aux critères de ressources dans les programmes sociaux et aux évaluations périodiques de ces derniers.</b>
Face à la récession provoquée par la pandémie, le Mexique a quasiment épuisé ses fonds de stabilisation. Le Mexique n'est plus une économie pétrolière et il est peu probable que les recettes pétrolières permettent de reconstituer ces fonds.	Continuer d'élargir les sources de financement des fonds de stabilisation.
Les autorités sont très attachées à la prudence budgétaire, mais le cadre budgétaire actuel favorise la pratique de coupes marquées dans les dépenses pour atteindre les objectifs budgétaires, et il ne permet guère de soutenir l'économie en cas de choc négatif.	<p><b>À court terme, élaborer un cadre budgétaire pluriannuel.</b></p> <p><b>À moyen terme, remplacer les deux règles d'équilibre budgétaire par un mécanisme d'ancrage de la dette et élargir la portée de la règle de dépenses.</b></p>
L'inflation s'est atténuée, mais reste persistante dans les services, et les anticipations d'inflation à un an restent supérieures à l'objectif visé.	<p><b>Continuer à mener une politique monétaire restrictive pour que l'inflation revienne durablement vers l'objectif visé.</b></p> <p>Continuer d'évaluer la stratégie de communication sur la politique monétaire.</p>
Le salaire minimum a sensiblement augmenté, puisqu'il est passé de 42 % du salaire médian dans le secteur formel en 2018 à 59 % en 2023.	<p>Lier de nouvelles hausses du salaire minimum aux gains de productivité du travail.</p> <p>Garantir l'indépendance du comité consultatif sur le salaire minimum et renforcer son expertise technique en y nommant des experts du marché du travail issus du monde universitaire.</p>
Le Mexique a progressivement pris des mesures décisives pour renforcer la stabilité du système financier, mais des difficultés subsistent. La surveillance n'est exercée sur base consolidée que dans toute la mesure du possible.	<p>Adopter une législation garantissant que les conglomérats financiers sont surveillés sur une base consolidée.</p> <p>Améliorer la disponibilité des informations financières sur les entreprises et les personnes.</p>
Malgré des améliorations récentes, l'inclusion financière reste relativement faible.	Poursuivre les efforts visant à élargir l'accès aux financements, notamment en améliorant l'éducation financière, en stimulant la concurrence sur les marchés des cartes de paiement et en continuant à promouvoir les technologies financières (FinTech).
Dans le cadre de ses efforts innovants pour développer la finance durable, le Mexique a créé la première taxonomie mondiale qui couvre à la fois les	Intégrer progressivement la taxonomie environnementale et sociale dans la réglementation en veillant à ce qu'elle reste conforme aux normes

activités environnementales et sociales afin de fournir des définitions transparentes et cohérentes aux investisseurs.	internationales.
La mise en place d'un conseil budgétaire permettrait de soutenir et d'améliorer encore le processus budgétaire du Mexique.	Mettre en place un conseil budgétaire indépendant et doté de ressources suffisantes.
PEMEX représente un important passif éventuel pour l'État. Malgré un contexte favorable pour les prix du pétrole et en dépit du soutien continu des pouvoirs publics, sa situation reste difficile en raison de ses flux de trésorerie disponible négatifs et de ses amples besoins de refinancement.	Subordonner la poursuite éventuelle du soutien à la mise en place, par PEMEX, d'une stratégie transparente et crédible d'amélioration de ses résultats dans le domaine environnemental et social et dans celui de la gouvernance (ESG), et aligner la gouvernance de toutes les entreprises publiques sur les Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques.

## Références

- Banxico (2023), « Informe de Estabilidad Financiera ». [4]
- Banxico (2023), « Informe trimestral, enero-marzo 2023 ». [2]
- CONEVAL (2023), « Medición de Pobreza 2022 ». [8]
- ECB (2021), « Contingent liabilities: past materialisations and present risks », *Financial Stability Review, May 2021. European Central Bank.* [16]
- Ethos (2021), *El impuesto predial: la oportunidad que todos dejan pasar*, Ethos Laboratorio de Políticas Públicas. [12]
- FitchRating (2023), « Mexico's Budgeted Pemex Support is Directionally Positive », *Non-Rating Action Commentary.* [17]
- IMF (2022), « Mexico: 2022 Article IV. IMF Country Report No. 22/334; November, 2022 », 2022. [5]
- INEGI (2023), « Indicador Trimestral de la Actividad Económica Estatal Segundo trimestre de 2023 ». [1]
- Marten, M. et K. van Dender (2019), « The use of revenues from carbon pricing », *OECD Taxation Working Papers*, n° 43, OECD Publishing, Paris. [20]
- OCDE (2022), *Statistiques des recettes publiques 2022 : L'impact du COVID-19 sur les recettes fiscales de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/96463460-fr>. [10]
- OCDE (2019), *Budgétisation et dépenses publiques dans les pays de l'OCDE en 2019*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/g2g99370-fr>. [15]
- OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Mexique 2019 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/4ce8eb1a-fr>. [14]
- OCDE (2015), *Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques, Édition 2015*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264244221-fr>. [18]
- OECD (2022), « International Survey on Revenue Administration (ISORA): 2020 and 2021 ». [11]
- OECD (2022), « OECD Economic Surveys: Mexico 2022 ». [3]
- OECD (2019), *Supplement to Taxing Energy Use 2019: Country Note - Mexico*, OECD publishing, <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/taxing-energy-use-mexico.pdf> (consulté le 26 octobre 2021). [19]
- OECD (2009), « OECD Review of Budgeting in Mexico », *OECD Journal on Budgeting.* [7]
- OECD et al. (2023), *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/a7640683-en>. [9]
- SHCP (2023), « Taxonomía sostenible de México. Primera Edición: Marzo 2023 », *Secretaría de Hacienda y Crédito Público (SHCP).* [6]
- Verástegui Niño, E. (2022), « La gestión catastral como mecanismo para aumentar los ingresos de las entidades territoriales por medio del cobro del impuesto predial », *Revista de Derecho Fiscal*, pp. 183-204. [13]

# 3

## Exploiter les possibilités offertes par les délocalisations de proximité en renforçant la productivité et en luttant contre le changement climatique

Alberto González Pandiella, OCDE

Alessandro Maravalle, OCDE

---

Le Mexique présente nombre d'atouts pour accroître sa productivité et constituer une destination très attrayante pour les investissements des entreprises désireuses de relocaliser leurs activités en Amérique du Nord. Il a également aujourd'hui une occasion inédite de faire bénéficier l'ensemble du pays des avantages du commerce international, d'approfondir l'intégration des petites et moyennes entreprises (PME) dans les chaînes de valorisation, ainsi que de multiplier et d'améliorer les liens noués au sein des chaînes de valeur internationales. Les délocalisations de proximité offrent aussi la possibilité d'intensifier les efforts pour répondre au changement climatique et l'atténuer. Pour tirer pleinement parti de ce potentiel, le pays devra remédier à des problèmes de longue date concernant les transports et la connectivité numérique, la réglementation, l'État de droit, les énergies renouvelables et le manque d'eau.

---

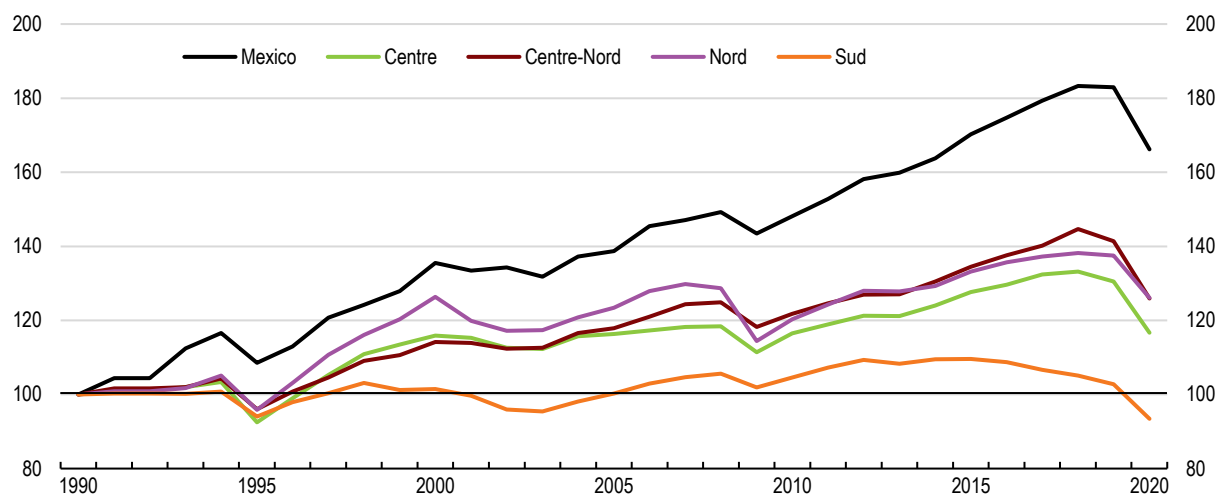


Le Mexique est très ouvert aux échanges et aux investissements internationaux. La signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994 a enclenché une transformation de l'économie mexicaine, laquelle s'est profondément intégrée dans les chaînes de valeur mondiales de secteurs manufacturiers comme l'automobile et l'électronique, les exportations, exprimées en pourcentage du PIB, ayant triplé depuis 1988. La mise à jour de l'ALENA et la recombinaison actuelle des chaînes de valeur mondiales (CVM) créent de nouvelles possibilités prometteuses pour le Mexique, lequel pourrait les exploiter pour faire profiter l'ensemble du pays des avantages du commerce international, et pas seulement les régions du nord et du centre du pays, qui ont largement bénéficié du potentiel d'exportations offert par l'ALENA, contrairement aux régions méridionales (Graphique 3.1). Un partage des gains générés par les délocalisations de proximité permettrait aussi d'éviter une croissance excessive des agglomérations, laquelle accentuerait les difficultés déjà existantes en matière d'accessibilité financière des logements et de fourniture de services publics (voir le chapitre 5), et l'apparition de nouvelles zones de pauvreté urbaine.

La récente refonte de l'investissement public vise à réorienter fortement les ressources vers les États du sud du pays. Le pays compte plusieurs grands projets d'infrastructures, dont le Corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec : celui-ci doit relier les océans Pacifique et Atlantique par un chemin de fer, destiné au transport de marchandises et de passagers, pour donner naissance à une plateforme logistique au sud-est du Mexique et s'accompagnera de la modernisation de différents ports et la création de 10 zones industrielles.

### Graphique 3.1. L'approfondissement de l'intégration commerciale a profité aux régions du sud et du centre du Mexique

PIB réel par habitant par groupe régional, indice 1990 = 100



Note : L'agrégat « Sud » ne comprend pas l'État de Campeche, où se concentre la production de pétrole et dont le PIB par habitant ne reflète pas fidèlement le niveau de vie des habitants.

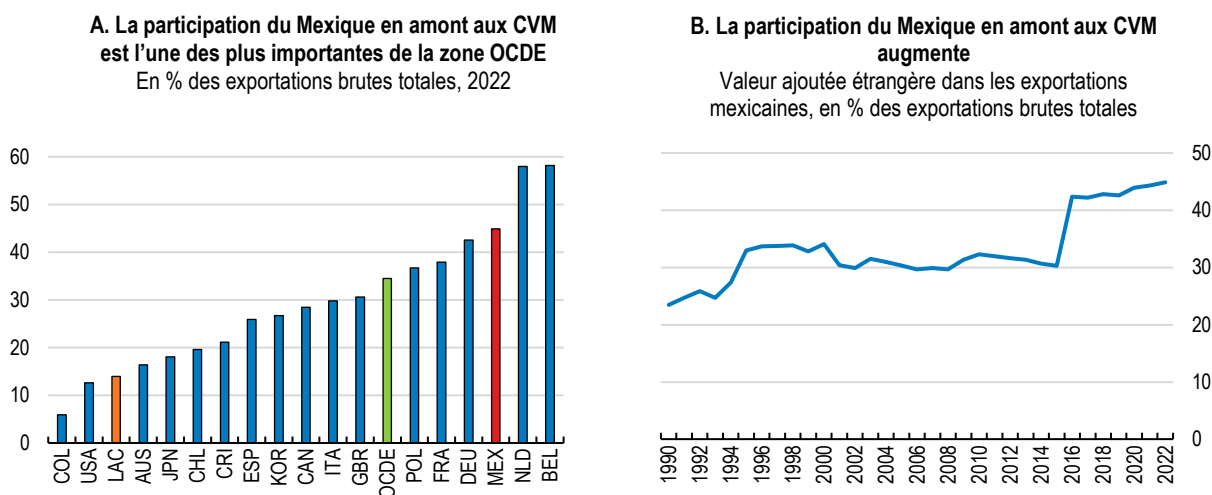
Source : Institut mexicain de statistique (Instituto Nacional de Estadística y Geografía, INEGI).

StatLink  <https://stat.link/lobyrv>

Les délocalisations de proximité donnent aussi au Mexique la possibilité de faire de grands progrès dans la lutte contre le changement climatique. À un moment où les entreprises manufacturières s'efforcent de plus en plus de décarboner leurs processus de production à l'échelle mondiale, le Mexique détient un avantage comparatif considérable grâce à ses ressources énergétiques renouvelables, importantes et encore inexploitées. Une transition au profit de sources bas carbone permettrait à la fois d'attirer des investissements et de réduire l'empreinte carbone du pays. L'amélioration des infrastructures de transport et de la logistique aurait pour effet de faire baisser les émissions associées au transport de marchandises. Dans le même esprit, étant donné que les entreprises accordent de plus en plus d'importance aux considérations environnementales lorsqu'elles choisissent leur site de fabrication et de production, un pays peut désormais accroître sa compétitivité en renforçant ses mesures d'atténuation du changement climatique, car ces dernières augmentent la disponibilité de certains intrants, comme l'eau, et diminuent les risques opérationnels pour les entreprises.

Les délocalisations de proximité ouvrent aussi des perspectives d'amélioration des liens noués au sein des chaînes d'approvisionnement puisqu'elles pourraient permettre au Mexique de substituer des fonctions à plus forte valeur ajoutée aux processus d'assemblage à faible coût actuels. Le Mexique est bien intégré en amont des CVM (autrement dit, la part de la valeur ajoutée étrangère dans ses exportations brutes est élevée). Cette participation en amont aux CVM a augmenté au fil du temps (Graphique 3.2 et (Vidal et González Pandiella, à paraître<sup>[11]</sup>)) et a dopé les exportations et l'emploi. À l'inverse, la participation du Mexique en aval (à savoir la part de la valeur ajoutée mexicaine dans les exportations étrangères) est faible et a peu progressé.

### Graphique 3.2. La participation du Mexique en amont aux chaînes de valeur mondiales est élevée et en hausse

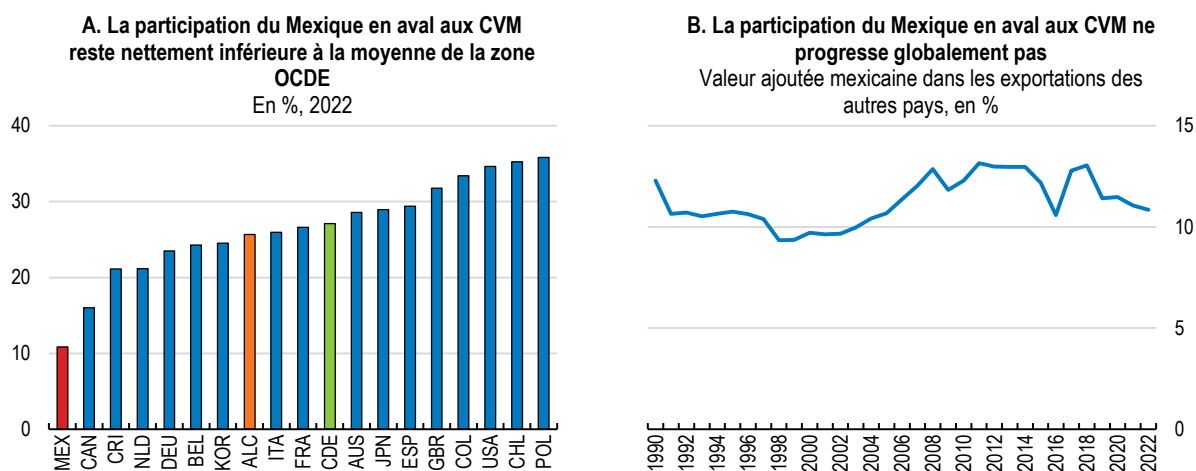


Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

Source : CNUCED-Eora, Tableaux multirégionaux d'entrées-sorties (1990-2017) et estimations (2018-2022).

StatLink  <https://stat.link/jgtcby>

### Graphique 3.3. La participation du Mexique en aval aux chaînes de valeur mondiales demeure faible



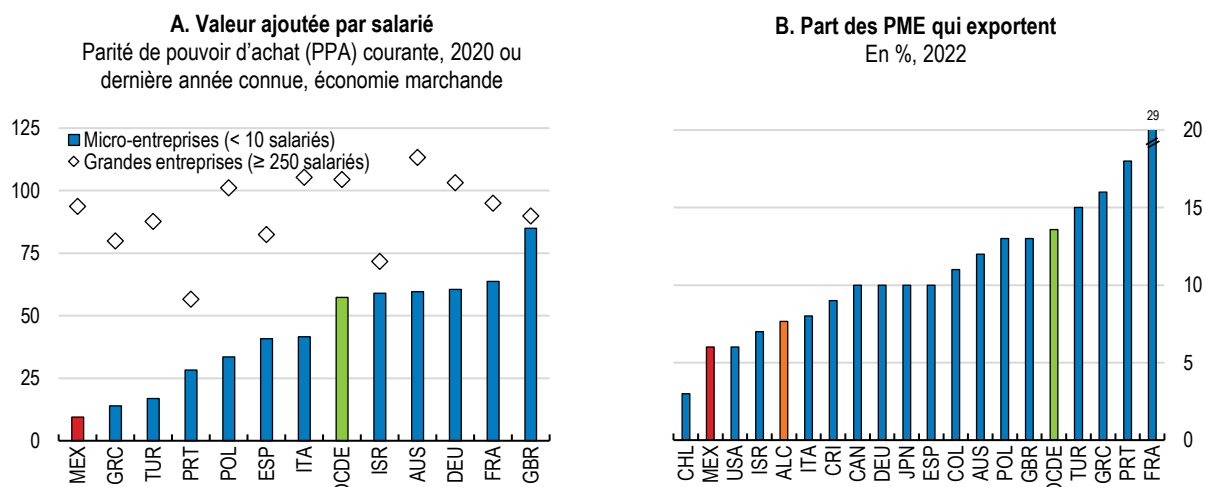
Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

Source : CNUCED-Eora, Tableaux multirégionaux d'entrées-sorties (*Multi-Regional Input-Output, MRIO*) (1990-2017) et estimations (2018-2022).

StatLink <https://stat.link/tyxuns>

Un autre défi important pour le Mexique est d'accroître la participation de ses PME aux échanges internationaux. Les PME sont l'épine dorsale de l'économie mexicaine : elles représentent plus de 99 % des entreprises du pays et concentrent environ 70 % de l'emploi. Cependant, seulement 5 % d'entre elles ont des activités de commerce extérieur. Cette situation s'explique essentiellement par la très petite taille de la plupart des PME mexicaines, qui sont en grande partie des microentreprises à faible productivité de moins de 10 salariés (Graphique 3.4). Renforcer la productivité des PME est une condition primordiale pour que ces dernières puissent accéder aux marchés internationaux, dans la mesure où elles doivent en amont répondre aux normes internationales de qualité et proposer des prix compétitifs. Le gouvernement a lancé un nouveau plan d'action (*Mano a mano*), pour favoriser l'inclusion institutionnelle, numérique et financière des PME. Par ailleurs, des programmes spécifiquement axés sur la participation des femmes aux échanges commerciaux (*Mujer Exporta Mexico*) ont également été mis en place

### Graphique 3.4. Les PME mexicaines affichent une faible productivité et peu d'entre elles exportent



Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : le Chili, la Colombie et le Costa Rica.

Source : OCDE, *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat 2023*, Éditions OCDE, Paris.

Les PME mexicaines peuvent accroître leur productivité et leur valeur ajoutée en devenant des fournisseurs ou des partenaires d'entreprises financées par l'investissement direct étranger (IDE), comme l'illustrent des expériences fructueuses dans plusieurs pays de l'OCDE (Encadré 3.1) et tirer parti de ces nouveaux liens commerciaux pour étendre leurs activités à l'international. Le Mexique a créé un programme en quatre phases pour aider les PME à devenir des fournisseurs locaux d'entreprises qui se développent au Mexique ou qui s'y installent. Ce programme passe par un diagnostic des besoins de chaque secteur, une offre de formations ciblant les PME et la mise en adéquation des processus des PME locales et des entreprises étrangères. Une étroite collaboration avec le secteur privé sera essentielle pour la réussite de cette initiative. Des procédures de certification peuvent aussi jouer un rôle de catalyseur. En effet, une entreprise qui obtient une certification reconnue au niveau international dans un domaine comme la sécurité et la qualité des produits ou la viabilité environnementale démontre par là sa détermination à satisfaire à des exigences élevées et à garantir la fiabilité des produits ou des services et peut plus facilement devenir un des fournisseurs de confiance d'une grande entreprise. Cependant, les procédures de certification sont généralement longues et onéreuses. Simplifier les procédures de certification et accompagner les PME, notamment par des aides financières, pourrait rendre ces procédures plus accessibles et augmenter les chances pour les PME d'accéder aux chaînes de valeur mondiales.

### Encadré 3.1. Aider les PME à tirer davantage parti des flux d'investissement direct étranger : l'exemple du Costa Rica

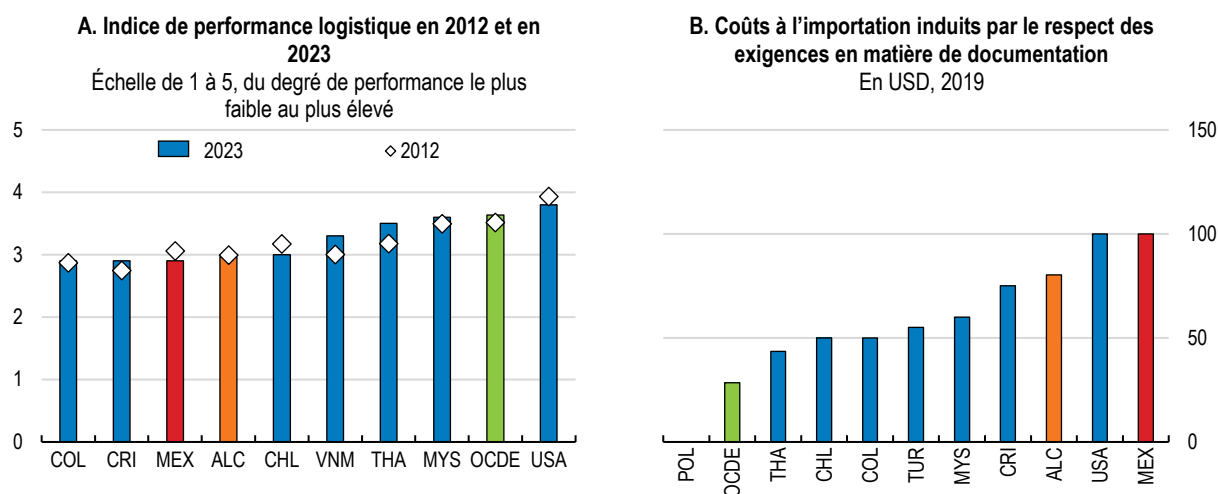
Parce qu'il apporte aux pays de destination des financements, des technologies de pointe et un savoir-faire, l'investissement direct étranger peut avoir des retombées positives sur les entreprises locales. Cependant, elles ne vont pas de soi et les données empiriques s'avèrent contrastées. Le Costa Rica est l'un des rares pays où ces retombées positives sont attestées par des éléments factuels solides (Alfaro-Urena et al., 2019<sup>[2]</sup>). Ainsi, quatre ans après leur première transaction, les entreprises costaricaines qui fournissent des entreprises étrangères affichent un volume de ventes, des effectifs, des actifs nets et des coûts totaux d'intrants respectivement 33 %, 26 %, 22 % et 23 % plus élevés que les autres. Quant à leur gain de productivité totale des facteurs, il est compris entre 4 % et 9 %. Le Costa Rica a mis en place des politiques visant clairement à favoriser ces relations commerciales. *Procomer*, une institution publique qui travaille aux côtés du ministère du Commerce, propose une série de services pour faciliter le rapprochement des entreprises locales et des multinationales dans le pays. Elle sélectionne et évalue des fournisseurs locaux et détermine s'ils correspondent aux besoins des entreprises étrangères. Elle prend notamment en compte leurs infrastructures, leur capacité de production, leur stratégie commerciale et leur capital humain. De plus, elle formule des recommandations pour qu'ils renforcent leurs résultats et les accompagne dans cette démarche. *Procomer* permet également aux entreprises locales et internationales d'échanger au moyen d'une plateforme électronique. Quelque 70 % des multinationales participent à cette initiative en indiquant leurs attentes en matière de produits et de services, en se rendant chez de potentiels fournisseurs locaux, en menant des audits et en donnant des conseils sur les améliorations que les entreprises locales pourraient appliquer. Outre la mise en relation classique entre les PME locales et les multinationales, le Costa Rica a récemment créé des programmes d'appui supplémentaires en vue de resserrer les liens entre les PME et les grandes institutions du secteur public, comme la caisse de sécurité sociale et la compagnie nationale d'électricité, et dans de nouveaux secteurs, tels que le tourisme et l'agriculture.

### 3.1. Améliorer la logistique et la connectivité numérique

En raison de la superficie du Mexique, la distance moyenne parcourue par les exportations jusqu'à un port ou un aéroport s'élève à 3 500 km, un chiffre bien supérieur à celui observé dans des pays comparables (World Bank, 2022<sup>[3]</sup>). Il est donc essentiel d'améliorer les infrastructures et la logistique, notamment dans les zones reculées, pour attirer l'investissement et accroître la productivité, ce qui permettrait aussi de réduire les émissions de carbone. Plusieurs projets d'infrastructure visant à renforcer la connectivité sont en cours : entre autres, le Corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec ; le train Maya, qui relie les États du sud, mais aussi des trains de banlieue à Monterrey et à Mexico.

D'après des indicateurs de performance logistique, le Mexique peut non seulement améliorer ses infrastructures, mais aussi la qualité de ses services logistiques (Graphique 3.5), lesquels comprennent le transport par camion, les opérations de transit et le courtage en douane. Le coût d'importation d'un container dans le respect des exigences en matière de documentation est de 100 USD au Mexique, contre moins de 60 USD en Malaisie, en Thaïlande et en Türkiye. De même, le temps nécessaire pour satisfaire aux exigences en matière de documentation et à la frontière en ce qui concerne les importations atteint un niveau record au Mexique : il représente respectivement 18 jours et 44 jours alors qu'il est seulement de 1 jour et de 0 jour en Pologne et de 2 jours et 7 jours en Türkiye (World Bank, 2022<sup>[3]</sup>). Ces chiffres sont cependant inférieurs en ce qui concerne les exportations. Selon les indicateurs de facilitation des échanges de l'OCDE, le Mexique peut réduire les coûts de logistique en utilisant davantage les décisions anticipées, en renforçant la disponibilité des informations, notamment grâce aux outils numériques, et en améliorant les procédures de recours. Ces mesures sont moins onéreuses que la construction d'infrastructures physiques et elles pourraient s'avérer très fructueuses. Le comité national pour la facilitation des échanges, qui réunit les organismes publics idoines et le secteur privé, pourra jouer un rôle important dans la poursuite de la convergence vers les meilleures pratiques de l'OCDE en matière de facilitation des échanges. De même, la coopération entre le Mexique et les États-Unis dans le cadre du dialogue économique de haut niveau en vue de renforcer la facilitation des échanges et les infrastructures à la frontière peut permettre un développement significatif du nord du pays. Enfin, abaisser les obstacles aux échanges dans les services liés à la logistique (Graphique 3.6), comme le courtage en douane, le transport routier, la manutention et l'entreposage de marchandises, aurait des effets positifs sur la concurrence et sur les coûts.

#### Graphique 3.5. Il est possible d'améliorer la logistique

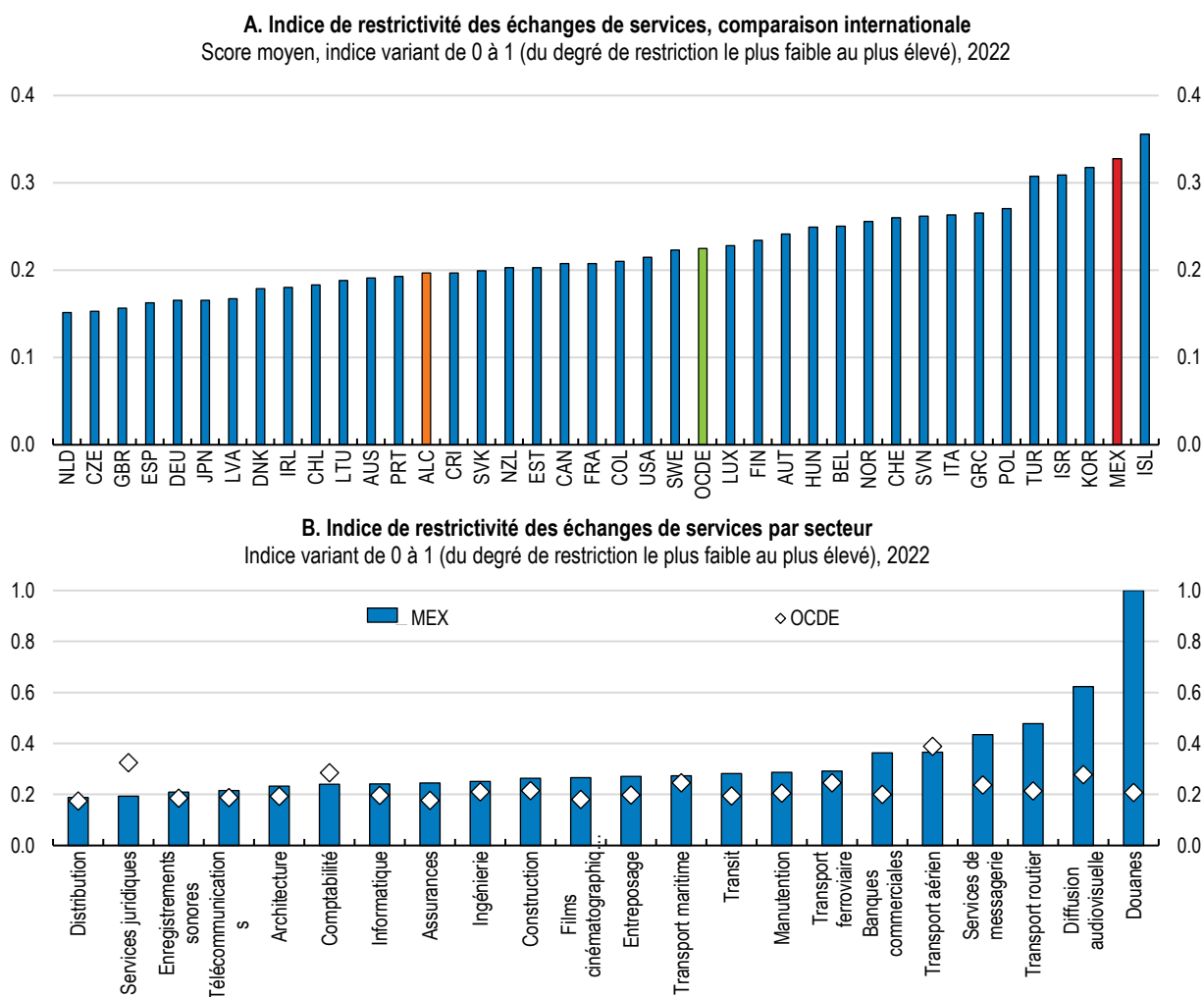


Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

Source : Banque mondiale, Indice de performance logistique 2023.

StatLink  <https://stat.link/4phiff>

### Graphique 3.6. Les restrictions qui pèsent sur les échanges de services sont fortes, en particulier dans le domaine de la logistique



Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : le Chili, la Colombie et le Costa Rica.

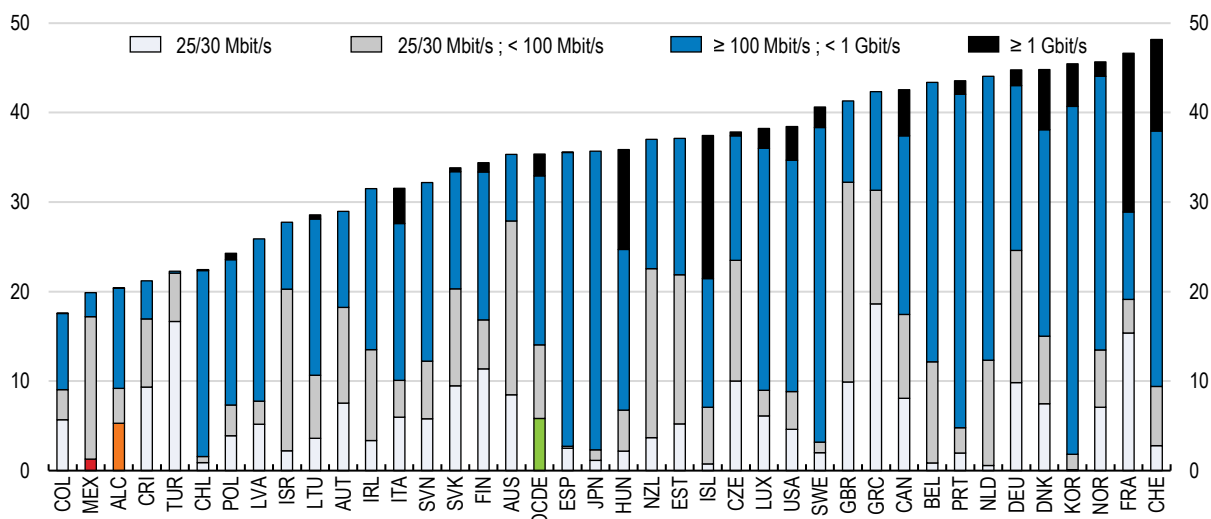
Source : OCDE, Indice de restrictivité des échanges de services (IRES).

StatLink  <https://stat.link/pedq50>

Un renforcement de la connectivité numérique peut remédier à l'éloignement des régions et faciliter la participation des PME aux échanges internationaux. Environ 30 % des entrepreneurs n'ont pas accès à l'Internet et les zones rurales et les communautés isolées sont souvent défavorisées en termes de services, surtout en ce qui concerne l'Internet haut débit (Graphique 3.7). L'accès aux infrastructures numériques demeure inégal selon les régions (Graphique 3.8). Malgré les investissements récents dans ce domaine, le niveau d'investissement est toujours relativement faible par rapport à d'autres pays. Une simplification de la réglementation encouragerait l'investissement. Le processus réglementaire est complexe et fragmenté, étant donné que de nombreux organismes publics et de réglementation contribuent à la surveillance de différentes dimensions de ce secteur. Les réglementations sont généralement trop complexes et présentent d'importants écarts à l'échelle locale et municipale, ce qui constitue un obstacle majeur au déploiement d'infrastructures.

### Graphique 3.7. Le Mexique est à la traîne dans le domaine du haut débit

Nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants, par vitesse de connexion, décembre 2022



Note : Mbit/s = mégabits par seconde et Gbit/s = gigabits par seconde. ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : le Chili, la Colombie et le Costa Rica.  
Source : OCDE, Portail sur le haut débit (base de données).

StatLink  <https://stat.link/6v9t15>

### Graphique 3.8. Les différences de connectivité numérique entre régions sont considérables

Indice de développement des infrastructures numériques, variant sur une échelle de 0 (développement le plus faible) à 100



Note : L'indice de développement des infrastructures numériques porte sur la couverture, l'accessibilité technique, la qualité, l'accessibilité financière et les infrastructures de données.  
Source : Centro México Digital (2023), *Índice de Desarrollo Digital Estatal 2023*.

StatLink  <https://stat.link/28jecn>

Le marché mexicain des technologies de l'information et des communications (TIC) est extrêmement concentré (OCDE, 2022<sup>[4]</sup>), étant donné qu'une entreprise compte plus de 60 % des abonnés à la téléphonie mobile. Or, une concurrence limitée peut entraîner des prix élevés et freiner le développement d'infrastructures numériques. Ouvrir ce marché en encourageant l'entrée de nouveaux acteurs



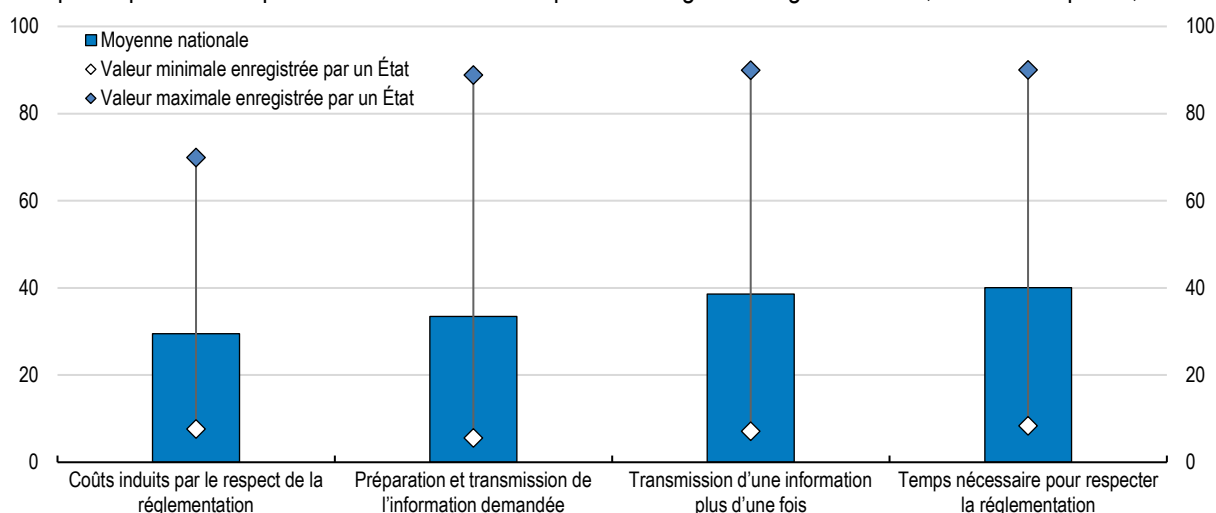
intensifierait la concurrence, favoriserait l'investissement, renforcerait l'accès au réseau et améliorerait la qualité. Ces gains bénéficieraient vraisemblablement le plus aux États méridionaux. Les entreprises dominantes sont tenues de partager les infrastructures, mais elles ne le font pas toujours et tendent à remettre en question la portée et l'application des règles de partage. Il est fondamental que l'autorité de régulation des télécommunications reste indépendante et soit dotée de moyens suffisants si l'objectif est d'accroître la concurrence dans le secteur et de faire respecter les réglementations existantes en matière de partage des infrastructures. L'administration fédérale a cessé de nommer de nouveaux commissaires, c'est pourquoi plusieurs postes du conseil d'administration de l'autorité sont vacants, ce qui réduit le champ d'action de cette dernière. En premier lieu, il serait essentiel de pourvoir les postes en question de façon à ce que l'autorité puisse mener à bien ses activités et que les règles en vigueur destinées à favoriser le jeu de la concurrence soient pleinement appliquées, y compris au moyen de sanctions en cas de non-respect des exigences prévues par la loi par une entreprise dominante. D'autres mesures comme la modernisation de la réglementation, grâce à l'utilisation de dispositifs supplémentaires pour intensifier la concurrence plus rapidement, la suppression des obligations obsolètes, le renforcement de la cybersécurité ou l'encadrement du déploiement des réseaux privés par de nouvelles règles seraient également déterminantes pour accélérer la transformation numérique.

### 3.2. Renforcer la concurrence

Une réglementation des biens et des services propice à la concurrence peut accroître la productivité et faciliter l'investissement des entreprises locales comme étrangères. Un manque de concurrence favorise un niveau élevé des prix et des comportements de recherche de rente et affaiblit les incitations à innover. Par ailleurs, la concurrence peut jouer un rôle dans la lutte contre le changement climatique. C'est en particulier le cas dans les marchés de l'énergie, où une concurrence plus forte peut faire baisser les prix des offres vertes et encourager l'investissement dans des technologies plus respectueuses de l'environnement et plus efficaces, réduisant par là l'empreinte carbone. Les marchés mexicains de l'électricité et du pétrole illustrent bien comment une intensification de la concurrence, ici en permettant une plus large participation du secteur privé (voir également la section consacrée aux énergies renouvelables plus loin et l'Étude économique du Mexique de 2022), pourrait à la fois accroître l'attractivité du Mexique comme lieu d'investissement et renforcer la lutte contre le changement climatique.

#### Graphique 3.9. Le poids de la réglementation reste élevé et diffère d'un État à l'autre

Perceptions par les entreprises des obstacles au respect des exigences réglementaires, % des entreprises, 2020



Source : Institut mexicain de statistique (Instituto Nacional de Estadística y Geografía, INEGI), Encuesta Nacional de Calidad Regulatoria e Impacto Gubernamental en Empresas 2020 (ENCRIGE).

StatLink  <https://stat.link/yu8fas>

Dans l'ensemble, le Mexique a accompli des progrès notables dans l'amélioration des réglementations au niveau fédéral, notamment par l'instauration d'analyses d'impact de la réglementation. Cependant, le système fédéral mexicain laisse une large marge de manœuvre aux États et aux communes sur le plan réglementaire. Cette organisation permet une plus grande souplesse et une meilleure capacité d'adaptation aux besoins locaux, mais elle crée également un environnement réglementaire complexe marqué par l'hétérogénéité des exigences et des normes d'une région à l'autre. Ainsi, 40 % des entreprises mexicaines déclarent que le temps nécessaire pour se conformer à la réglementation est un obstacle majeur à leur activité. Dans certains États, cette proportion monte à 80 % (Graphique 3.9). Les règles relatives à la création d'entreprise, comme les procédures de délivrance d'autorisations et de permis, sont particulièrement compliquées. Il peut être difficile pour les entreprises, en particulier pour les PME, de s'orienter dans l'environnement réglementaire en raison de cette complexité, d'où des coûts et des délais plus élevés d'approbation. Pour la même raison, une entreprise peut avoir du mal à se développer et à s'implanter dans un autre État, étant donné qu'il lui faut s'adapter à des règles et des obligations différentes, ce qui constitue un frein à la concurrence. Cette situation génère également des possibilités de corruption, puisque des fonctionnaires peuvent utiliser leur pouvoir discrétionnaire pour appliquer ou non certaines réglementations ou demander des pots-de-vin en échange du respect des dispositions réglementaires. Le Mexique a pris des mesures pour remédier à ce problème, comme la définition de normes fédérales dans plusieurs secteurs et la mise en place de plateformes d'administration électronique pour simplifier les procédures réglementaires. Des actions supplémentaires sont cependant de mise (Tableau 3.1).

**Tableau 3.1. Recommandations antérieures de l'OCDE destinées à renforcer la productivité**

Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises depuis l'Étude de 2022
Donner des assurances aux investisseurs quant à la continuité juridique des contrats en cours et à la stabilité réglementaire.	Aucune mesure n'a été prise.
Continuer de renforcer la lutte contre la corruption, notamment en améliorant l'expertise technique dans les agences de lutte contre la corruption.	Aucune mesure n'a été prise.
Mettre en place une stratégie intégrée afin de réduire les coûts de régularisation, notamment les frais d'immatriculation que doivent acquitter les entreprises au niveau des États et au niveau local.	Aucune mesure n'a été prise.

Des accords d'harmonisation de la réglementation à l'échelle régionale pourraient réduire l'hétérogénéité des dispositions réglementaires et les coûts qui en découlent. La Commission nationale pour l'amélioration de la réglementation (CONAMER, Comisión Nacional de Mejora Regulatoria) a pour mission de coordonner les initiatives d'amélioration de la réglementation des différents niveaux de l'administration au Mexique. Elle a commencé à constituer un catalogue national de réglementations, procédures et services (*Catálogo Nacional de Regulaciones, Trámites y Servicios*), lequel vise à centraliser des informations sur l'ensemble des dispositions réglementaires prises par l'administration fédérale, les États fédérés et les communes. Celui-ci couvre actuellement cinq des 32 États et sept des 2 541 communes du pays et est progressivement étendu à 123 communes supplémentaires. Mener à bien ce projet marquerait une étape essentielle dans l'amélioration de la transparence. Le catalogue pourrait être complété par l'adoption d'une obligation légale empêchant un organisme public de demander un document qui a déjà été fourni à un autre organisme public. Une telle mesure pourrait réduire les redondances réglementaires et encourager le déploiement de plateformes d'administration électronique permettant aux entreprises et aux individus d'accomplir toutes les formalités réglementaires requises et d'en suivre le traitement en ligne. Plusieurs États ou communes, dont l'État du Yucatan et la ville de Puebla, ont récemment mis en place des guichets uniques dématérialisés grâce auxquels une entreprise peut obtenir en ligne l'ensemble des autorisations et permis nécessaires pour commencer ses activités, ce qui rend les déplacements dans les différents organismes de réglementation moins nombreux, voire inutiles. Le déploiement de ce type de plateforme sur l'ensemble du pays permettrait de réduire significativement le poids de la réglementation, ce qui profiterait en particulier aux PME.

La CONAMER a également défini des procédures de certification visant à promouvoir une amélioration de la réglementation au sein des États et des communes. Les États, les communes et les agences fédérales qui remplissent un ensemble de conditions fixées par la CONAMER en matière d'amélioration réglementaire se voient délivrer un certificat de qualité de la réglementation. Ces certificats accroissent la transparence et la sécurité réglementaire pour les entreprises et les individus et pourraient entraîner une simplification de la réglementation dans les trois échelons de l'administration. Les premiers certificats ont été délivrés au milieu de l'année 2020. Ce processus de certification avance petit à petit et davantage de communes et d'États pourraient s'engager. Il conviendrait de continuer à promouvoir et à faire connaître ces certificats et à encourager leur demande, par exemple en accordant des financements supplémentaires aux États qui les mettent en place.

Au-delà de la réglementation, une autorité de la concurrence et des instances de réglementation indépendantes et dotées des ressources adéquates sont des éléments essentiels d'un cadre de concurrence solide. Des coupes budgétaires et l'instauration de plafonds salariaux entravent la capacité de l'autorité mexicaine de la concurrence à attirer et à retenir des personnes qualifiées. Le champ d'action de certaines instances de réglementation s'avère restreint, dans la mesure où des postes demeurent vacants au sein de conseils d'administration, faute de proposition de l'exécutif. Il est fondamental que l'autorité de la concurrence et les instances de réglementation de marchés clés, comme les télécommunications ou l'énergie, demeurent indépendantes et poursuivent leurs activités si le Mexique souhaite que les prix des biens et des services constituant des intrants essentiels pour ses entreprises soient compétitifs et donc que ces dernières puissent accroître leur compétitivité et leur capacité à capter des investissements étrangers et qu'elles aient plus de chances de nouer des liens commerciaux solides avec des entreprises étrangères.

De plus, le Mexique pourrait renforcer la concurrence en garantissant aux investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, la continuité juridique des contrats en cours ainsi qu'un environnement stable sur le plan réglementaire, comme recommandé dans l'Étude économique de 2022. Ceci permettrait aussi au pays d'attirer des investisseurs et par là d'intensifier la concurrence au sein des marchés de biens et de services.

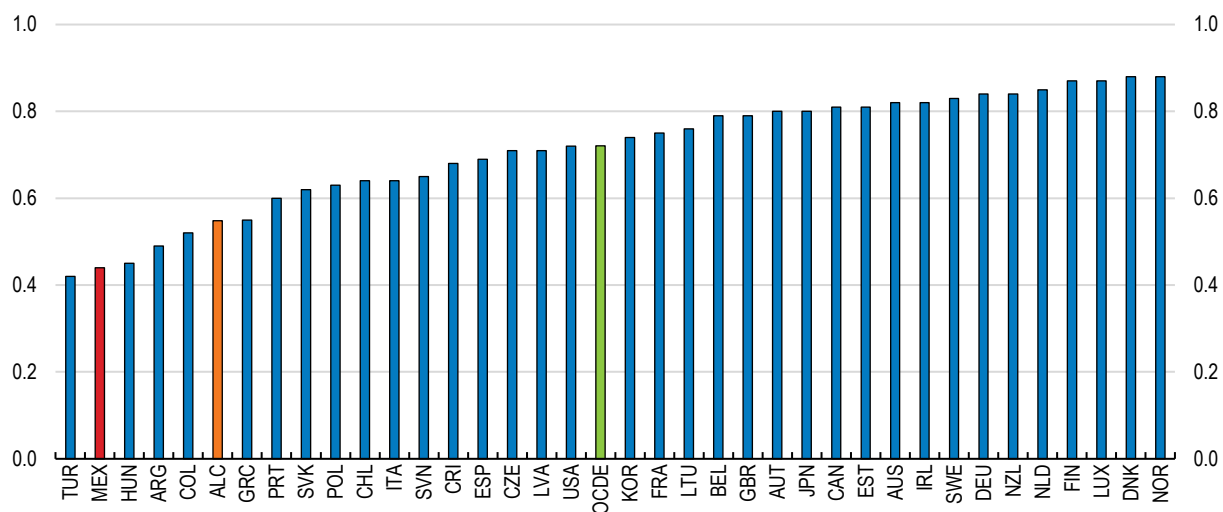
### 3.3. Renforcer l'État de droit et redoubler d'efforts pour réduire la corruption

La gouvernance et la qualité des institutions sont également des facteurs importants pour la croissance de la productivité et la capacité à attirer les IDE. L'un des principaux problèmes qui se posent au Mexique tient au fait que si sa législation en vigueur est sans doute appropriée, celle-ci n'est pas suffisamment appliquée (Graphique 3.10). Cette situation peut limiter la croissance et la productivité des PME mexicaines qui peuvent préférer restreindre leurs relations commerciales afin de se tenir à l'écart d'éventuels différends commerciaux. Cette mise en œuvre lacunaire de la loi entrave aussi l'inclusion financière en compliquant les saisies d'actifs servant de garantie. La mise en application des normes et règles environnementales, qui ont gagné en complexité à Mexico et dans d'autres grandes villes, est également insuffisante, (SGI, 2022<sup>[5]</sup>), ce qui freine la transition écologique.

Une meilleure mise en œuvre du droit aiderait également à lutter contre la criminalité, qui reste élevée (Graphique 3.11), constitue un sujet de préoccupation majeur pour les entreprises (Graphique 3.12) et met en péril le bien-être des citoyens, en particulier celui des femmes. Le faible niveau de répression signifie que l'impunité reste également élevée, puisqu'elle s'élève à 90 % dans certains États. La criminalité et l'impunité se traduisent par une augmentation des coûts des entreprises, limitant les avantages qu'elles pourraient tirer des délocalisations de proximité. Ces deux fléaux les obligent à investir dans des mesures de sécurité, soustrayant ainsi des ressources qu'elles auraient pu consacrer à des domaines propices aux gains de productivité.

### Graphique 3.10. La mise en œuvre de la législation en vigueur est insuffisante

Degré de mise en œuvre équitable et efficace de la législation, du degré le plus faible (0) au plus élevé (1), 2023



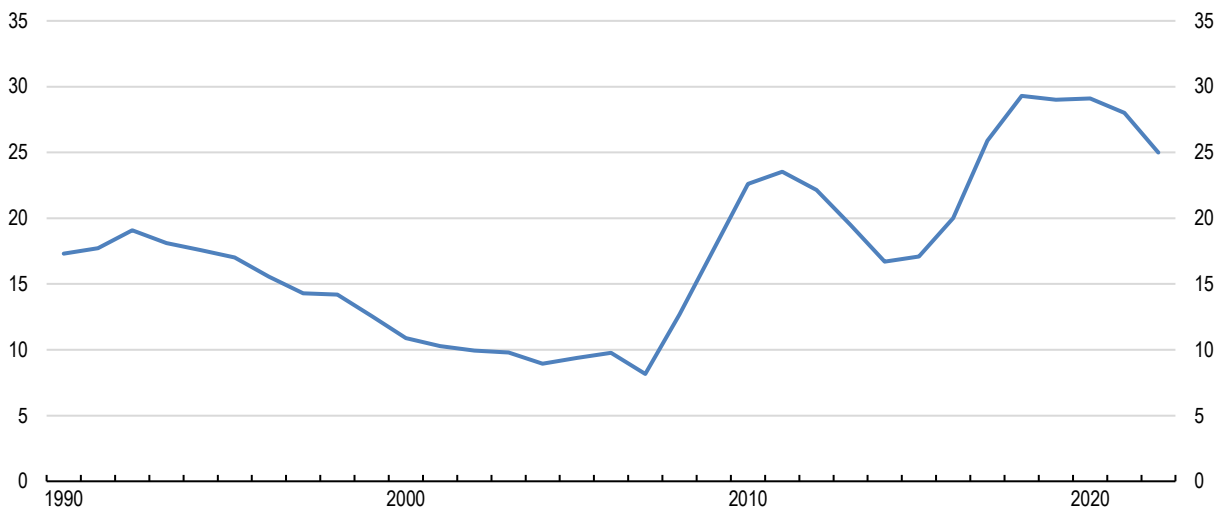
Note : ALC désigne la moyenne non pondérée des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

Source : Facteur 6 de l'indice de l'État de droit du World Justice Project.

StatLink  <https://stat.link/ne3yjr>

### Graphique 3.11. La criminalité reste forte

Taux d'homicides pour 100 000 habitants



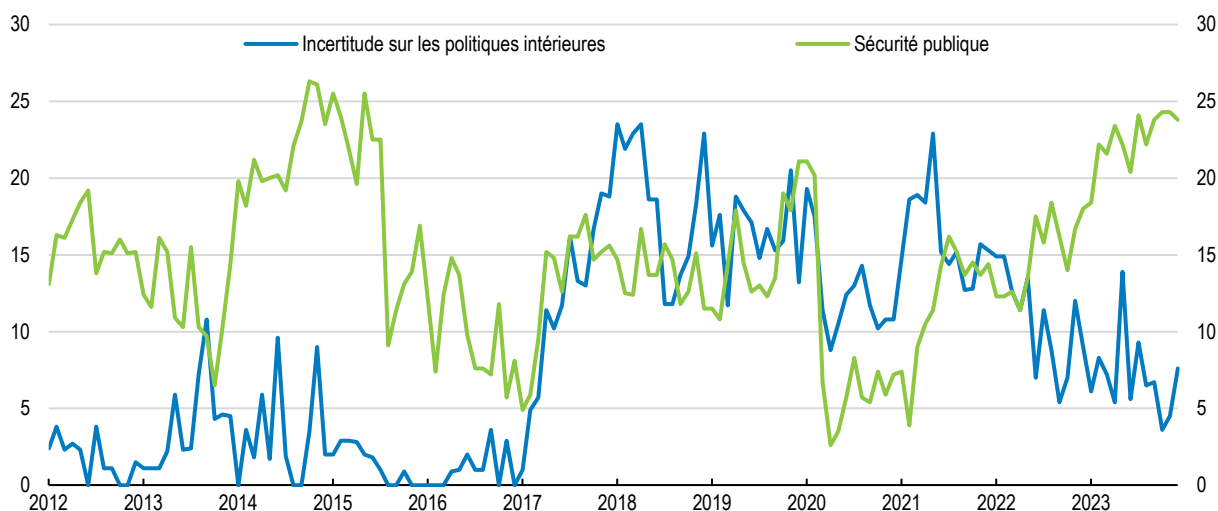
Note : Les données relatives à 2022 sont provisoires.

Source : Institut national de statistique et de géographie (INEGI, Instituto Nacional de Estadística y Geografía) ; et Consejo Nacional de Población.

StatLink  <https://stat.link/oi37lt>


### Graphique 3.12. La sécurité publique et l'incertitude entourant les politiques intérieures sont perçues comme des facteurs limitant la croissance

Part des spécialistes interrogés identifiant l'incertitude et l'insécurité comme des risques pour la croissance économique, en %



Note : les spécialistes interrogés étaient invités à répondre à la question suivante : « À votre avis, quels sont les trois principaux facteurs qui limiteront la croissance de l'activité économique au cours des six prochains mois ? » ; les répondants pouvaient sélectionner jusqu'à trois réponses.

Source : Banxico (*Encuesta Sobre las Expectativas de los Especialistas en Economía del Sector Privado*).

StatLink  <https://stat.link/396o41>

Les dépenses de l'administration publique fédérale consacrées à la sécurité publique et à la justice ont représenté 1.3 % du PIB en 2020 et ont donc été alors inférieures au pourcentage de 1.5 % du PIB enregistré en 2018. Pour accélérer la baisse des taux de criminalité et améliorer le rendement des tribunaux, ce qui contribuerait à réduire l'impunité et à améliorer l'exécution des contrats, il serait essentiel de veiller à ce que le système judiciaire, notamment les juges, les avocats et les policiers, se voit affecter les ressources, les formations, le cadre d'intégrité et les technologies dont il a besoin. Il importerait particulièrement d'intensifier les efforts visant à amplifier la transformation numérique de l'appareil judiciaire mexicain. En utilisant des technologies modernes, telles que les systèmes numériques de gestion des affaires, la présentation de preuves électroniques et la tenue de procès en ligne, la justice peut rationaliser ses procédures, réduire les formalités administratives et accélérer le règlement des affaires. Les plateformes numériques peuvent en outre renforcer la transparence et l'accessibilité, en permettant aux citoyens de suivre en ligne les affaires qui les concernent et en réduisant le risque de corruption. L'analytique des données peut aussi aider les juges et les agents des autorités répressives à prendre des décisions éclairées et à affecter les ressources avec plus d'efficacité. Un recours accru aux mécanismes de médiation extrajudiciaires pour régler les différends commerciaux aiderait à accélérer la conclusion de ces affaires et à alléger la charge pesant sur les tribunaux. Les actions menées avec succès par certaines municipalités auparavant touchées par une forte violence criminelle tendent à montrer qu'un renforcement de la coopération entre les citoyens, les trois niveaux de l'administration publique ainsi que l'armée et la police (dont les membres seraient dotés de technologies de pointe et mieux rémunérés) permettrait de réduire la criminalité et la violence (Aguayo et Dayán, 2021<sup>[6]</sup>).

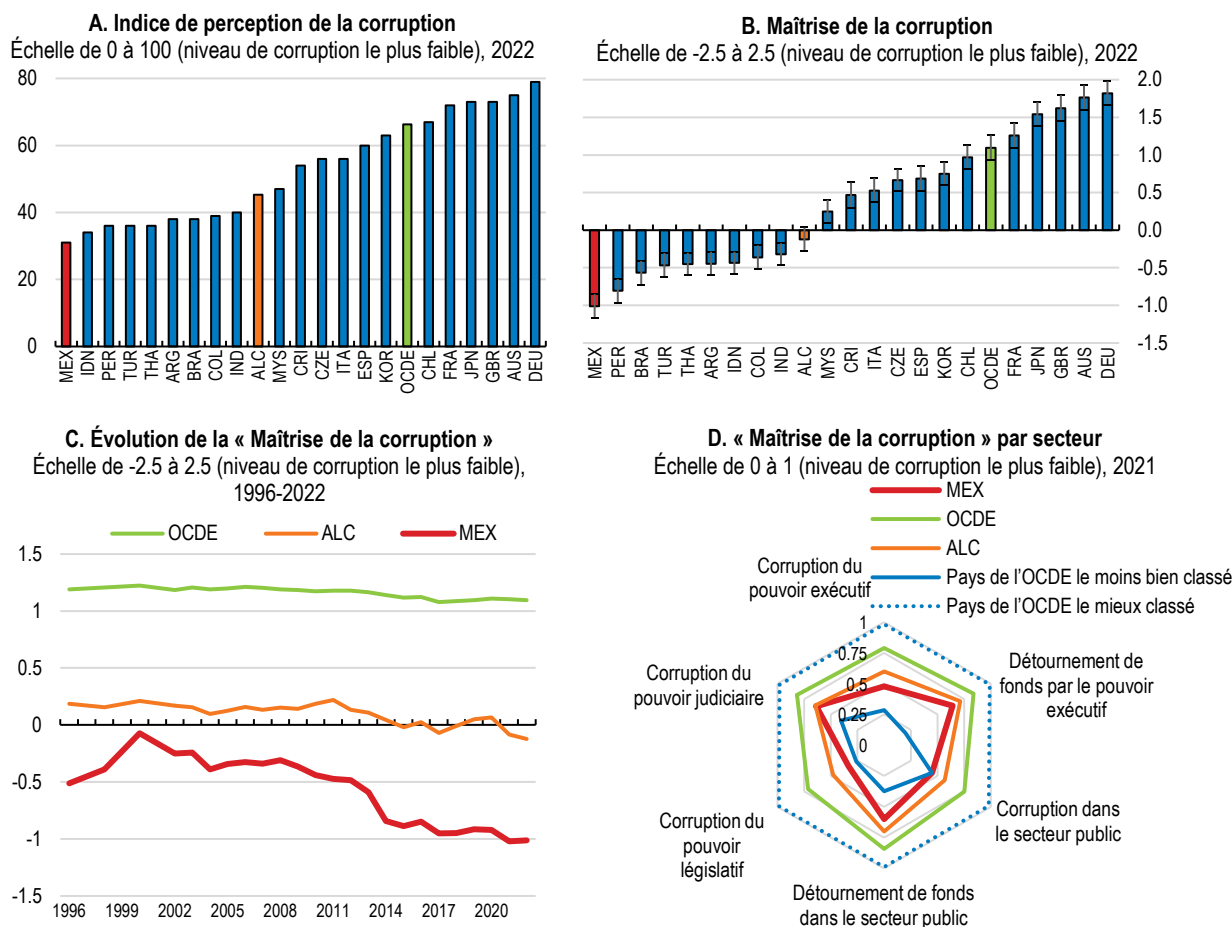
Le Mexique a déployé des efforts pour lutter contre la corruption, comme le déploiement d'un système national anticorruption, composé d'un nouveau parquet et d'un tribunal administratif indépendant, même si leur effet reste à déterminer dans la pratique. Il a en outre mis en place un comité de participation citoyenne chargé de chapeauter le système national anticorruption et d'alimenter la réflexion sur les

mesures de lutte contre la corruption. Des actions, qui ont abouti à des résultats hétérogènes, ont également été menées au niveau des États. Le niveau de corruption perçue reste largement supérieur à ce qu'il est dans les autres pays de l'OCDE et dans les pays comparables de la région (Graphique 3.13). Il est donc justifié que les pouvoirs publics poursuivent leurs efforts dans ce domaine. Renforcer les ressources et l'indépendance des organismes de lutte contre la corruption, y compris au niveau des États, accroîtrait leur capacité à conduire des enquêtes et des poursuites avec plus d'efficacité dans les affaires de corruption. De fait, seules 243 des 31 445 affaires ouvertes par les procureurs anticorruption des États (moins de 1 % du total donc) ont donné lieu à des sanctions. Il est essentiel à leur fonctionnement de veiller à ce que tous les postes clés des organismes anticorruption soient dûment pourvus. Il est également possible de recourir plus largement aux appels d'offres pour limiter les possibilités de corruption présentes dans le cadre des adjudications de gré à gré. Certains des États ont fait des progrès notables pour renforcer la gouvernance des marchés publics et limiter les accords de gré à gré (OECD, 2023<sup>[7]</sup>). Si les autres faisaient de même, il s'ensuivrait une plus grande efficacité des dépenses publiques et une réduction des possibilités de corruption. Ces risques pourraient aussi être atténués par un recours accru à des procédures de passation électronique des marchés et une professionnalisation des effectifs des organismes de marchés publics, tant au niveau fédéral qu'à celui des États, comme le montre l'expérience de plusieurs pays de l'OCDE (Encadré 3.2).

### Encadré 3.2. La passation électronique des marchés – expérience de plusieurs pays de l'OCDE

La passation électronique des marchés, à savoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les marchés publics, peut accroître la transparence, réduire les interactions directes entre les responsables des marchés publics et les entreprises, ce qui stimule la concurrence et permet de détecter plus facilement la corruption et les irrégularités, comme les trucages d'offres. La numérisation des procédures de marchés renforce les systèmes internes de contrôle anticorruption, améliore la détection des atteintes à l'intégrité et procure des pistes de vérification rétrospective susceptibles de faciliter les enquêtes (OECD, 2016<sup>[8]</sup>). En 2002, la Corée a mis en place un système de passation électronique des marchés entièrement intégré du début du processus jusqu'à sa fin, appelé KONEPS, qui permet l'exécution en ligne de toutes les étapes du cycle de passation des marchés publics. Après l'adoption de cette plateforme, les évaluations ont fait ressortir une amélioration importante du niveau d'intégrité perçue. L'exemple de l'Estonie montre aussi l'intérêt de mettre en place des processus faciles à utiliser de passation électronique des marchés. L'inscription au registre national des marchés publics est gratuite pour l'ensemble des autorités adjudicatrices et des fournisseurs. Ce portail offre l'éventail complet des services de passation électronique de marchés, tels que la publication des avis de marché, l'accès à ces avis et la soumission en ligne. Depuis la mise en place de ce portail en Estonie, le nombre d'affaires de corruption dans les marchés publics reste limité (EC, 2015<sup>[9]</sup>).

### Graphique 3.13. Le niveau de corruption perçue reste élevé



Note : ALC désigne la moyenne non pondérée des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou. La partie B fait apparaître l'estimation ponctuelle et la marge d'erreur. La partie D met en évidence les sous-composantes par secteur de l'indicateur de « Maîtrise de la corruption » du Projet Varieties of Democracy.  
Source : Partie A : Transparency International ; parties B et C : Banque mondiale, Indicateurs mondiaux de gouvernance ; et partie D : projet Varieties of Democracy (V-Dem), base de données V-Dem v12.

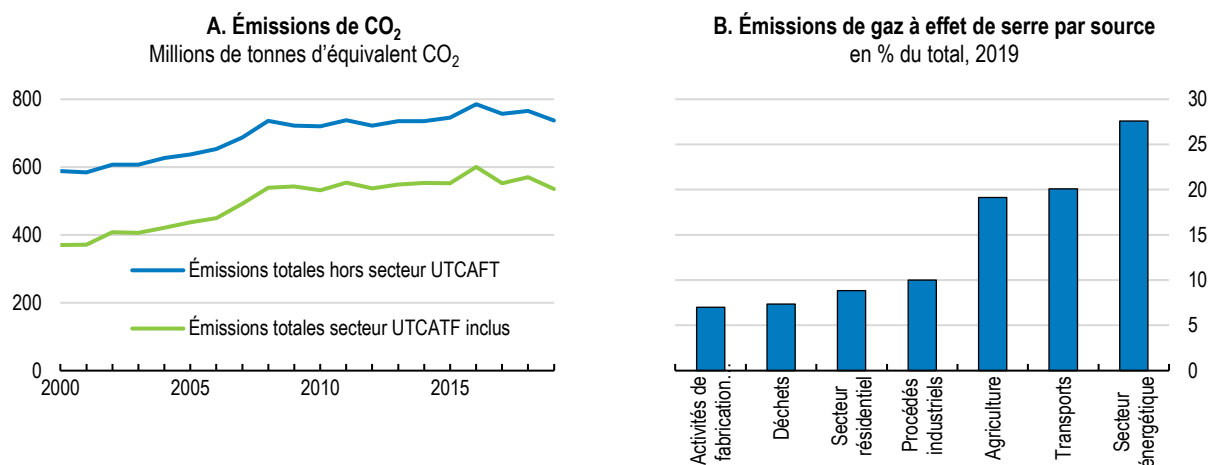
StatLink  <https://stat.link/i5ebrp>

## 3.4. Réduire les émissions en réalisant la transition vers les énergies renouvelables et en renforçant la tarification du carbone

Les amples ressources renouvelables du Mexique constituent un important avantage compétitif qui cadre avec les efforts que déploient actuellement les entreprises du secteur manufacturier pour décarboner leur processus de production, qui nécessite une grande quantité d'énergie propre. Les ressources renouvelables du Mexique sont bien réparties sur l'ensemble du territoire, ce qui permet à toutes les régions mexicaines de bénéficier des avantages de la délocalisation de proximité. Le potentiel d'énergie solaire est très élevé dans une grande partie du pays, en particulier dans l'ouest. De plus, la région du sud-est jouit d'un important potentiel solaire, éolien et géothermique et dispose des plus vastes ressources en eau du Mexique. La région a donc le potentiel de devenir un pôle énergétique qui exporte des énergies propres vers le reste du pays et l'Amérique centrale.



### Graphique 3.14. Les secteurs de l'énergie et des transports sont les plus gros émetteurs



Source : OCDE, « Air et climat : Émissions de gaz à effet de serre par source », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données) ; et OCDE, Indicateur de croissance verte.

StatLink  <https://stat.link/gs126p>

La tarification du carbone augmente dans de nombreux pays, ce qui a fait craindre des délocalisations d'émissions de carbone et donné lieu à des propositions visant à l'introduction de mécanismes d'ajustement carbone aux frontières (EU, 2023<sup>[10]</sup>). Dans le même temps, le Mexique souffre déjà du changement climatique et affiche un des taux de prévalence d'événements climatiques extrêmes les plus élevés d'Amérique latine (Cárdenas et al., 2021<sup>[11]</sup>). Le Mexique a actualisé ses contributions déterminées au niveau national en 2022 et s'est engagé, sans condition, à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 35 % par rapport au niveau d'un scénario au fil de l'eau à l'horizon 2030, et de 40 % s'il parvient à obtenir un soutien extérieur. Ces objectifs actualisés sont moins ambitieux que ceux fixés en 2016, ne sont pas en adéquation avec l'objectif de limiter l'élévation des températures à 1.5 C fixé dans l'Accord de Paris (Climate Action Tracker, 2022<sup>[12]</sup>) et ne fixent pas d'objectifs de neutralité carbone ni de cibles au-delà de 2030. Par conséquent, l'intensification des efforts en faveur de la neutralité carbone contribuerait à la lutte contre le changement climatique et à l'atténuation de ses effets, et aiderait également le Mexique à préserver et à renforcer sa compétitivité commerciale au sein d'une économie mondiale en transition vers une réduction du contenu en carbone.

Une transition résolue vers les énergies renouvelables constituerait un pilier essentiel d'une stratégie de réduction des émissions de GES, les secteurs de l'énergie et des transports étant les plus gros émetteurs (Graphique 3.14). À l'inverse, le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie est depuis 20 ans un puits de carbone stable. La transition vers un réseau de transport urbain et interurbain au maillage très dense, comme évoqué et recommandé dans l'*Étude économique* de 2022 et dans le chapitre 5 de la présente *Étude*, jouerait un rôle clé dans la réduction des embouteillages et des émissions.

L'amélioration de la tarification du carbone est une autre composante fondamentale d'une stratégie de décarbonation plus solide. En 2014, le Mexique a été la première économie émergente à mettre en place un système de tarification du carbone. D'un montant de 2 EUR par tonne de CO<sub>2</sub>, la taxe fédérale sur le carbone est nettement inférieure à la moyenne basse des coûts climatiques des émissions de carbone, qui est d'environ 60 EUR par tonne (Marten et Dender, 2019<sup>[13]</sup>). Elle s'applique aux carburants routiers, mais pas aux combustibles utilisés dans les autres secteurs, comme le gaz naturel, et le charbon est assujéti à un taux réduit. Élargir la base de la taxe carbone et relever progressivement son taux permettrait de réduire encore davantage les émissions. Cette démarche suppose également de relever d'importants défis d'économie politique. Introduire cette hausse de manière progressive et utiliser une partie des recettes supplémentaires pour compenser les effets de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages à

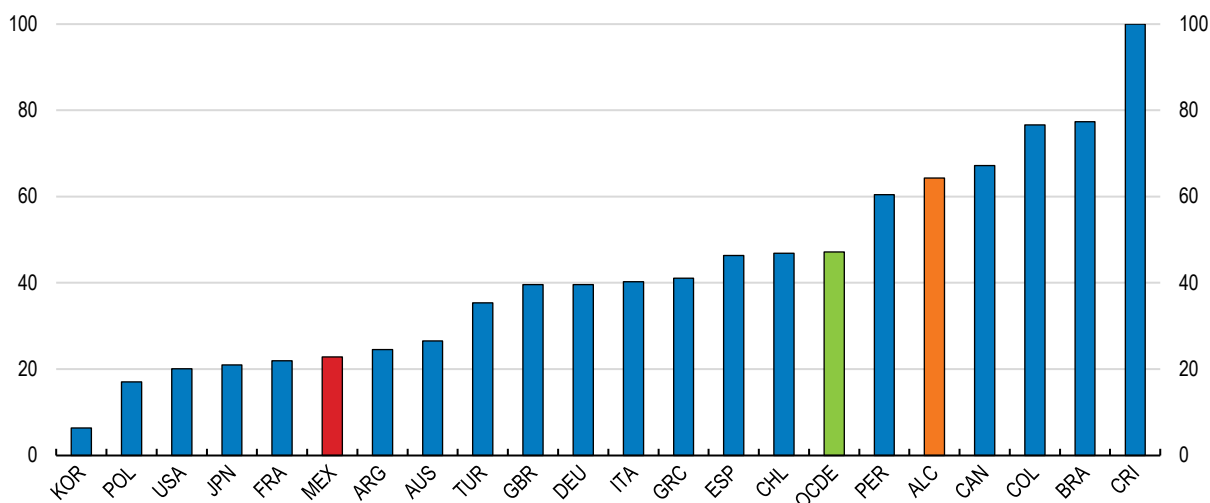
faible revenu pourrait favoriser l'adhésion à la taxe carbone. En plus de relever la taxe carbone, il faudra appliquer des mesures non tarifaires pour lutter contre le changement climatique (OECD, 2022<sup>[4]</sup>).

En 2020 et 2021, le Mexique a mis à l'essai un système d'échange de quotas d'émission, le premier en Amérique latine, qui couvrait 300 grandes entités des secteurs de l'énergie et de l'industrie. Au cours de la phase pilote, les quotas d'émissions ont été alloués gratuitement. La phase pilote devait être suivie d'une période de transition menant à la mise en place d'un système d'échange de quotas d'émission à part entière en 2023, auquel plusieurs centaines d'entreprises devaient participer. La mise en œuvre de ces plans constituerait une avancée significative en matière de réduction des émissions.

Malgré le fort potentiel des énergies renouvelables, les combustibles fossiles représentent quelque 90 % des approvisionnements en énergie et la part de l'électricité produite à partir de sources renouvelables reste faible au regard de celle des pays de l'OCDE et des pays comparables de la région (Graphique 3.15). En vertu de la loi, d'ici à 2024 environ 35 % de l'électricité produite devrait provenir de sources d'énergie propres, notamment de l'énergie hydraulique. Toutefois, cette part s'élevait à 26,1 % en 2022, contre 27,5 % en 2021 (IMCO, 2023<sup>[14]</sup>), et la production d'électricité à partir des énergies éolienne et solaire a chuté en 2022, une première depuis qu'il existe des registres.

### Graphique 3.15. La part de l'électricité produite à partir de sources renouvelables reste modeste

% d'électricité produite à partir de sources renouvelables, 2021 ou dernière année connue



Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

Source : OCDE, Indicateurs de croissance verte.

StatLink  <https://stat.link/56v329>

Si les récentes initiatives du gouvernement, notamment le « plan Sonora » qui prévoit la construction de la plus grande centrale photovoltaïque d'Amérique latine et les nouveaux projets mis en œuvre par l'entreprise publique de production d'électricité, visent à accroître la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, des efforts supplémentaires devront être déployés pour transformer le potentiel du Mexique en matière d'énergies renouvelables en avantage concurrentiel. Surtout, il faudra mettre en place des réglementations qui encouragent les investissements du secteur privé dans les projets d'énergies renouvelables et favorisent la sécurité réglementaire et juridique. Depuis 2018, l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables par le secteur privé fait face à de grandes incertitudes. En 2019, les enchères à long terme pour la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables ont été suspendues. En 2021, une proposition de réforme constitutionnelle fixait une part de marché garantie d'au moins 54 % pour l'entreprise publique d'électricité et prévoyait la suppression des instances de réglementation indépendantes compétentes en matière de concurrence et de délivrance

d'autorisations (OECD, 2022<sup>[4]</sup>). Une fois les réglementations encourageant les investissements du secteur privé mises en place, les efforts continus pour développer des instruments de financement durables (voir chapitre 2) pourront apporter une contribution importante au verdissement du mix électrique, en permettant le financement des projets du secteur privé à des conditions plus favorables.

Il sera également essentiel de renforcer les infrastructures de transport et de distribution. Les réseaux de transport et de distribution pâtiennent d'un sous-investissement depuis un certain temps. La saturation et la congestion qui caractérisaient déjà plusieurs corridors se sont accrues (Carrillo et al., 2022<sup>[15]</sup>) et continueront de s'aggraver, car la demande d'électricité devrait augmenter de manière significative. Depuis 2013, l'entreprise publique en charge des différents réseaux n'a pas utilisé les ressources allouées dans le budget fédéral pour réaliser des investissements physiques dans le transport. Il sera essentiel de veiller à ce que les dotations budgétaires soient utilisées pour améliorer les réseaux et d'augmenter progressivement les investissements, afin de garantir un approvisionnement fiable et économique en électricité propre dans l'ensemble du pays.

La transition vers les énergies renouvelables pourrait avoir un effet marqué sur les travailleurs des régions fortement dépendantes de l'activité pétrolière, telles que les États de Campeche et de Tabasco. Il sera primordial de mettre en œuvre des programmes de formation complets au service des travailleurs ayant perdu leur emploi et de les doter ainsi des compétences nécessaires pour accéder aux possibilités d'emploi dans de nouveaux secteurs afin de minimiser l'impact social des suppressions d'emploi. La mise en œuvre de ces programmes peut également remédier aux pénuries de compétences dans les secteurs florissants, comme ceux liés aux nouvelles activités délocalisées au Mexique ou à la création de parcs d'énergies renouvelables.

### 3.5. Améliorer la gestion de l'eau

Veiller à une gestion durable de l'eau est primordial pour exploiter efficacement les possibilités de délocalisation de proximité. Une gestion efficiente de l'eau permettrait non seulement de préserver les ressources hydriques limitées du pays mais aussi d'améliorer la fiabilité de l'approvisionnement en eau des entreprises, réduisant ainsi les risques et les coûts opérationnels. En outre, elle devrait constituer un élément clé de la stratégie d'adaptation au changement climatique du Mexique et, en favorisant la durabilité environnementale et le respect des normes internationales, ferait du Mexique une destination encore plus attrayante en matière de délocalisations de proximité.

Du fait du changement climatique et de la croissance démographique, la quantité d'eau à laquelle chaque personne a accès a considérablement diminué au cours des dernières décennies. Par ailleurs, le Mexique fait partie des pays de l'OCDE dont la part de la population raccordée aux stations publiques d'épuration est la plus faible (OECD, 2017<sup>[16]</sup>). Pour améliorer la gestion de l'eau, il est essentiel de renforcer la précision et la disponibilité de données actualisées sur les ressources hydriques, leur utilisation et leur qualité. Il est également possible de renforcer le système de gouvernance de l'eau, les responsabilités étant très fragmentées, ce qui sape la coordination de l'action publique et l'obligation de rendre des comptes. La Cour suprême a chargé les pouvoirs publics de faire adopter une loi générale sur l'eau d'ici au mois d'août 2024, ce qui constitue une occasion d'améliorer le système de gouvernance et la réglementation de l'eau, notamment en conférant à la Commission nationale de l'eau (CONAGUA) un rôle plus important de supervision du secteur. La méthode de fixation des tarifs de l'eau est hétérogène, car elle est décidée au niveau municipal, et manque de transparence (IMCO, 2023<sup>[17]</sup>). Les prix ne reflètent pas le coût de l'approvisionnement en eau, la différence étant couverte par des subventions du gouvernement fédéral. Le Mexique doit également investir dans les infrastructures d'approvisionnement et d'assainissement de l'eau afin de réduire les fuites, étant donné qu'à l'heure actuelle environ 46 % de l'eau est perdue à cause de celles-ci (Lopet et al., 2017<sup>[18]</sup>), et d'améliorer le traitement et la distribution de l'eau. On pourrait contribuer au financement de ces investissements en modifiant les tarifs afin qu'ils

permettent un meilleur recouvrement des coûts. Les problèmes d'accessibilité financière peuvent être résolus par des transferts ciblés aux ménages à faible revenu.

**Tableau 3.2. Recommandations de l'OCDE visant à accroître la productivité et lutter contre le changement climatique**

PRINCIPALES CONCLUSIONS	RECOMMANDATIONS DU CHAPITRE 3 (Principales recommandations en gras)
<b>Accroître la productivité</b>	
De grands projets d'infrastructures sont en cours pour améliorer la connectivité, mais il est possible de renforcer la logistique et la facilitation des échanges.	Recourir plus largement aux décisions anticipées en matière douanière et améliorer la disponibilité des informations, y compris par voie numérique, et les procédures de recours. Lever les restrictions à l'investissement direct étranger dans les services liés à la logistique, comme le courtage en douane, le transport routier, la manutention ou l'entreposage de marchandises.
Les procédures de certification peuvent aider les PME à devenir des fournisseurs de grandes entreprises, en démontrant leur engagement à respecter des normes élevées et à garantir la fiabilité des produits. Le processus de certification est long et coûteux.	Simplifier les procédures de certification et aider les PME, y compris financièrement, à obtenir des certifications dans des domaines comme la qualité des produits ou l'impact sur l'environnement.
De nombreuses régions du pays sont toujours privées d'accès à internet à haut débit. Les différences de connectivité numérique entre régions sont considérables. Le marché des télécommunications reste très concentré.	<b>Simplifier et harmoniser les règles applicables aux communications électroniques.</b> Garantir le partage des infrastructures numériques. <b>Veiller à ce que l'autorité de régulation des télécommunications reste indépendante et dotée de moyens suffisants et à ce que les règles en vigueur destinées à favoriser le jeu de la concurrence sont pleinement appliquées.</b> Moderniser la réglementation des télécommunications en renforçant la cybersécurité, en instaurant des règles relatives au déploiement de réseaux privés dans les parcs industriels et en supprimant les exigences obsolètes.
Le cadre réglementaire est complexe et se traduit par des coûts élevés de mise en conformité, dus à l'hétérogénéité des prescriptions et des normes applicables suivant les États fédérés et les communes.	Compléter le catalogue national des réglementations, procédures et services. <b>Continuer de déployer des plateformes d'administration électronique au niveau des États fédérés et des communes pour permettre aux entreprises d'accomplir toutes les formalités réglementaires requises et d'en suivre le traitement en ligne.</b> Continuer de promouvoir les certificats d'amélioration de la réglementation et encourager leur adoption en fournissant des financements supplémentaires aux États qui les adoptent.
La capacité de l'autorité de la concurrence d'attirer et de fidéliser du personnel qualifié a été entravée par une réduction budgétaire et l'application de plafonds salariaux. Le champ d'action de certaines autorités de régulation a été limité, certains des postes au sein de leurs conseils d'administration étant restés vacants.	Veiller à ce que l'autorité de la concurrence et les instances de réglementation des marchés essentiels, comme les télécommunications ou l'énergie, restent indépendantes et opérationnelles.
La mise en œuvre de la législation est faible. La criminalité et l'impunité restent élevées dans de nombreux États et entravent l'activité économique et nuisent au bien-être des citoyens, en particulier à celui des femmes.	Continuer d'amplifier la transformation numérique du système judiciaire en lui fournissant les ressources et les formations dont il a besoin. Recourir plus largement à la médiation extrajudiciaire pour régler les différends commerciaux. Renforcer la collaboration entre les trois niveaux de l'administration publique et l'armée et la police, ainsi que l'interconnexion de leurs systèmes informatiques.
Le niveau de corruption perçue reste élevé. Le taux de couverture des marchés publics est faible. Les adjudications de gré à gré ouvrent la voie à la corruption.	<b>Continuer de renforcer la lutte contre la corruption, y compris en renforçant les ressources, les compétences techniques et l'indépendance des organismes de lutte contre la corruption, notamment au niveau des États fédérés.</b> Limiter les adjudications de gré à gré et recourir plus largement aux marchés publics. Renforcer les processus de passation électronique des marchés dans les administrations au niveau fédéral et des États fédérés, en les étendant à l'ensemble du cycle de passation de marchés publics et en adoptant des normes internationalement reconnues. Renforcer la professionnalisation des effectifs des organismes des marchés publics.
<b>Augmenter la part des énergies renouvelables et améliorer la tarification du carbone et la gestion de l'eau</b>	

Les combustibles fossiles représentent l'essentiel de la consommation d'énergie primaire. Le Mexique est doté de ressources énergétiques renouvelables considérables qui sont bien réparties sur l'ensemble du territoire national. L'insécurité juridique nuit à la production d'énergies renouvelables. Les réseaux de transport et de distribution d'électricité pâtissent d'un sous-investissement.	<b>Adopter des règles favorisant la participation du secteur privé à la production d'énergies renouvelables, garantir une sécurité juridique et étendre et améliorer les infrastructures de transport et de distribution de l'électricité.</b>
Le prix du carbone est nettement inférieur à la moyenne basse des coûts climatiques des émissions de carbone.	<b>Relever progressivement le taux de la taxe carbone, élargir sa base et affecter une fraction de son produit à la compensation des effets de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages modestes.</b>
Le stress hydrique est élevé et exacerbé par le changement climatique, la surexploitation et la gestion inefficace de l'eau et la pollution. Les responsabilités des autorités publiques sont très fragmentées, ce qui sape la coordination et l'obligation de rendre des comptes. Quarante-six pourcent de l'eau sont perdus à cause de fuites.	Améliorer le système d'information sur l'eau afin qu'il fournisse des données exactes et actualisées sur les ressources hydriques, leur utilisation et leur qualité. Améliorer le système de gouvernance et la réglementation de l'eau en conférant à la Commission nationale de l'eau un rôle plus important de supervision du secteur. Accroître progressivement les investissements dans les infrastructures de traitement et de distribution de l'eau. Améliorer la méthode utilisée pour fixer les tarifs de l'eau afin qu'ils permettent un meilleur recouvrement des coûts.

## Références

- Aguayo et Dayán (2021), « Defeating Los Zetas. Organized Crime, The State and Organized Society in La Laguna, Mexico, 2007-2014 », *El Colegio de Mexico*. [6]
- Alfaro-Urena et al. (2019), « The Effects of Joining Multinational Supply Chains: New Evidence from Firm-to-Firm Linkages », *Available at SSRN*, <https://ssrn.com/abstract=3376129> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3376129>. [2]
- Cárdenas et al. (2021), « Climate policies in Latin America and the Caribbean. Success Stories and Challenges in the Fight Against Climate Change », *Inter-American Development Bank*. [11]
- Carrillo et al.; (2022), « The energy Mexico needs », *IMCO*. [15]
- Climate Action Tracker (2022), *Country Assessments: Mexico*, <https://climateactiontracker.org/countries/mexico/> (consulté le 20 octobre 2021). [12]
- EC (2015), « Public procurement – Study on administrative capacity in the EU Estonia Country Profile ». [9]
- EU (2023), « Carbon Border Adjustment Mechanism regulation in the Official Journal of the EU », *European Union*, 17 May 2023. [10]
- IMCO (2023), « El costo del agua en México: Un análisis de tarifas y de sus impactos para la sociedad. ». [17]
- IMCO (2023), « Se estanca el crecimiento de las energías eólica y solar fotovoltaica en México », *Nota Informativa*. [14]
- Lopet et al. (2017), « El agua en México. Actores, sectores y paradigmas para una transformación social- ecológica », *Fundación Friedrich Ebert*. [18]
- Marten, M. et K. Dender (2019), « The use of revenues from carbon pricing », *OECD Taxation Working Papers*, n° 43, OECD, Paris. [13]

- Marten, M. et K. van Dender (2019), « The use of revenues from carbon pricing », *OECD Taxation Working Papers*, n° 43, OECD Publishing, Paris. [20]
- OECD (2023), « Follow-up Review on Public Procurement in the State of Mexico. Identifying Critical Reforms for the Future ». [7]
- OECD (2022), « OECD Economic Surveys: Mexico 2022 ». [4]
- OECD (2019), *Supplement to Taxing Energy Use 2019: Country Note - Mexico*, OECD publishing, <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/taxing-energy-use-mexico.pdf> (consulté le 26 octobre 2021). [19]
- OECD (2017), « Improving climate adaptation and water management. Mexico Policy Brief ». [16]
- OECD (2016), « Preventing Corruption in Public Procurement ». [8]
- SGI (2022), « Sustainable Governance Indicators: Mexico Note ». [5]
- Vidal et A. González Pandiella (à paraître), « A review of Mexico's participation in Global Value Chains », *Technical Background Paper*. [1]
- World Bank (2022), « Productivity Growth in Mexico. Understanding main dynamics and key drivers ». [3]

# 4 Réduire les inégalités et renforcer la croissance

Alberto González Pandiella, OCDE

Alessandro Maravalle, OCDE

---

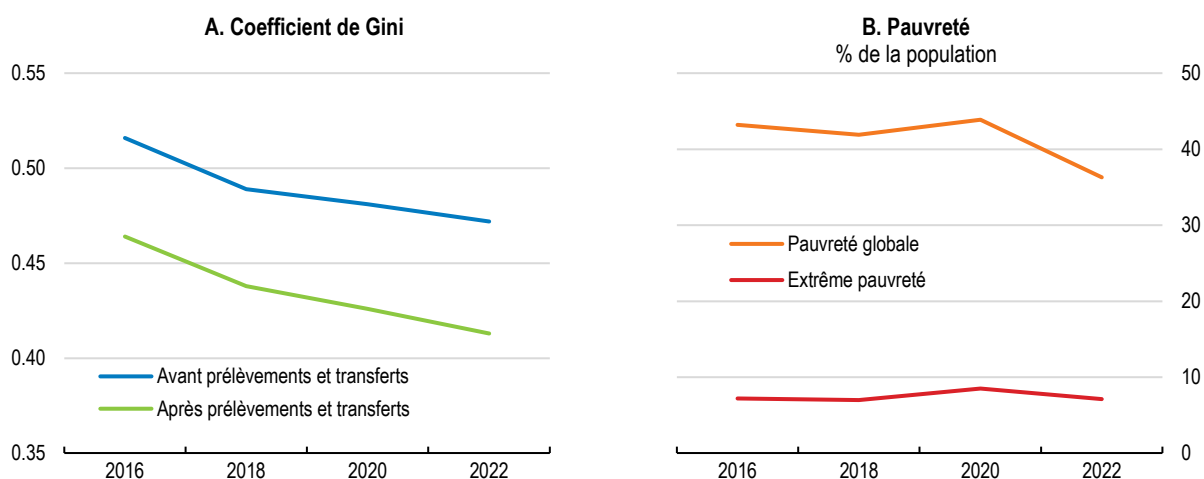
Continuing the recent fall in income inequality and poverty will necessitate. Afin que se poursuive la récente baisse des inégalités et de la pauvreté, il faudra redoubler d'efforts face aux problèmes sociaux urgents, et ce tout en soutenant la croissance économique. L'amélioration des résultats de l'enseignement aiderait les Mexicains à acquérir les compétences nécessaires pour trouver leur place sur un marché du travail en pleine évolution et renforcerait le potentiel de croissance du pays. Le Mexique aurait beaucoup à gagner de la résorption de l'écart de taux d'activité entre les genres, qui déboucherait sur une distribution plus équitable des revenus et des chances. Le recul de l'économie informelle, en plus de renforcer la sécurité de l'emploi et la protection sociale des travailleurs, stimulerait la croissance économique.

---




Les inégalités de revenu et la pauvreté sont des problèmes de longue date pour le Mexique. Après une hausse au moment de la pandémie, les taux d'inégalités et de pauvreté ont récemment reculé (Graphique 4.1). Ce constat tient en partie à la revalorisation du salaire minimum et de certains transferts sociaux, notamment des pensions universelles non contributives. La proportion de ménages mexicains bénéficiant de programmes sociaux est passée de 28 % à 34 % depuis 2018 (CONEVAL, 2023<sup>[11]</sup>). Malgré cette hausse, le taux d'extrême pauvreté est resté globalement stable, aux alentours de 7 %. Le présent chapitre porte sur les enjeux cruciaux de longue date que sont l'amélioration des résultats du système éducatif, la réduction des disparités entre les genres et le recul de l'économie informelle ; autant d'impératifs pour continuer de résorber la pauvreté et les inégalités au Mexique tout en stimulant la croissance économique. S'ajoute à ces enjeux la question du ciblage des programmes sociaux, abordée en détail dans l'Étude économique de 2022. La constitution d'un registre national des bénéficiaires de programmes sociaux gérés à différents niveaux des pouvoirs publics, recommandée dans ladite étude, serait une mesure décisive pour améliorer le ciblage et réduire à la fois les inégalités et la pauvreté.

**Graphique 4.1. Les inégalités de revenu et la pauvreté ont diminué, mais l'extrême pauvreté n'a pas suivi**



Note : La Partie B s'appuie sur les indices de pauvreté multidimensionnels élaborés par le Conseil national d'évaluation de la politique de développement social (*Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social*, CONEVAL). La population vivant dans la pauvreté (l'extrême pauvreté) correspond aux personnes dont les revenus mensuels sont insuffisants pour se procurer les produits alimentaires, les biens et les services (produits alimentaires) nécessaires et qui présentent au moins une (trois) déficience(s) sociale(s).

Source : México cómo vamos ; et CONEVAL.

StatLink  <https://stat.link/461lz5>

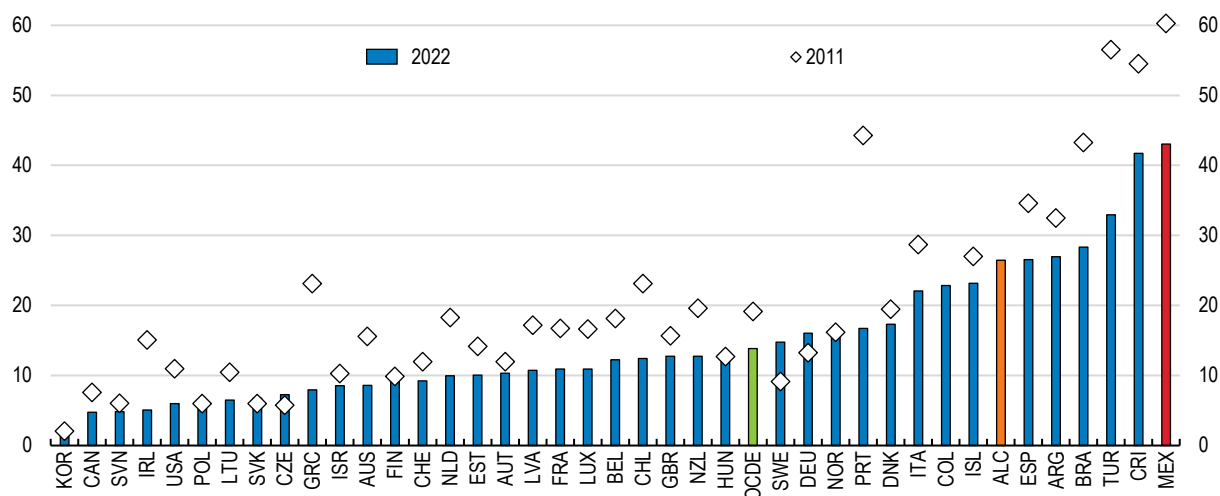
#### 4.1. Redoubler d'efforts pour renforcer le capital humain

La population relativement jeune du Mexique a un fort potentiel d'adaptation aux tendances mondiales qui redéfinissent les besoins de compétences, comme la transformation numérique ou la décarbonation. La qualité des compétences est un élément de plus en plus central des stratégies d'attraction de l'investissement direct étranger. Pour concrétiser ce potentiel, le Mexique doit tenter de venir à bout de deux problèmes. Premièrement, en dépit d'un accès quasi universel à l'éducation, encore trop d'élèves quittent le système éducatif sans avoir achevé leurs études secondaires (Graphique 4.2). Deuxièmement, la qualité de l'enseignement peut être améliorée (Graphique 4.3, partie A) et les inégalités entre régions réduites (Graphique 4.3, partie B). La pandémie a par ailleurs gravement malmené le système éducatif mexicain en causant l'un des plus longs épisodes de fermetures d'écoles de la zone OCDE, ce qui n'a fait qu'accumuler les retards d'apprentissage (CONEVAL, 2023<sup>[11]</sup>). Le Mexique rejoint les autres pays de

l'OCDE en enregistrant des résultats au PISA 2022 en baisse par rapport à 2018 en mathématiques, en sciences et en compréhension de l'écrit. Ce recul est particulièrement marqué en mathématiques étant donné que les gains observés au cours de la période 2003-09 sont inversés et que les scores moyens retombent aux niveaux de 2003 (OECD, 2023<sup>[2]</sup>).

### Graphique 4.2. De nombreux élèves quittent le système éducatif sans avoir achevé leurs études secondaires

Pourcentage de la population âgée de 25 à 34 ans n'ayant pas dépassé le premier cycle de l'enseignement secondaire



Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie et le Costa Rica.

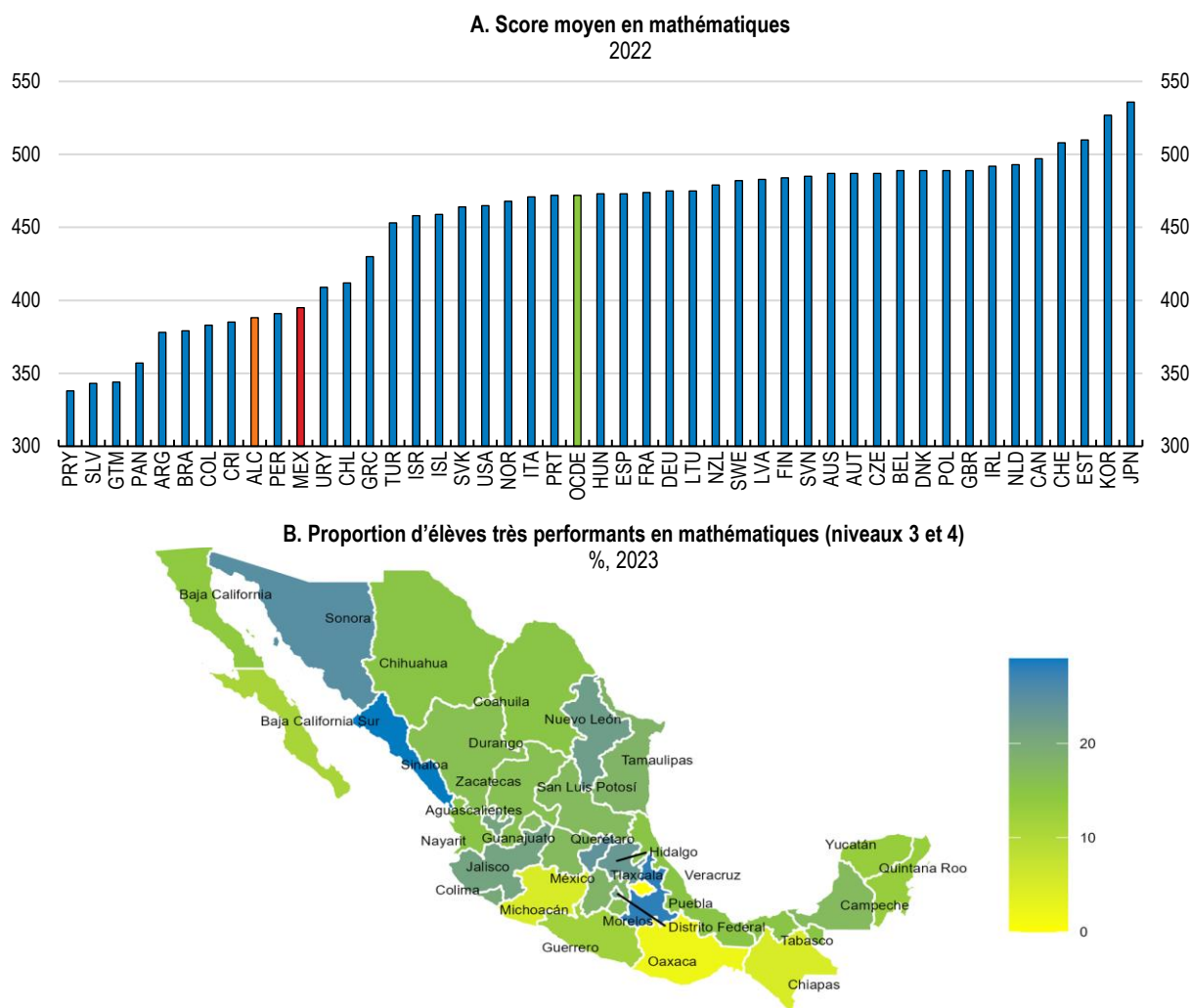
Source : OCDE, base de données sur l'éducation.

StatLink  <https://stat.link/gdhhbqo>

Comme l'illustre l'expérience positive de plusieurs pays de l'OCDE, il serait utile, dans un premier temps, d'évaluer l'efficacité globale du système éducatif en vue de mettre en place des mesures d'amélioration du taux d'obtention de diplômes et de la qualité (Encadré 4.1). Des informations plus complètes et plus homogènes sur les inscriptions, le nombre d'enseignants et les parcours individuels des élèves permettraient de procéder à une évaluation solide des politiques d'éducation, d'y apporter les ajustements nécessaires et d'optimiser les dépenses d'éducation. Cela faciliterait également la mise en place de mécanismes d'alerte précoce pour repérer les élèves ayant besoin d'un accompagnement ciblé, mais aussi l'évaluation et la satisfaction des besoins de formation des enseignants.


Dans le cas des jeunes enfants, l'allongement de la journée scolaire, actuellement de 4.5 heures dans l'enseignement primaire, aurait une incidence positive et durable sur leur performance et résorberait les retards d'achèvement de la scolarité (Cabrera-Hernández et al., 2023<sup>[3]</sup>), notamment dans les écoles des zones plus défavorisées (CONEVAL, 2018<sup>[4]</sup>). Le renforcement de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants aurait lui aussi une incidence particulièrement bénéfique sur les résultats scolaires des enfants issus de ménages à faible revenu. L'allongement de la journée scolaire et l'élargissement de l'offre de services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants contribueraient également à faire progresser le taux d'activité des femmes, comme on le verra dans la section suivante du présent chapitre.

### Graphique 4.3. La qualité de l'enseignement est inférieure et les disparités entre régions sont criantes



Note : Dans la partie A, ALC désigne la moyenne non pondérée des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Pérou.

Source : OCDE, base de données internationale PISA ; et Instituto Mexicano para la Competitividad.

StatLink  <https://stat.link/ft2xmn>

#### Encadré 4.1. Améliorer les résultats scolaires grâce aux données et à l'évaluation : l'expérience de quelques pays

Plusieurs pays de l'OCDE ont redoublé d'efforts pour améliorer leurs politiques d'éducation en perfectionnant leurs systèmes de données et d'évaluation.

- Collecte de données comparables : l'Australie et les États-Unis, deux pays dotés d'un système éducatif fortement décentralisé, comme le Mexique, illustrent les avantages de la collecte de données comparables et d'un système d'information commun. Par exemple, dans l'État du Maryland (États-Unis) où le système d'établissements scolaires publics compte parmi les plus performants du pays, les écoles utilisent les données pour suivre la progression de l'apprentissage et les besoins des élèves. L'Australie a constitué un référentiel de données détaillées sur tous les établissements scolaires du pays. Son cadre juridique, établi au niveau

fédéral, garantit la communication régulière et obligatoire des données par les écoles. L'affectation de financements est conditionnée à la communication de données, assurant ainsi l'adhésion et la motivation des établissements scolaires. Ce mécanisme a contribué à une culture fondée sur les données, lesquelles sont en libre accès pour les parties prenantes de l'éducation et portent en priorité sur l'apprentissage des groupes défavorisés (Abdul-Hamid, 2017<sup>[5]</sup>). L'élargissement de la disponibilité et de la chronologie des données permettrait d'établir des systèmes d'alerte précoce susceptibles de prévenir le décrochage scolaire. À Chicago, un système éducatif vaste et hétérogène, il a contribué à l'augmentation du taux d'obtention de diplômes de l'enseignement secondaire, de 52 % en 1998 à plus de 90 % en 2019 (OCDE, 2022<sup>[6]</sup>).

- Évaluation : plusieurs pays de l'OCDE ont placé l'évaluation au premier rang des priorités de leurs actions pour améliorer la qualité, l'équité et l'efficacité des systèmes éducatifs. La Norvège a créé un cadre intégral d'évaluation, lequel livre des informations de suivi à différents niveaux, favorise la redevabilité des établissements scolaires et surveille l'équité des résultats de l'enseignement (OECD, 2011<sup>[7]</sup>). La France, par le biais du programme IDEE, facilite l'accès des chercheurs aux données administratives d'éducation et vise à renforcer les partenariats pour la recherche entre professionnels du monde de l'éducation, responsables publics et laboratoires de recherche.

Les dépenses d'éducation doivent être mieux ciblées afin de réduire les différences de résultats de l'enseignement d'un État à l'autre. La distribution du principal transfert réservé à l'éducation repose sur une formule comprenant différents critères, dont le nombre d'élèves et la qualité de l'enseignement. Cette formule pourrait être améliorée en donnant plus de poids à la qualité de l'enseignement et en utilisant une définition généralement acceptée et transparente de la qualité d'enseignement. Les mesures incitatives pourraient elles aussi être améliorées par l'octroi de ressources supplémentaires aux États qui parviennent à de meilleurs résultats de l'enseignement. L'expérience de certains pays de la région, comme le Brésil, illustre qu'une conjugaison efficace d'augmentation des ressources et de mise en œuvre de mécanismes incitatifs peut aboutir à des améliorations sensibles des résultats de l'enseignement. L'État de Ceará en atteste : parti d'un niveau très bas, il est devenu l'un des États affichant la meilleure qualité d'enseignement au Brésil (OECD, 2018<sup>[8]</sup>).

Il est également possible d'accroître plus encore la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur et d'adapter l'offre de formations aux besoins du marché du travail, surtout au regard des compétences numériques. L'amélioration de la qualité dans l'enseignement primaire et secondaire est nécessaire pour que les taux d'obtention de diplômes de l'enseignement supérieur continuent de progresser (Graphique 4.4). Le Mexique enregistre un million de diplômés de l'enseignement supérieur chaque année, dont un tiers dans les filières STIM. Or, compte tenu de l'évolution de la demande de compétences à l'échelle mondiale et de la délocalisation de proximité au Mexique, il serait judicieux d'assurer une offre de formations en adéquation avec les besoins du marché du travail. L'anticipation des compétences et la concertation systématique avec le monde des affaires au niveau des États fédérés demeurent importantes. Certains États évoluent dans ce sens et s'attachent à adapter les programmes d'études supérieures à une demande croissante de compétences spécialisées.

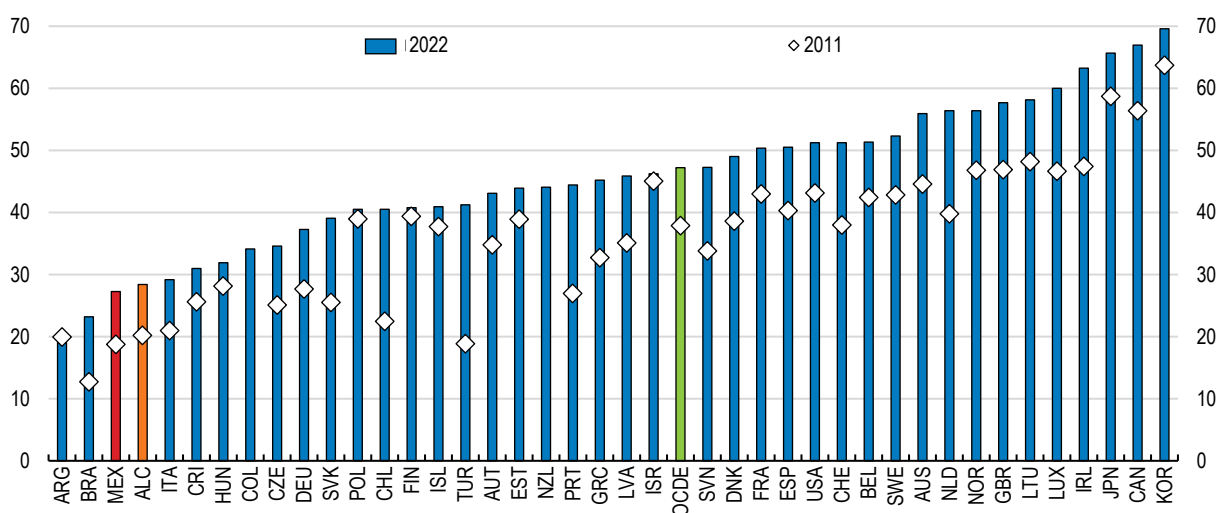
Redoubler d'efforts pour faire en sorte que tous les Mexicains – y compris ceux qui ont abandonné très tôt le système éducatif – acquièrent les compétences recherchées permettrait également d'atténuer les difficultés de recrutement des entreprises. Ce sont en effet 75 % des employeurs qui font état de difficultés à pourvoir les postes vacants en raison du manque de compétences appropriées et cette proportion ne fait qu'augmenter (IMCO, 2023<sup>[9]</sup>). Les métiers qualifiés, les ingénieurs et les opérateurs de production/machines font partie des cinq types de postes les plus difficiles à pourvoir. Les programmes de bourse d'études tels que *Becas Benito Juárez* étant devenus un élément fondamental des politiques

sociales, il conviendrait de déterminer dans quelle mesure ils équipent les bénéficiaires de compétences débouchant sur des emplois de qualité dans le secteur formel.

Des programmes de formation en alternance, conçus et mis en œuvre en partenariat avec les autorités allemandes et en étroite collaboration avec le secteur privé, sont progressivement déployés et donnent des résultats positifs quant aux compétences acquises (SEP, 2023<sup>[10]</sup>). Des mesures visant à aider davantage d'élèves et d'entreprises à participer à ce type de programmes amélioreraient l'offre de compétences techniques et l'accès à des emplois dans le secteur formel. Il serait envisageable, dans ce but, de réserver une part des bourses pour les programmes en alternance et de créer des mécanismes institutionnels facilitant la participation des PME aux activités de formation. L'expérience des pays de l'OCDE laisse également à penser que les programmes de formation professionnelle en alternance peuvent être particulièrement utiles pour reconvertir les travailleurs adultes qui ont quitté le système éducatif avant de terminer leurs études.

#### Graphique 4.4. La proportion de diplômés de l'enseignement supérieur pourrait encore être augmentée

Pourcentage de la population âgée de 25 à 34 ans ayant fait des études supérieures



Note : ALC désigne l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Costa Rica.

Source : OCDE, base de données sur l'éducation.

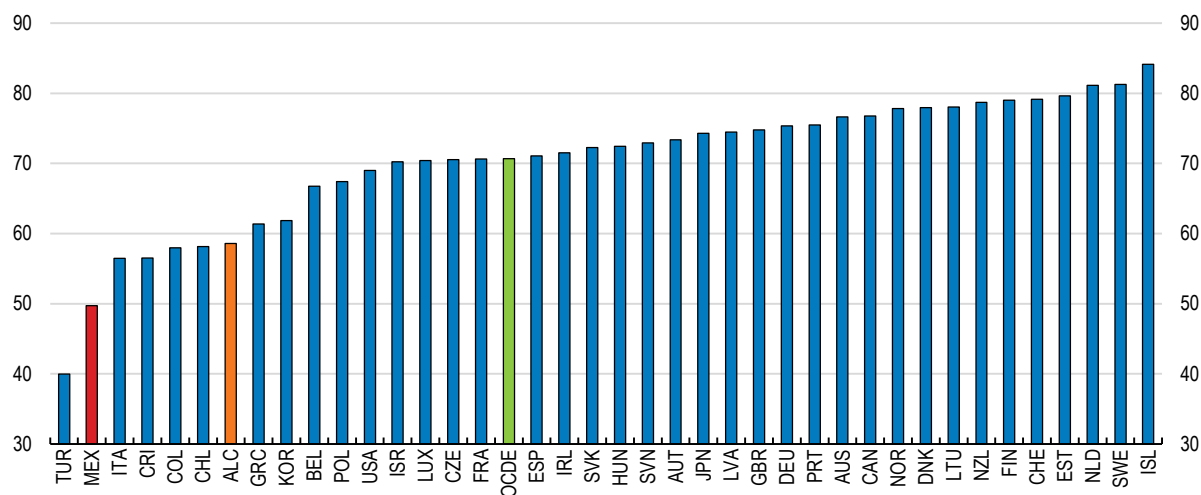
StatLink  <https://stat.link/zwmq1u>

## 4.2. Accroître l'égalité entre les genres

L'égalité entre les genres est non seulement un impératif moral, mais aussi une garantie de croissance économique et de bien-être. Bien que le taux d'activité des femmes au Mexique ait récemment augmenté, il reste nettement inférieur à celui d'autres pays de l'OCDE et d'Amérique latine (Graphique 4.5). Une plus grande insertion des femmes sur le marché du travail serait particulièrement porteuse pour le Mexique (Graphique 4.6). La croissance serait stimulée par l'augmentation de la main-d'œuvre et de la productivité grâce à une adéquation accrue entre les travailleurs et les emplois. Une meilleure utilisation des compétences disponibles dans la population féminine renforcerait par ailleurs la compétitivité du Mexique et aiderait à saisir les opportunités offertes par la délocalisation de proximité.


### Graphique 4.5. Le taux d'activité des femmes est faible

% des femmes âgées de 15 à 64 ans, 2022



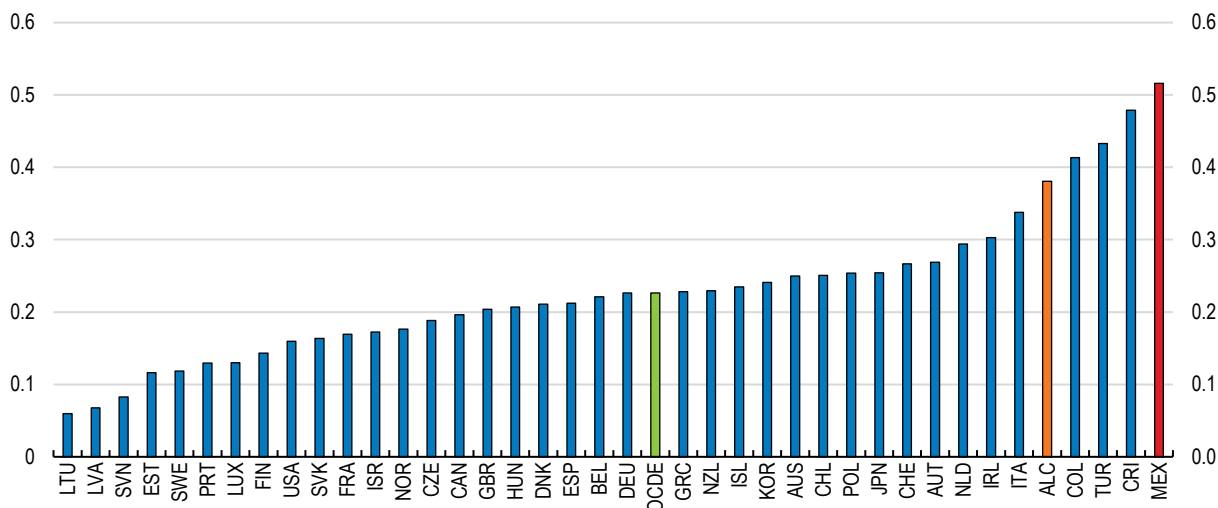
Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie et le Costa Rica. Données de 2021 pour l'Argentine.

Source : OCDE, Statistiques de la population active.

StatLink  <https://stat.link/uwo9lt>


### Graphique 4.6. Le Mexique a beaucoup à gagner de la résorption de l'écart de taux d'activité entre les genres

Différence de taux de croissance annuel moyen projeté en PIB potentiel par habitant par rapport à la situation initiale, en points de pourcentage



Note : Les projections supposent que les écarts (taux d'activité et heures de travail) seront comblés à l'horizon 2060. S'agissant du taux d'activité, cette hypothèse repose sur la convergence des taux d'activité des hommes et des femmes au plus niveau pour chaque groupe d'âge de 5 ans dans chaque pays, selon les projections postulant le statu quo pour la période 2022-60. ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : le Chili, la Colombie et le Costa Rica.

Source : (OCDE, 2023<sup>[11]</sup>).

StatLink  <https://stat.link/xbae9l>

Outre le taux d'activité, les disparités entre les genres se manifestent également dans la qualité des emplois, les femmes ayant plus tendance que les hommes à travailler dans le secteur informel. Elles sont aussi moins rémunérées que les hommes. L'écart de rémunération mensuelle entre les genres pour l'ensemble des travailleurs à temps plein au Mexique s'établit à 17 %, à comparer avec une moyenne de 12 % dans la zone OCDE. Les écarts entre les genres tiennent à de nombreux facteurs, dont une plus forte probabilité d'interruption de carrière pour les femmes, la ségrégation professionnelle et sectorielle, les discriminations de la part des employeurs et la charge disproportionnée de travail domestique non rémunéré assumée par les femmes.

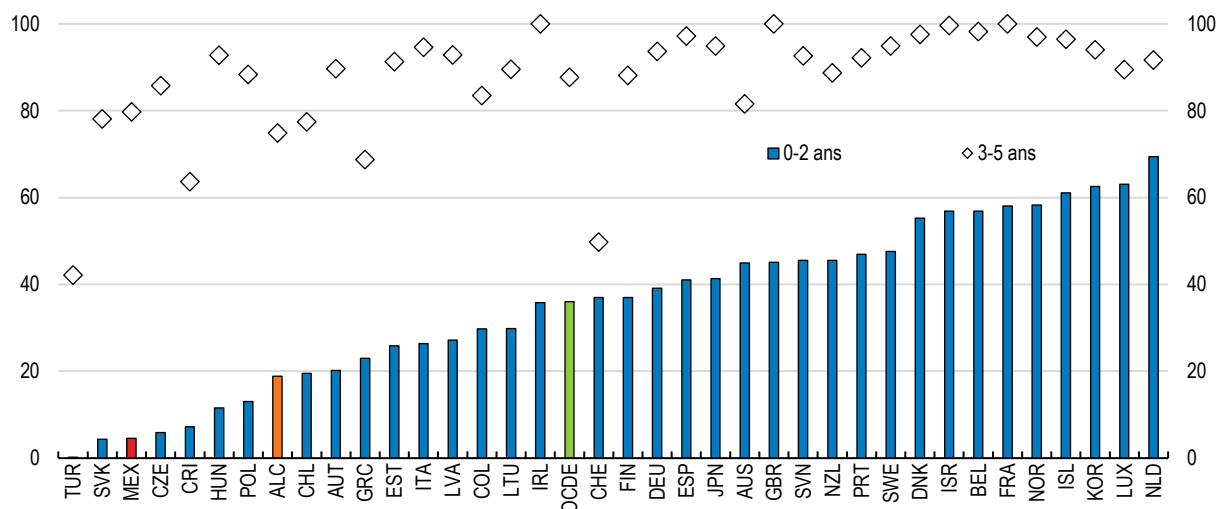
Les tâches domestiques et familiales reposent principalement sur les épaules des femmes au Mexique, réduisant ainsi leurs chances de mener à bien des études ou d'intégrer le marché du travail. Elles consacrent en moyenne 40 heures par semaine aux tâches domestiques et familiales, contre 15 heures dans le cas des hommes (INEGI, 2021<sup>[12]</sup>). L'écart se creuse dans les ménages avec enfants de moins de 6 ans et dans les zones rurales. D'autre part, le fait que les femmes ont davantage tendance à interrompre leur carrière pour avoir des enfants contribue à une pénalité de rémunération liée à la maternité. Les heures de travail excessivement longues, très courantes au Mexique, empêchent plus particulièrement les femmes de travailler. Dans le secteur public comme privé, la modulation du temps de travail, le recours temporaire au travail à temps partiel pour raisons familiales et le télétravail sont autant de moyens à promouvoir et à encourager pour aider les femmes et les hommes à concilier responsabilités familiales et professionnelles. Les disparités entre les genres seraient ainsi réduites.

Un système complet d'éducation et d'accueil des jeunes enfants est indispensable pour favoriser le travail des femmes et réduire les écarts observés entre les genres. Le taux d'inscription des enfants de 3 à 5 ans est sur la bonne voie, mais le Mexique peut encore augmenter le taux d'inscription des plus petits (Graphique 4.7). Les subventions mises en place pour remplacer le réseau de structures d'accueil des jeunes enfants (*Estancias Infantiles*), supprimé par le gouvernement fédéral en 2019, sont insuffisantes pour couvrir le coût, et le nombre de bénéficiaires est relativement faible. Le ministère des Finances, en coopération avec d'autres ministères et institutions du gouvernement fédéral, se penche depuis quelque temps sur différentes stratégies pour mettre en place un réseau fédéral de structures d'accueil des jeunes enfants, avec le concours également des administrations infranationales et du secteur privé. L'accueil de tous les enfants de moins de 6 ans coûterait 1.2 % du PIB par an, sachant que le Mexique dépense actuellement 0.5 % de son PIB (UN, 2020<sup>[13]</sup>). Cette initiative n'a pas encore dépassé le stade de la planification (Tableau 4.1), mais la collaboration public-privé est plus avancée dans quelques États. Les structures d'accueil des jeunes enfants peuvent aussi être très utiles aux employeurs et aux communes pour attirer et fidéliser les salariés très recherchés. Pour tirer pleinement parti des avantages potentiels d'un système d'accueil des jeunes enfants, il est essentiel, tout en donnant la priorité aux travailleurs à faible revenu, de faire en sorte que le réseau devienne accessible à tous les ménages au fil du temps, y compris aux travailleurs du secteur informel.




## Graphique 4.7. Le taux d'inscription des très jeunes enfants dans les structures préscolaires est faible

Pourcentage d'enfants inscrits dans des structures d'éducation, 2020 ou dernière année connue



Note : ALC désigne la moyenne simple des données relatives aux pays de la région Amérique latine et Caraïbes suivants : le Chili, la Colombie et le Costa Rica.

Source : (OCDE, 2023<sup>[11]</sup>).

StatLink  <https://stat.link/a5lu3o>

La durée de la journée scolaire dans l'enseignement élémentaire retentit elle aussi lourdement sur l'emploi des femmes. Les réformes menées dans plusieurs pays de l'OCDE (Encadré 4.2) confirment que l'allongement de la journée scolaire dans l'enseignement primaire peut avoir un effet très bénéfique sur l'activité, l'emploi et les heures de travail des femmes. L'expérience de la scolarisation à temps plein au Mexique est positive (Cabrera-Hernández et al., 2023<sup>[3]</sup>). Le gouvernement fédéral a mis un terme au programme en 2022, mais les écoles primaires qui accueillent les élèves à temps plein restent en place dans 6 États.

### Tableau 4.1. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les politiques sociales

Recommandations antérieures	Mesures prises depuis l'Étude 2022
Créer un réseau de structures pour l'accueil des jeunes enfants en donnant la priorité aux ménages modestes.	La planification est engagée
Mettre en place des programmes de réintégration à l'école des élèves ayant décroché pendant la pandémie et assurer un accompagnement ciblé et un tutorat auprès des élèves ayant des difficultés d'apprentissage.	Aucune mesure n'a été prise
Instituer un régime d'assurance chômage fédéral.	Aucune mesure n'a été prise

#### Encadré 4.2. Durée de la journée scolaire et emploi des mères de famille : les cas du Chili et d'autres pays de l'OCDE

En 1997, le Chili a engagé une réforme nationale de l'éducation dans le système scolaire public, laquelle augmentait le nombre d'heures d'instruction par semaine sans changer le nombre de jours d'école. Pour la majorité des établissements d'enseignement primaire, cette réforme supposait le passage de la demi-journée à la journée complète. L'évaluation de l'impact de la réforme fait apparaître d'importants effets de causalité positifs sur l'activité des mères de famille, leur emploi, leurs heures travaillées par semaine et leurs mois travaillés par an (Berthelon, Kruger et Oyarzún, 2023<sup>[14]</sup>). Il en ressort qu'une augmentation de 30 points de pourcentage de la proportion d'établissements scolaires à temps plein renforcerait le taux d'emploi et d'activité des mères de famille d'environ 9 % sur une période d'un an. Ce sont les mères peu qualifiées et mariées qui bénéficient le plus de la réforme. De même, les activités périscolaires ont elles aussi eu des effets positifs sur l'emploi des mères de famille en Suisse (Felfe, Lechner et Thiemann, 2016<sup>[15]</sup>) et le raccourcissement de la journée de classe a entraîné la baisse du taux d'activité des mères d'élèves de l'enseignement élémentaire au Japon (Takaku, 2019<sup>[16]</sup>).

Il serait également utile de promouvoir l'utilisation du congé de paternité auquel ont droit les pères. L'utilisation du congé parental est devenue de plus en plus égale entre les pères et les mères dans les pays de l'OCDE, voire presque égale dans certains pays (Islande, Portugal et Suède). Le congé de maternité rémunéré est de 12 semaines au Mexique, tandis que le congé de paternité est limité à une semaine. Contrairement au congé des mères qui est financé par le système de sécurité sociale, le congé des pères est entièrement à la charge de l'employeur. Le congé des pères est peu utilisé, car il est stigmatisé socialement et n'est disponible que pour les travailleurs du secteur formel. Le financement du droit au congé par le système de sécurité sociale, comme c'est le cas pour les mères au Mexique et pour les pères dans de nombreux pays de l'OCDE, pourrait faciliter l'adoption du congé et briser les préjugés (OECD, 2017<sup>[17]</sup>).

Ce sont aussi principalement les femmes qui s'occupent des personnes âgées. L'étoffement progressif des services de prise en charge professionnelle des personnes âgées, y compris des services à domicile et de proximité, favoriserait également l'augmentation du taux d'activité des femmes. Il pourrait par ailleurs atténuer les hausses de dépenses de santé compte tenu de l'incidence préventive de ces services, qui réduit les hospitalisations. L'impact budgétaire de la prise en charge de deux millions de personnes âgées dépendantes, sur les trois millions actuellement dénombrées au Mexique, serait de 0.5 % du PIB. Elle aurait par ailleurs une incidence positive sur la régularisation du travail, grâce à la création de 800 000 emplois formels (UN at al., 2020<sup>[18]</sup>).

Le Mexique a bien progressé sur le front de la représentation politique des femmes. La proportion de femmes au Congrès a évolué à la hausse et atteint actuellement 52 %. Inversement, à 7 %, la proportion de sièges aux conseils d'administration des entreprises privées occupés par des femmes est inférieure à celle observée dans la plupart des pays de l'OCDE (27 % en moyenne). Promouvoir la mixité des genres aux postes de direction des entreprises privées peut contribuer à renforcer la diversité et à améliorer les résultats économiques. Les sociétés cotées en Bourse sont tenues de rendre compte de leurs progrès en matière de réduction des déséquilibres entre les genres, mais cette obligation n'est souvent pas respectée. Veiller à ce qu'elle le soit favoriserait l'égalité entre les genres comme l'illustrent plusieurs pays de l'OCDE, dont l'Australie ou le Royaume-Uni (ILO, 2020<sup>[19]</sup>). Accroître la transparence en exigeant des entreprises qu'elles déclarent l'écart de rémunération entre les genres est une solution prometteuse pour réduire cette disparité (OECD, 2021<sup>[20]</sup>), adoptée par plus de la moitié des pays de l'OCDE (OECD, 2023<sup>[21]</sup>). Des initiatives récentes, comme la création du Comité interinstitutionnel pour l'égalité des genres dans les établissements financiers, qui regroupe 20 établissements publics et privés, mais aussi l'inclusion

d'indicateurs sexospécifiques dans la taxonomie de la durabilité (voir le chapitre 2), sont autant de pas dans la direction d'une plus grande égalité entre les genres.

### 4.3. Continuer de renforcer l'inclusivité du marché du travail

Plusieurs réformes importantes du marché du travail mises en œuvre au Mexique commencent à porter fruit et à renforcer l'inclusivité. Il s'agit notamment de modifications apportées à l'accord de libre-échange entre les pays d'Amérique du Nord pour améliorer la résolution des conflits, la représentation des travailleurs et les négociations collectives. Au total, 79 nouveaux syndicats ont été créés et plus de 30 500 conventions collectives ont été enregistrées, concernant plus de 7 millions de travailleurs. Il convient également de citer, parmi les grandes réformes, la création de nouveaux tribunaux indépendants et spécialisés, appelés « centre de conciliation et registre du travail » (*Centro de Conciliación y Registro Laboral*), pour résoudre rapidement les conflits entre travailleurs et employeurs. Quatre conflits sur cinq sont désormais résolus en moins de 45 jours sans passer devant un tribunal et le délai moyen de résolution par la voie du tribunal est de 6.5 mois, soit 87 % moins de temps qu'avec le système précédent. La mise en œuvre des réformes demande également des efforts de la part des États et des communes, à savoir l'alignement de la législation locale, le renforcement de l'inspection du travail, l'apport d'assistance judiciaire ou la collecte et le maintien de données sur les questions syndicales. États et communes progressent de manière hétérogène et bénéficieraient d'un recours accru aux outils judiciaires numériques. Ceux-ci permettent l'accès à distance, accélèrent les procédures et réduisent les coûts en harmonisant et en automatisant les démarches.

Outre les réformes incorporées dans l'accord de libre-échange, une autre réforme cruciale, adoptée en accord avec les partenaires sociaux, visait à réduire la fraude dans le cadre du recours à la sous-traitance. Avant la réforme, environ 20 % des travailleurs du secteur formel étaient employés en sous-traitance dans le cadre d'un programme d'externalisation. Depuis la réforme, la sous-traitance est autorisée uniquement pour des services spécialisés qui ne relèvent pas de l'activité principale de l'entreprise. Les entreprises sous-traitantes doivent être officiellement enregistrées auprès du ministère du Travail pour pouvoir fournir leurs services. En conséquence de la réforme, environ trois millions de travailleurs ont changé d'employeur et les salaires déclarés ont augmenté en moyenne de 4.2 %. Les hausses de salaire ont été plus importantes au bas de l'échelle des revenus, atteignant 42 % pour les travailleurs du premier décile. D'autres réformes méritent d'être citées, notamment celle de la retraite, également adoptée en accord avec le secteur privé, qui visait à augmenter la couverture de retraite et les droits à retraite (Encadré 4.3) ; le relèvement du congé annuel minimal légal de 6 à 12 jours ; et l'octroi de droits à la sécurité sociale aux travailleurs domestiques, ce qui réduit le caractère informel de leur activité.

#### Encadré 4.3. Une réforme du système de retraite contributif est progressivement mise en œuvre

Le Mexique a récemment apporté plusieurs modifications à son système de retraite, abordées en détail dans l'Étude économique de 2022. L'une des plus importantes est la réforme du système de retraite contributif, adoptée en 2021 d'un commun accord avec le secteur privé. Elle vise à augmenter les taux de couverture (actuellement 30 % seulement de la population âgée reçoivent une pension) et de remplacement. Pour éviter de nuire à la création d'emplois formels à bas salaire, la réforme sera financée par une augmentation graduelle des cotisations à la charge des employeurs, de 2023 à 2030, selon un barème progressif (montant des cotisations en fonction du salaire). Le financement par le gouvernement fédéral est lui aussi progressif, à raison de 60 % des cotisations des travailleurs au bas de l'échelle des revenus et 0 % pour ceux qui occupent le haut de l'échelle. Le montant des cotisations des salariés demeure inchangé et fixe, à 1.13 %. Selon les estimations du gouvernement, 80 % des travailleurs du secteur formel bénéficieront d'une pension une fois la réforme pleinement appliquée. Les taux de remplacement augmenteront en particulier pour les travailleurs à faible revenu.

Il reste, pour renforcer l'inclusivité du marché du travail, la tâche difficile de réduire l'économie informelle. Malgré une récente tendance à la baisse, elle concerne encore à peu près 55 % des travailleurs. Près de 40 % de personnes vivent dans des ménages dépendant entièrement de l'économie informelle (OECD et al., 2023<sup>[22]</sup>). Certaines des réformes récemment mises en œuvre, dont celle visant à réduire la fraude dans le recours à l'externalisation ou le programme spécial à destination des travailleurs domestiques, contribuent à la régularisation. *Jovenes Construyendo el Futuro*, un programme de stages pour aider les jeunes chômeurs à acquérir une expérience professionnelle, est lui aussi prometteur dans ce sens. Son efficacité pour aider les jeunes à entrer sur le marché du travail formel et à y rester devrait faire partie de l'évaluation continue du programme. Il n'existe pas de solution miracle pour réduire l'économie informelle et des mesures s'imposent dans plusieurs domaines, comme indiqué dans l'Étude de 2022. Certaines des réformes proposées ici pourraient néanmoins être intégrées dans ce type de stratégie globale. Parmi elles, la réduction du coût et du poids des contraintes réglementaires qui accompagnent la création et le développement d'une entreprise formelle (comme évoqué au chapitre 3) et l'amélioration du capital humain (abordée plus haut dans ce chapitre). L'allongement de la journée scolaire et l'élargissement de l'accès à l'éducation et à l'accueil des jeunes enfants contribueraient également à la régularisation. En effet, la courte durée de la journée de classe et le manque de services d'accueil des enfants forcent bon nombre de femmes à travailler dans le secteur informel, souvent la seule solution pour concilier travail et responsabilités familiales.

L'amélioration de la protection sociale peut elle aussi motiver le passage de l'économie informelle à l'économie formelle. Un bon exemple est celui de la récente réforme du système de retraite contributif qui, en améliorant les prestations de retraite, encourage l'emploi formel. Dans le même ordre d'idées, l'amélioration de l'accès au filet de protection sociale et de sa couverture pourrait stimuler l'emploi formel. Il serait envisageable pour cela de fournir des aides au revenu par le biais du système d'impôt sur le revenu des personnes physiques, par exemple au moyen d'un impôt négatif. À l'heure actuelle, les programmes sociaux sont fragmentés et leur couverture des ménages modestes peut être améliorée (OECD, 2022<sup>[23]</sup>). Fournies par le biais du système d'impôt sur le revenu des personnes physiques, les aides au revenu prévues par les programmes gérés au niveau fédéral pourraient être mieux ciblées vers les travailleurs démunis de l'économie informelle. Une telle mesure favoriserait par ailleurs l'inclusion financière et réduirait les possibilités de clientélisme corrélées avec certains programmes sociaux. Selon cette proposition, tous les travailleurs seraient tenus de s'inscrire auprès de l'administration fiscale et de déclarer leurs revenus personnels. Ceux dont les revenus ne dépassent pas un certain seuil seraient exonérés de l'impôt et, en fonction des montants déclarés, recevraient un paiement à la place. Ce paiement diminuerait à mesure de l'augmentation du revenu d'activité. Le système d'impôt sur le revenu des personnes physiques étant plus étendu au Mexique que dans d'autres pays d'Amérique latine (le seuil de revenu imposable est fixé à un multiple de 0.6 du salaire moyen, contre un multiple de près de 2 au Costa Rica ou de 3 en Colombie), cette proposition est envisageable. L'expérience de quelques pays de l'OCDE, notamment celle des États-Unis avec le crédit d'impôt sur les revenus d'activité, est positive (Hoynes; Patel, 2017<sup>[24]</sup>) comme en attestent l'augmentation du taux d'emploi formel parmi les groupes ayant des liens ténus avec le marché du travail et la baisse de la pauvreté. La poursuite des efforts visant à renforcer l'application de la réglementation fiscale et du droit du travail ainsi qu'à faciliter la régularisation des entreprises (voir le chapitre 3) devrait faire partie d'une stratégie globale de réduction de l'économie informelle.

Tableau 4.2. Recommandations pour réduire les inégalités et renforcer la croissance

PRINCIPAUX RÉSULTATS	RECOMMANDATIONS DU CHAPITRE 4 (Principales recommandations en gras)
<b>Redoubler d'efforts pour renforcer le capital humain</b>	
Trop d'élèves quittent le système éducatif sans avoir achevé leurs études secondaires. Il est possible d'améliorer la qualité de l'enseignement et de réduire les inégalités entre régions.	<p><b>Identifier les élèves qui ont besoin de soutien pour leur fournir un accompagnement ciblé, et évaluer les besoins de formation des enseignants afin de les satisfaire.</b></p> <p>Mettre en place des mécanismes solides et systématiques d'évaluation des programmes d'enseignement à partir de statistiques complètes et homogènes.</p> <p>Accorder davantage de poids à la qualité de l'enseignement dans la formule de calcul du transfert de base destiné aux États pour l'éducation et fournir des fonds supplémentaires aux États qui parviennent à améliorer la qualité.</p> <p>Anticiper les compétences et consulter systématiquement les entreprises, au niveau de l'État, pour assurer l'adéquation entre les formations universitaires et professionnelles et les besoins du marché du travail.</p> <p>Identifier les programmes de formation les plus efficaces pour équiper les travailleurs des compétences appropriées et pour les perfectionner.</p> <p>Évaluer les programmes de bourses d'études pour déterminer si les bénéficiaires accèdent à des emplois formels de qualité.</p>
Des programmes de formation professionnelle en alternance sont progressivement mis en place dans tous les pays et les résultats sont positifs sur le plan des compétences acquises.	Réserver une part des bourses pour les programmes en alternance et mettre en place des mécanismes institutionnels facilitant la participation des PME aux activités de formation.
<b>Accroître l'égalité des genres</b>	
Bien qu'il ait récemment augmenté, le taux d'activité des femmes, qui s'établit à 50 %, reste plus faible que dans la zone OCDE et dans d'autres pays d'Amérique latine. Les tâches domestiques et familiales sont principalement assumées par les femmes.	<p><b>Créer un réseau fédéral de structures d'éducation et d'accueil des jeunes enfants en donnant la priorité aux ménages à faibles revenus.</b></p> <p>Augmenter le nombre d'établissements d'enseignement primaire accueillant les élèves à temps plein.</p> <p><b>Étoffer les services de prise en charge professionnelle des personnes âgées, à domicile et dans le cadre de soins de proximité.</b></p>
Des heures de travail excessivement longues empêchent les femmes de travailler.	Favoriser la modulation du temps de travail, le recours temporaire au travail à temps partiel pour raisons familiales et le télétravail.
Le congé de maternité rémunéré est de 12 semaines au Mexique, tandis que le congé de paternité est limité à une semaine. Peu de pères prennent leur congé de paternité. Le congé est intégralement à la charge de l'employeur.	Allonger la durée du congé de paternité rémunéré et le financer au moyen du système de sécurité sociale.
La représentation politique des femmes a progressé, mais la proportion de femmes siégeant au conseil d'administration des entreprises privées pourrait être améliorée.	<p>Mettre en place une obligation de transparence sur l'écart de salaires pour les entreprises cotées en Bourse.</p> <p>Assurer le respect de l'obligation de déclaration de l'écart de salaires pour les entreprises cotées en Bourse afin de réduire les déséquilibres entre les genres.</p>
<b>Continuer de renforcer l'inclusivité du marché du travail</b>	
Le Mexique a mis en œuvre des réformes destinées à améliorer la résolution des conflits, la représentation des travailleurs et les négociations collectives. Ces réformes portent fruit. Les efforts de mise en œuvre au niveau des États et des communes sont hétérogènes.	Assurer la pleine mise en œuvre des réformes au niveau des États et des communes, par exemple en recourant davantage aux outils judiciaires numériques.
55 % des travailleurs sont actifs dans le secteur informel, ce qui nuit au bien-être et à la productivité.	<b>Adopter une stratégie globale pour réduire l'économie informelle, notamment en fournissant des aides aux ménages modestes par le biais du système d'impôt sur le revenu des personnes ou en réduisant le coût des procédures d'enregistrement et d'autorisation des entreprises au niveau des États et des communes.</b>

## Références

- Abdul-Hamid, H. (2017), « Data for Learning: Building a Smart Education Data System. Washington, World Bank Group. », *Washington, World Bank Group.*. [5]
- Berthelon, M., D. Kruger et M. Oyarzún (2023), « School schedules and mothers' employment: evidence from an education reform », *Review of Economics of the Household*, vol. 21/1, pp. 131-171, <https://doi.org/10.1007/s11150-022-09599-6>. [14]
- Cabrera-Hernández et al. (2023), « Full-time schools and educational trajectories: Evidence from high-stakes exams », *Economics of Education Review*, vol. 96, p. 102443, <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2023.102443>. [3]
- CONEVAL (2023), « Medición de Pobreza 2022 ». [1]
- CONEVAL (2018), « Impacto de Programa Escuelas de Tiempo Completo 2018. ». [4]
- Felfe, C., M. Lechner et P. Thiemann (2016), « After-school care and parents' labor supply », *Labour Economics*, vol. 42/C, pp. 64-75, <https://EconPapers.repec.org/RePEc:eee:labeco:v:42:y:2016:i:c:p:64-75>. [15]
- Hoynes; Patel (2017), « Effective Policy for Reducing Poverty and Inequality?» », *Journal of Human Resources*. [24]
- ILO (2020), *Women in business and management: improving gender diversity in company boards (voluntary targets vs quotas)*. [19]
- IMCO (2023), « El panorama de las vacantes y la población disponible en México ». [9]
- INEGI (2021), *Encuesta para la Medición del Impacto COVID-19 en la Educación (ECOVID-ED) 2020*, Instituto Nacional de Estadística y Geografía. [12]
- OCDE (2023), *Agir ensemble pour l'égalité des genres (version abrégée) : Quelles priorités ?*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/6a24b253-fr>. [11]
- OCDE (2022), *Perspectives de l'OCDE sur l'éducation numérique 2021 : Repousser les frontières avec l'IA, la blockchain et les robots*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/d5fe6bd0-fr>. [6]
- OECD (2023), « PISA 2022 Results: Factsheets. Mexico Country Note ». [2]
- OECD (2023), *Reporting Gender Pay Gaps in OECD Countries: Guidance for Pay Transparency Implementation, Monitoring and Reform*, OECD, Paris. [21]
- OECD (2022), « OECD Economic Surveys: Mexico 2022 ». [23]
- OECD (2021), *Show me the Money : Pay Transparency Policies to Close the Gender Wage Gap*, OECD Publishing. [20]
- OECD (2018), « OECD Economic Surveys: Brazil 2018 ». [8]
- OECD (2017), « Building an Inclusive Mexico: Policies and Good Governance for Gender Equality », *OECD Publishing, Paris*. [17]
- OECD (2011), « OECD Reviews of Evaluation and Assessment in Education: Norway ». [7]

- OECD et al. (2023), « Latin America Economic Outlook ». [22]
- SEP (2023), « Consolidación y escalamiento del sistema de educación dual en México. Resultados de la Encuesta de Monitoreo y Evaluación 2022-2023 », *Secretaría de Educación Pública; Sistema de Educación Dual Superior; Cooperación Alemana; GIZ*. [10]
- Takaku, R. (2019), « The wall for mothers with first graders: availability of afterschool childcare and continuity of maternal labor supply in Japan », *Review of Economics of the Household*, vol. 17/1, pp. 177-199, <https://doi.org/10.1007/s11150-017-9394-9>. [16]
- UN (2020), *Costos, retornos y efectos de un Sistema de cuidado infantil universal, gratuito y de calidad en México*, ONU Mujeres and CEPAL, [https://www2.unwomen.org/-/media/field%20office%20mexico/documentos/publicaciones/2020/diciembre%202020/twopa ger\\_cepал\\_onumujeres\\_esp.pdf?la=es&vs=2542](https://www2.unwomen.org/-/media/field%20office%20mexico/documentos/publicaciones/2020/diciembre%202020/twopa ger_cepал_onumujeres_esp.pdf?la=es&vs=2542) (consulté le 11 octobre 2021). [13]
- UN at al. (2020), « El cuidado de las personas mayores en situación de dependencia en México: propuesta de servicios, estimación preliminar de costos e identificación de impactos económicos. », *United Nations Mexico, Joint SDG Fund, INMUJERES, CEPAL and United Nations Women*. [18]



Études économiques de l'OCDE

## MEXIQUE (VERSION ABRÉGÉE)

Après une lente reprise postpandémique, l'économie mexicaine a bien navigué dans un environnement mondial de resserrement des conditions financières et d'incertitude accrue. La politique fiscale a un solide historique dans l'atteinte des objectifs fiscaux et le maintien d'une dette publique faible. Des revenus fiscaux plus élevés permettraient de maintenir la prudence fiscale et de répondre aux besoins de dépenses importants dans des domaines qui renforcent la productivité, tels que l'éducation, l'infrastructure, les transitions numérique et verte, ainsi que la lutte contre la corruption et la criminalité. Le Mexique a un grand potentiel pour attirer des investissements de sociétés cherchant à délocaliser leurs opérations en Amérique du Nord. Cela représente également une opportunité significative de répartir les bénéfices du commerce à travers le pays et de créer plus et de meilleurs liens dans la chaîne de valeur. Exploiter pleinement ces opportunités nécessitera de s'attaquer aux défis de longue date liés à la connectivité des transports et numérique, aux régulations ou à l'état de droit, et à la transition vers les énergies renouvelables. Améliorer les résultats éducatifs et réduire les écarts de genre et l'informalité contribuerait à poursuivre la récente baisse de l'inégalité de revenus, tout en renforçant le potentiel de croissance du pays. Améliorer l'accès à un logement adéquat et plus de coordination entre les politiques urbaines, de logement et d'infrastructure de transport améliorerait les conditions de vie des Mexicains, réduirait l'étalement urbain et améliorerait la mobilité urbaine.

**CHAPITRE THÉMATIQUE : AMÉLIORATION DES POLITIQUES DE LOGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN.**

Volume 2024/5  
Février 2024



IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-58430-3  
PDF ISBN 978-92-64-40261-4

ISSN 0304-3363  
ABONNEMENT 2024  
(18 NUMÉROS)

